

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail - Patrie

-----  
REGION DE L'OUEST  
-----

DEPARTEMENT DU NDE  
-----

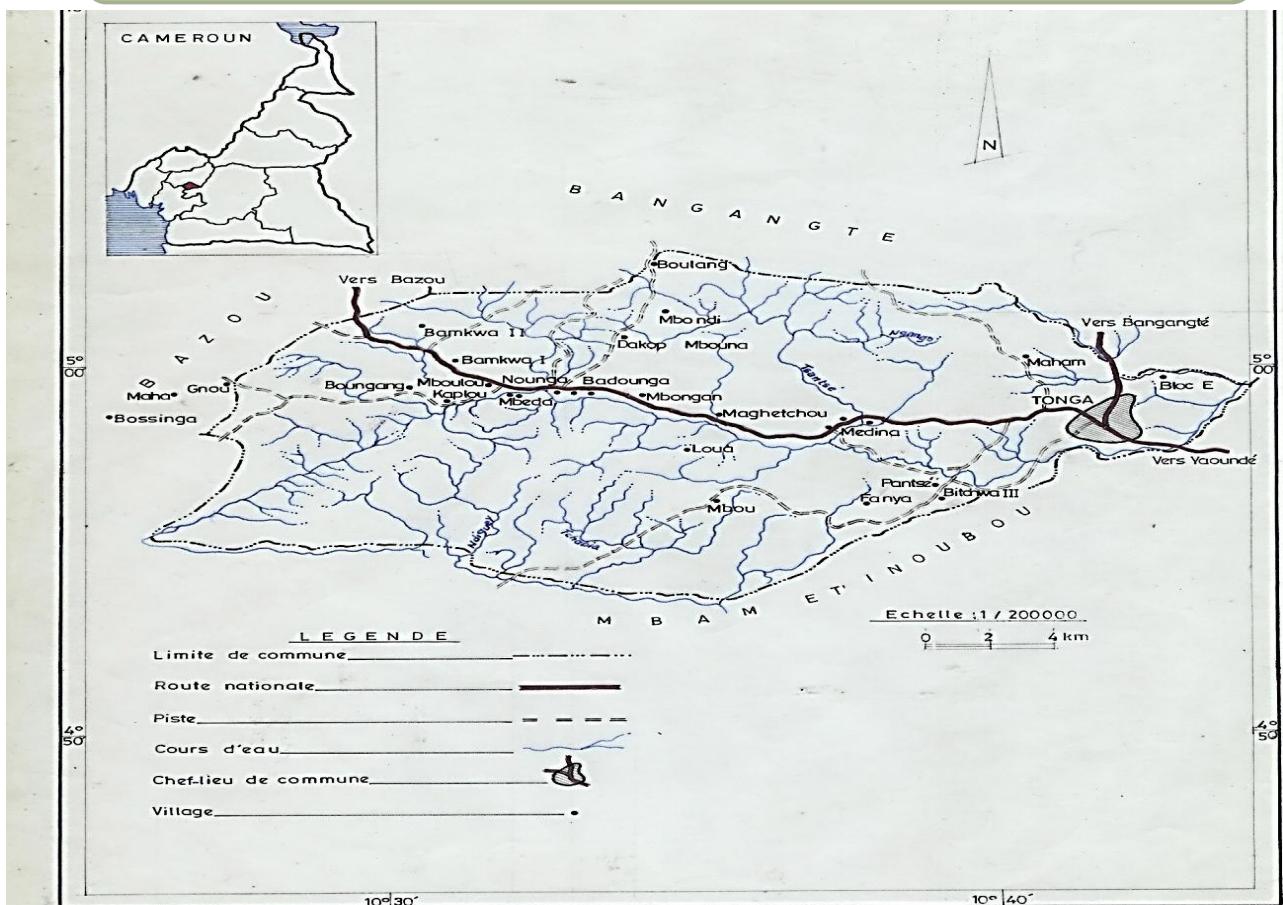
COMMUNE DE TONGA

B.P. 46 Tonga ; Tél. (+237)33 03 86 11 ; E-mail : [communetonga@yahoo.fr](mailto:communetonga@yahoo.fr)

REALISE SUR FINANCEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT  
PARTICIPATIF (PNDP)



PLAN DE DEVELOPPEMENT (PCD) DE LA COMMUNE DE  
TONGA



PAR LE GROUPE D'INITIATIVE COMMUNE APPUI AU DEVELOPPEMENT  
INTEGRAL (GIC ADI) [adi\\_camereroon@yahoo.fr](mailto:adi_camereroon@yahoo.fr)  
Téléphone : 77 34 44 33/99 64 81 78 /99 84 99 90-Yaoundé



Octobre 2011

## **RESUME DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD)**

Réalisé de novembre 2010 à octobre 2011 par le Groupe d'Initiative Commune dénommé Appui au Développement Intégral (GIC ADI) et répondant sur le plan de la forme au canevas tracé par le Programme National de Développement Participatif (PNDP), le Plan Communal de Développement (PCD) de Tonga est l'aboutissement d'une démarche participative dont les principales séquences ont porté sur:

- la préparation du processus ;
- la collecte des données de base ;
- la réalisation du Diagnostic Participatif Niveau Villages (DPNV) ;
- la réalisation du Diagnostic Institutionnel Communal (DIC) ;
- la réalisation du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) ;
- la tenue d'un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation qui aura permis d'identifier les projets réalistes et réalisables à court, moyen et long termes et de mettre en place les mécanismes de suivi évaluation ;
- et, la tenue le 14 octobre 2011 de l'atelier de validation du PCD.

### **METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PCD**

La méthodologie mise en œuvre, basée sur une approche participative intégrant toutes les parties prenantes au processus et notamment les autorités administratives, l'Exécutif, le personnel et les Conseillers municipaux, les responsables des services déconcentrés de l'Etat, les populations et les autres partenaires au développement de la Commune, a permis de couvrir toutes les séquences de la mission.

### **PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE**

La Commune de Tonga est caractérisée par:

- l'appellation Tonga résultant de l'expression Ntô-Ngà qui signifie en langue locale, brûleur de savane;
- son positionnement à l'entrée Est du Département du Ndé dont elle relève et à la jonction des Régions de l'Ouest et du Centre ;
- un climat de type tropical soudano-guinéen tempéré, influencé par la chaîne montagneuse de l'Ouest, avec deux saisons : une saison des pluies qui s'étend de mi-mars à mi-novembre et une saison sèche qui va de mi-novembre à mi-mars ;
- des sols fertiles propices aux cultures pérennes et vivrières qui font de Tonga le grenier agricole du Département du Ndé;
- un relief varié comprenant des plaines, des plateaux, des collines et des vallées ainsi que des zones inondables et des marécages propices à la culture du riz;
- une hydrographie caractérisée par de nombreux cours d'eau, des étangs et des mares;
- une flore et une végétation abondantes et variées, avec des forêts naturelles giboyeuses et riches en essences, une forêt communale, des forêts sacrées aux abords des chefferies traditionnelles et des vastes étendues de savanes arbustives;
- l'existence de 02 sites archéologiques et des chutes de Fagno dont les études permettraient d'avoir une bonne visibilité des possibilités de viabilisation;
- un sous-sol dont le potentiel minier serait établi par des études géologiques approfondies ;
- des gisements apparents de sable et de pierres ;
- l'atténuation des effets de serre prévisibles par l'existence des espaces verts naturels et sylvicoles;

- le taux relativement bas des superficies cultivées (entre 15% et 20%) favorisant la pratique de la jachère;
- la faible utilisation des engrais chimiques au regard de la fertilité des sols;
- la pratique généralisée de l'écobuage et des feux de brousse qui détériorent l'équilibre du sol et limitent les infiltrations des eaux;
- la coupe anarchique du bois et l'intensification du braconnage à l'origine de la destruction de la biodiversité ;
- la concentration en milieu urbain (79.89%) de la population totale évaluée en 2011 à 16 530 habitants sur la base du Recensement Général de 2005, du fait des batailles du maquis de 1957 à 1960;
- la cohabitation pacifique dans la Commune des bamiléké (majoritaires), des anglophones et des bétis ;
- la mobilité des populations vers les centres urbains justifiée par la recherche des soins de santé de qualité, la quête des établissements d'enseignement secondaire et supérieur, le ravitaillement en produits de consommation courante ;
- un important flux quotidien des populations vers les villages pour la pratique de l'agriculture et des rites;
- la présence des populations vulnérables sans assistance appropriée et notamment, i) les Enfants ayant Besoin des Mesures Spéciales de Protection (EBMSP) dont font partie les Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV), ii) la petite enfance abandonnée issue des unions libres fréquentes dans le Département du Ndé, iii) les personnes handicapées, iv) les personnes âgées et notamment les grabataires et, vi) les albinos;
- l'organisation sociale basée sur la chefferie traditionnelle et la pratique des rites secrètes et les célébrations diverses (deuils, dot, désignation et intronisation des Chefs et désignation des notables, etc.);
- un habitat varié et constitué des maisons modernes, des cases traditionnelles et des habitats spontanés en milieu urbain et rural, les toits coniques constituant à quelques exceptions près un signe distinctif des chefferies traditionnelles;
- un zonage de la Commune en 26 villages dont 05 sont inhabités, et un espace urbain divisé en 21 quartiers;
- l'héritage des terres par nature dynastique ;
- une activité économique à prédominance agricole avec un secteur commercial embryonnaire et l'absence d'un établissement de microfinance;
- un accès encore insuffisant à l'électricité et à l'eau potable ;
- des difficultés d'accès à une éducation et aux soins de santé de qualité;
- la résurgence du VIH/SIDA due à l'insuffisance des actions de sensibilisation;
- un réseau routier peu développé ne permettant pas entre autres le transport optimal des biens et des personnes et entravant le retour aux sources des populations ayant abandonné leurs villages pendant les batailles du maquis;
- l'absence d'un service de voirie urbaine;
- l'absence des magasins d'envergure ;
- et la carence des infrastructures de base et des équipements pour le développement du sport d'élite et du sport de maintien.

## **SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL (DIC)**

### **Sur le plan des ressources humaines**

- l'absence d'un organigramme fonctionnel;
- l'exercice des activités parallèles et la résidence hors de la Commune de certains membres de l'Exécutif communal;
- la résidence hors de la Commune de près de 75% des conseillers municipaux;
- l'insuffisance sur le double-plan qualitatif et quantitatif du personnel communal nécessitant un redéploiement.

### **Sur le plan des ressources financières**

- la nécessité de doter la Commune d'un Receveur Municipal qui lui soit propre ;
- la nécessité de mettre en conformité les chiffres des comptes administratifs des exercices 2007, 2008 et 2009;
- les taux de recouvrement se situant parfois à moins de 50%;
- la carence d'un fichier des partenaires au développement de la Commune en général et des contribuables en particulier;
- l'absence des activités génératrices de revenus (AGR);
- et un taux d'investissement faible se situant à moins de 5%.

### **Sur le plan des ressources patrimoniales**

- l'absence des Titres de propriétés et notamment des Titres Fonciers des terrains communaux;
- l'existence d'un immeuble siège, d'un Foyer municipal, d'une tribune, des bâtiments annexes et des stands de marché en état de délabrement;
- la propriété d'un seul véhicule fonctionnel;
- et, un outil informatique non judicieusement exploité.

### **Sur le plan de la gestion des relations de l'Institution**

- l'insuffisance du débat contradictoire sur la vie de la Commune
- la carence d'un plan de communication ;
- une célérité à améliorer dans la mise en œuvre des textes sur la décentralisation.

## **PLANIFICATION STRATEGIQUE**

Prenant appui sur la vision du développement local présentée par le Maire à l'occasion de l'atelier de planification qui s'est tenu du 11 au 13 mai 2011, à savoir ***Faire de l'espace communal de Tonga un pôle autonome émergent et viable à l'horizon 2035***, les objectifs spécifiques subséquents du PCD de la Commune de Tonga correspondent aux objectifs visés pour chacun des 28 secteurs de référence.

Les cadres logiques mis au point à partir des diagnostics participatifs et des politiques sectorielles présentées par les services déconcentrés de l'Etat ont permis d'évaluer le coût du PCD à **7 775 866 932 FCFA**, exception faite de certains projets du secteur des BTP dont les coûts ne sont généralement connus qu'à l'issue du processus de passation des marchés

En outre, la Commune devrait se doter d'un Plan d'Occupation du Sol (POS) et d'un Plan Cadastral pour pallier les insuffisances liées à l'occupation et à la gestion durable des terres.

## **CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) ET PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA)**

Le CDMT, assorti d'un cadre sommaire de gestion environnementale et étalé sur la période triennale 2011-2013 est évalué à **736 693 067 FCFA**, exception faite de certains projets du secteur des BTP dont les coûts ne sont généralement connus qu'à l'issue du processus de passation des marchés y relatifs. Toutefois, la Commune prévoit des actions de promotion en direction des partenaires potentiels au cours de l'année 2012 pour la mobilisation des ressources indispensables à l'atteinte des objectifs du PCD.

LA Plan d'Investissement Annuel (PIA) assorti d'un Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables et d'un Plan de Passation des Marchés pour les projets de l'année 2011 dont les fiches signalétiques sont présentées en annexe est évalué à 185 650 000 FCFA.

### **MECANISMES DE SUIVI EVALUATION**

Un Comité de Suivi évaluation avec des missions bien précises, ayant à sa tête un Président et composé de 14 membre a été établi.

### **PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD**

Le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD de la Commune de Tonga comportant un volet média et un volet hors média vise les objectifs ci-après :

- Mobiliser l'opinion autour des activités visées par le PDC ;
- Impliquer tous les acteurs à la mise en œuvre desdites activités ;
- Susciter l'adhésion des populations bénéficiaires.

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	6
I.- INTRODUCTION .....	13
1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PCD DE LA COMMUNE DE TONGA .....	13
1.2.- PRESENTATION DES OBJECTIFS DU PCD DE LA COMMUNE DE TONGA .....	13
1.3.- STRUCTURE DU DOCUMENT PCD DE LA COMMUNE DE TONGA .....	15
II.- METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PCD .....	17
2.1.- PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS (Du 1 <sup>er</sup> novembre au 17 décembre 2010) .....	17
2.2.- COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT .....	18
2.3.-CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE .....	18
2.4.- ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION (du 11 au 13 mai 2011) .....	18
2.5.- MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF .....	19
III- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	21
3.1.- LOCALISATION DE LA COMMUNE .....	21
3.2.- MILIEU BIOPHYSIQUE .....	22
3.2.1- Climat.....	22
3.2.2- Sols .....	22
3.2.3- Relief .....	22
3.2.4- Hydrographie .....	22
3.2.5- Flore et faune.....	23
3.3. MILIEU HUMAIN .....	23
3.3.1.- Quelques repères historiques de la Commune de Tonga .....	23
3.3.2.- Population.....	24
3.3.3.- Ethnies .....	26
3.3.4.- Religions .....	26
3.3.5.- Principales activités économiques .....	27
3.4.- PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR.....	34
3.4.1.- Services publics implantés à Tonga .....	34
3.4.2.- <i>Enseignement maternel (données issues de l'IEDUB/Tonga)</i> .....	34
3.4.3.- <i>Enseignement primaire</i> .....	34
3.4.4.- Enseignements secondaires .....	35
3.4.5. <i>Santé</i> .....	35
3.4.6.- Propharmacie .....	36
3.4.7.- Hydraulique.....	36
3.4.8.- Electrification.....	35
3.4.9.- Réseau routier et voirie urbaine .....	36

3.4.10.- Infrastructures commerciales .....	37
3.4.11.- CAMPOST .....	38
<b>IV.- SYNTHESES DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL (DIC) .....</b>	<b>44</b>
4.1.- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (GRH) .....	44
4.2.- GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES (GRF).....	45
4.3.- GESTION DU PATRIMOINE COMMUNAL (GPC).....	46
4.4.- GESTION DES RELATIONS .....	48
4.5.- AXES DE RENFORCEMENT DE LA GESTION DE LA COMMUNE .....	49
4.6.- PRINCIPAUX PROBLEMES IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR .....	52
4.7.- SITUATION DE REFERENCE DE L'ECONOMIE LOCALE .....	65
<b>V.- PLANIFICATION STRATEGIQUE .....</b>	<b>76</b>
5.1.- VISION ET OBJECTIFS DU PCD DE LA COMMUNE DE TONGA .....	76
5.2.- CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR.....	78
5.2.1.- Cadre logique de la Commune .....	78
5.2.2.- Cadre Logique du secteur Affaires Sociales.....	91
5.2.3.- Cadre Logique du secteur Jeunesse .....	93
5.2.4.- Cadre logique du secteur Elevage, Pêche et Industries Animales .....	96
5.2.5.- Cadre Logique du secteur Culture .....	98
5.2.6.- Cadre Logique du secteur Développement Urbain et Habitat.....	100
5.2.7- Cadre Logique du secteur Domaines et Affaires Foncières .....	102
5.2.8.- Cadre Logique du secteur Forêt et Faune .....	104
5.2.9- Cadre Logique du secteur Sport et Education Physique.....	107
5.2.10.- Cadre Logique du secteur Emploi et Formation Professionnelle .....	109
5.2.11.- Cadre Logique du secteur Travail et Sécurité Sociale .....	111
5.2.12.- Cadre Logique du secteur Environnement et Protection de la Nature .....	112
5.2.13.- Cadre Logique du secteur Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre .....	114
5.2.14.- Cadre Logique du secteur Promotion de la Femme et de la Famille .....	114
5.2.15.- Cadre Logique du secteur Industrie, Mines et Développement Technologique .....	115
5.2.16.- Cadre Logique du secteur Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat .....	116
5.2.17.- Cadre logique du secteur Transport .....	117
5.2.18.- Cadre Logique du secteur Tourisme.....	117
5.2.19.- Cadre Logique du secteur Santé (formations sanitaires) .....	118
5.2.20.- Cadre logique de la stratégie du secteur MST/SIDA.....	125
5.2.21.- Cadre logique de la stratégie du secteur Hygiène corporelle et assainissement.....	126
4.2.22.- Cadre logique de la stratégie du secteur Poste et Télécommunications.....	128

5.2.23.- Cadre logique de la stratégie du secteur Education de base .....	129
5.2.24.- Cadre logique de la stratégie du secteur Enseignements Secondaires .....	135
5.2.25.- Cadre logique de la stratégie du secteur Enseignement Supérieur .....	138
5.2.25.- Cadre logique de la stratégie du secteur Recherche Scientifique et Innovation .....	139
5.2.26.- Cadre logique de la stratégie du secteur Commerce .....	140
5.2.27.- Cadre logique de la stratégie du secteur Travaux Publics .....	142
5.2.28.- Cadre logique de la stratégie du secteur Agriculture et Développement Rural .....	147
5.2.29.- Cadre logique de la stratégie du secteur Communication.....	149
5.2.30.- Cadre logique de la stratégie du secteur Eau et Energie (Electricité) .....	150
5.2.31.- Cadre logique de la stratégie du secteur Eau et Energie (Eau) .....	151
5.3.- COUT ESTIMATIF DU PCD DE LA COMMUNE DE TONGA .....	153
5.4.- PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DURABLE DES TERRES (PUGDT).....	153
VI.- CADRE DE DEPENSE A MOYEN TERME (CDMT) .....	156
6.1.- CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME DES PROJETS PRIORITAIRES Y COMPRIS POPULATIONS MARGINALES) .....	156
6.2.- CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT .....	167
6.2.1.- Principaux impacts environnementaux potentiels. ....	167
6.2.2.- Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables .....	168
6.2.3.- Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	168
6.3.- PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA).....	174
6.3.1.- Ressources mobilisables et échéances.....	176
6.3.2.- Programmation annuelle des projets prioritaires (PIA).....	176
6.3.3.- Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables .....	180
6.3.3.1.- Caractérisation des populations vulnérables .....	180
6.3.3.2.- Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables de Tonga.....	167
6.4.- PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA .....	1828
VII. - MECANISMES DE SUIVI EVALUATION.....	184
7.1.- COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI EVALUATION DU PCD .....	184
7.1.1.- Composition.....	184
7.1.2.- Attributions .....	184
7.2.- INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION PAR RAPPORT AU PIA.....	184
7.3.- DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DU REPORTING .....	186
7.4.- MECANISMES DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD .....	187
VIII.- PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD .....	189
8.1.- OBJECTIFS.....	189
8.2.- PRESENTATION DES VOLETS DU PLAN DE COMMUNICATION .....	189
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	178
ANNEEXES .....	193

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

**ADI** : Appui au Développement Intégral  
**AGR** : Activité Génératrice de Revenus  
**BEPC** : Brevet d'Etudes du Premier Cycle  
**BIP** : Budget d'Investissement Public  
**BUCREP** : Bureau Central de Recensement et des Enquêtes sur la Population  
**CAMWATER**: Cameroon Water Co  
**CEFAM**: Centre de Formation des Administrateurs Municipaux  
**CEPE** : Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires  
**CM** : Conseiller Municipal  
**CMA** : Centre Médical d'Arrondissement  
**CMR** : Commune Mixte Rurale  
**CNPS** : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale  
**DEUC** : Diagnostic de l'Espace Urbain Communal  
**DIC** : Diagnostic Institutionnel Communal  
**DSV** : Diagnostic Participatif Niveau Village  
**EEC** : Eglise Evangélique du Cameroun  
**EMS** : Express Mail Service  
**FCFA** : Franc de la Communauté Française d'Afrique  
**FEICOM** : Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale  
**GIC** : Groupe d'Initiative Commune  
**IGB** : Inventaire Général de Base  
**Km** : Kilomètre  
**Km<sup>2</sup>** : Kilomètre Carré  
**MINADER** : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural  
**MINAS** : Ministère des Affaires Sociales  
**MINATD** : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation  
**MINCOM** : Ministère de la Communication  
**MINCOMMERCE** : Ministère du Commerce  
**MINCULT** : Ministère de la Culture  
**MINDAF** : Ministère des Domaines et des Affaires Foncières  
**MINDUH** : Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat  
**MINEDUB** : Ministère de l'Education de Base  
**MINEE** : Ministère de l'Eau et de l'Energie  
**MINEP** : Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature  
**MINEPAT** : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire  
**MINEPIA** : Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales  
**MINESEC** : Ministère des Enseignements Secondaires  
**MINESUP** : Ministère de l'Enseignement Supérieur  
**MINFI** : Ministère des Finances  
**MINFOF** : Ministère des Forêts et de la Faune  
**MINEFOP** : Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle  
**MINFOPRA** : Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative  
**MINIMIDT** : Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique  
**MINJEUN** : Ministère de la Jeunesse  
**MINJUSTICE** : Ministère de la Justice

**MINPMEESA** : Ministère des PME de l'Economie Sociale et de l'Artisanat  
**MINPOSTEL** : Ministère des Postes et Télécommunications  
**MINPROFF** : Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille  
**MINREEXT** : Ministère des Relations Extérieures  
**MINSANTE** : Ministère de la Santé Publique,  
**MINSEP** : Ministère des Sports et de l'Education Physique  
**MINT** : Ministère des Transports  
**MINTOUR** : Ministère du Tourisme  
**MINTP** : Ministère des Travaux Publics  
**MINTSS** : Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale  
**MST** : Maladie Sexuellement Transmissible  
**OAL** : Organisme d'Appui Local  
**OHADA** : Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires  
**PCD** : Plan Communal de Développement  
**PDC** : Plan de Développement Communal  
**PME** : Petite et Moyenne Entreprise  
**PMI** : Petite et Moyenne Industrie  
**PNDP** : Programme National de Développement Participatif  
**PUGT** : Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres  
**PV** : Procès - Verbal  
**SAF** : Service Administratif et Financier  
**TIC** : Technologies de l'Information et de la Communication  
**VRD** : Voies et Réseaux Divers

## **LISTE DES TABLEAUX**

<b>Tableau n°1</b> : préparation du processus	17
<b>Tableau n°2</b> : collecte des informations et traitement	18
<b>Tableau n°3</b> : consolidation des données du diagnostic et consolidation	18
<b>Tableau n°4</b> : atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	18
<b>Tableau n°5</b> : mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	19
<b>Tableau n°6</b> : Liste des Maires successifs de la Commune de TONGA depuis sa création	24
<b>Tableau n°7</b> : principales activités économiques	27
<b>Tableau n°8</b> : Liste des services publics implantés dans la Commune	34
<b>Tableau n°9</b> : Nombre d'écoles maternelles	34
<b>Tableau n°10</b> : Les infrastructures des écoles maternelles	32
<b>Tableau n°11</b> : Nombre d'écoles primaires	34
<b>Tableau n°12</b> : Les infrastructures des écoles primaires	35
<b>Tableau n°13</b> : données des infrastructures des enseignements secondaires	35
<b>Tableau n°14</b> : Etat des lieux des formations sanitaires	35
<b>Tableau n°15</b> : Présentation des activités de propharmacie	36
<b>Tableau n°16</b> : état des lieux du réseau routier	36
<b>Tableau n°17</b> : infrastructures commerciales	37
<b>Tableau n°18</b> : Services et produits de la CAMPOST Tonga	38

<b>Tableau n°19 : Matrice des atouts et potentialités, obstacles et menaces du service CAMPOST</b>	38
<b>Tableau n°20 : Matrice de diagnostic des potentialités et des ressources naturelles</b>	39
<b>Tableau n°21 : matrice des forces et faiblesses de la GRH de la Commune de Tonga</b>	44
<b>Tableau n°22 : structure du Budget de la Commune de Tonga de 2007 à 2009</b>	
<b>Tableau n°23 : matrice des forces et faiblesses de la GRH de la Commune de Tonga</b>	46
<b>Tableau n°24 : bâtiments de la Commune</b>	47
<b>Tableau n°25 : infrastructures communales diverses</b>	47
<b>Tableau n°26 : matrice des forces et faiblesses de la GPC de la Commune de Tonga</b>	48
<b>Tableau n°27 : forces et faiblesses de la gestion des relations communales</b>	48
<b>Tableau n°28 : axes de renforcement de la gestion de la Commune</b>	49
<b>Tableau n°29 : principaux problèmes identifiés et consolidés par secteur</b>	52
<b>Tableau n°30: état des lieux des principales infrastructures géoreférencées par secteur</b>	66
<b>Tableau n°31 : possibilité de création d'emplois et de richesse dans la Commune</b>	68
<b>Tableau n° 32 : coût estimatif du PCD de Tonga</b>	153
<b>Tableau n°33: Programmation stratégique des solutions retenues</b>	145
<b>Tableau n°34 : Plan sommaire de gestion environnemental des microprojets de construction (valable pour les routes)</b>	169
<b>Tableau n°35 : Plan sommaire de gestion environnemental des microprojets hydrauliques</b>	174
<b>Tableau n°36 : ressources mobilisables et échéance</b>	176
<b>Tableau n°37 : Plan d'Investissement Annuel (PIA)</b>	177
<b>Tableau n°38 : Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables de Tonga</b>	181
<b>Tableau n°39 : composition du Comité de Pilotage du PCD (CP/PCD)</b>	183
<b>Tableau n°40 : indicateurs de suivi et d'évaluation par rapport au PIA</b>	183
<b>Tableau n° 41: modèle de tableau de suivi du PCD</b>	185
<b>Tableau n°42 : dispositif, outils et fréquence du reporting</b>	186

## **LISTE DES CARTES ET FIGURES**

<b>Carte N°1 : carte de localisation de la Commune de Tonga réalisée par l'INC en 2010</b>	22
<b>Figure N°2 : Structure des recettes de la Commune de Tonga en 2009</b>	46
<b>Figure N°2 : diagramme des relatons de la Commune de Tonga</b>	51
<b>ANNEXES</b>	192
<b>PHOTOS</b>	197

## **I.- INTRODUCTION**

## I.- INTRODUCTION

### 1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PCD DE LA COMMUNE DE TONGA

La décentralisation dans laquelle les pouvoirs publics sont résolument engagés consacre les communes comme pôles de développement durable par excellence avec autonomie de gestion. Pour plus de lisibilité dans la conduite de leurs activités, celles-ci sont appelées à se doter d'un Plan Communal de Développement (PCD), instrument leur permettant d'être en phase avec les objectifs de développement édictés par le Document de la Stratégie pour la croissance et l'Emploi (DSCE).

Dans ce contexte, les plans de développement sont appelés à jouer un rôle essentiel. Prenant en compte d'une part, les forces et les opportunités et d'autre part, les faiblesses et les contraintes du milieu biophysique ainsi que de l'environnement socioéconomique local, le PCD de la Commune de Tonga met en relief les pistes d'actions prioritaires susceptibles d'infléchir les errements du passé pour envisager avec plus d'optimisme l'avenir.

Cette vision prospective du développement vise en primauté:

- le renforcement des capacités de l'Institution communale et des services locaux déconcentrés dans la perspective d'en assurer un fonctionnement optimal et,
- l'identification et la planification sur le double-plan opérationnel et stratégique, au moyen des cadres logiques prenant appui sur les diagnostics participatifs et les apports des services déconcentrés de l'Etat (sectoriels), des projets et microprojets socioéconomiques susceptibles d'impulser le développement local.

Il s'agit également pour la Commune de s'approprier les secteurs dont les compétences sont progressivement transférées par le pouvoir central dans le cadre de la décentralisation.

Dans ce cadre, le Groupe d'Initiative Commune dénommé Appui au Développement Intégral (GIC ADI) a été sélectionné en qualité d'OAL pour accompagner la Commune de Tonga dans ce processus et le Contrat N°06/C/CTGA/CPM/2010 a été signé le 21 octobre 2010 entre les parties.

### 1.2.- PRESENTATION DES OBJECTIFS DU PCD DE LA COMMUNE DE TONGA

Prenant appui sur la vision du développement local présentée par le Maire à l'occasion de l'atelier de planification qui s'est tenu du 11 au 13 mai 2011, à savoir ***Faire de l'espace communal de Tonga un pôle autonome émergent et viable à l'horizon 2035***, les objectifs subséquents du PCD de la Commune de Tonga se présentent ainsi qu'il suit :

#### **Objectif général :**

- Améliorer la compétitivité et l'attractivité de la Commune de Tonga en vue de son émergence en 2035.

#### **Objectifs spécifiques**

Tenant compte des principales orientations du DSCE, de la vision du Développement de la Commune de Tonga à l'horizon 2035 ci-dessus énoncée et de l'analyse des résultats du diagnostic participatif (DPNV, DIC, DEUC) par les acteurs impliqués au processus d'élaboration du PCD, les objectifs spécifiques identifiés pour atteindre l'objectif général portent sur:

- la stratégie de la croissance ;
- la stratégie de l'emploi ;
- la gouvernance locale.

## **OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA STRATEGIE DE CROISSANCE**

1. **En matière d'infrastructures**, la Commune entend réaliser avec l'appui technique et financier de ses partenaires, les infrastructures ciblées dans les secteurs concernés (énergie et eau, travaux publics, transport, poste et télécommunication, développement urbain et habitat, gestion domaniale).
2. **En matière de modernisation de l'appareil de production**, la Commune entend :
  - i) s'appuyer sur la stratégie de développement du secteur rural adoptée en 2005 et sur les résultats mitigés de son développement agricole actuel pour lancer, voire susciter l'accroissement de la production agricole en vue de satisfaire non seulement les besoins alimentaires, mais également en vue de voir s'intensifier les unités agro-industrielles. Dans ce cadre :
    - un accent sera mis sur l'accessibilité et la disponibilité des facteurs de production notamment la terre, l'eau et les intrants agricoles et sur le désenclavement des zones de production à l'instar des villages abandonnés pendant la période des troubles ayant précédé l'accession du pays à l'indépendance (de 1957 à 1960).
    - également, il s'agira pour la Commune d'adresser des plaidoyers auprès des pouvoirs publics ainsi que dans le cadre de la coopération décentralisée pour maîtriser son potentiel en ressources minérales et susciter leur exploitation et transformation
    - il s'agira aussi de favoriser l'émergence d'un tissu artisanal et des PME viables à travers la constitution des COOP/GIC, et l'appui à la formation .Il en est de même de l'industrie
3. **En ce qui concerne le développement humain**, l'objectif spécifique consiste :
  - à faciliter l'accès aux soins de santé et à une éducation de qualité,
  - à susciter l'implantation des établissements de formation professionnelle dans le cadre des activités génératrices de revenus pour la population en général et les jeunes/populations vulnérables en particulier,
  - à adresser un plaidoyer auprès des partenaires publics et privés en vue de la construction d'un Centre de Promotion de la Femme et de la Famille (aspect genre),
  - à œuvrer à la construction d'un Centre Social d'Arrondissement (insertion des personnes vulnérables),
  - et à élargir le champ de la sécurité sociale en transformant les emplois informels des corps de métiers en emplois formels.
4. **En ce qui concerne l'intégration régionale et la diversification des échanges commerciaux**, l'objectif spécifique est de saisir l'opportunité qu'offrent le potentiel de l'économie rurale, la proximité de la route nationale N°4, le dynamisme des populations, l'exploitation optimale des terres cultivables judicieusement déterminées par le Plan d'Occupation des Sols (POS) et le Plan Cadastral et, le désenclavement prévisible des zones de production rurale pour dégager des excédents qui seront écoulés dans d'autres localités (Cameroun, CEMAC)
5. **En ce qui concerne le financement des activités socio-économiques**, l'objectif consiste à parvenir à la mise en place au niveau local des structures de financement à travers la mobilisation de l'épargne locale, la promotion des établissements de microfinance, le plaidoyer auprès des banques en vue de l'implantation de leurs guichets/succursales à Tonga.

## OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA STRATEGIE DE L'EMPLOI

1. **En matière d'emploi salarié**, l'objectif spécifique est de mettre en place un cadre incitatif basé sur la promotion des projets et programmes spécifiques à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) à l'échelon local, y compris pour les couches sociales vulnérables.
2. **En matière d'auto emploi ciblé**, à l'instar du complexe agropastoral déjà retenu et dont la réalisation est programmée sur fonds conjoints du Budget communal et des allocations PNDP, l'objectif est la promotion du secteur rural, de l'artisanat et des services. Sont visés:

- l'incitation à la création des entreprises de moyenne importance dans le secteur agropastoral. Cet objectif auquel viendrait se greffer la construction d'un abattoir municipal pourrait constituer un palliatif à la destruction intense de la biodiversité ;
  - l'appui à la formation au montage des projets agricoles, d'élevage et piscicoles ;
  - et bien entendu, la facilitation de l'accès aux crédits et aux intrants agricoles, ainsi que l'insertion des jeunes diplômés ou non dans les différentes filières de l'économie locale.
- 3. En matière de migration du secteur informel vers le secteur formel**, l'objectif spécifique vise la facilitation de l'enregistrement administratif y compris en matière d'accès à la sécurité sociale, la formation de ces acteurs à la tenue d'une comptabilité légère et l'appui à l'installation et au financement (FNE, CAPA, programme divers etc.).
- 4. En matière d'incitation**, la Commune entend s'appuyer sur les sectoriels pour la diffusion des incitations prises à l'échelon national à l'effet de favoriser la création des valeurs ajoutées dans les secteurs productifs et d'infrastructures (Charte des investissements, zones économiques)

### **OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA GOUVERNANCE LOCALE**

- 1. En matière de sécurité des personnes et des biens**, l'objectif spécifique consiste à diffuser jusque dans les villages les lois et les règlements en vigueur en général et ceux relatifs à la propriété foncière en particulier.
- 2. En matière de lutte contre la corruption**, l'objectif est l'information des populations sur les risques liés à ce fléau décrié par les pouvoirs publics.
- 3. En matière d'accès à l'information**, l'objectif est de faciliter l'implantation des radios rurales voire des chaînes de télévisions privées.
- 4. En matière de gestion de l'environnement et le développement durable**, l'atteinte de la norme 800 ha d'espaces verts plantés pour 1 000 habitants.

### **1.3.- STRUCTURE DU DOCUMENT PCD DE LA COMMUNE DE TONGA**

La structure du PCD se présente comme suit :

#### SOMMAIRE

- Résumé du PCD
  - Liste des abréviations
  - Liste des tableaux
  - Liste des cartes et figures
  - Liste des photos
  - Liste des annexes
- I. INTRODUCTION
  - II. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PCD
  - III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE
  - IV. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL
  - V. PLANIFICATION STRATEGIQUE
  - VI. CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT)
  - VII. MECANISMES DE SUMI EVALUATION
  - VIII. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

## **II.- METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PCD**

## II.- METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PCD

La méthodologie ci-après présentée concerne les séquences effectivement réalisées dans le cadre de l'élaboration du PCD de la Commune de Tonga.

### 2.1.- PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS (Du 1<sup>er</sup> novembre au 17 décembre 2010)

Tableau n°1 : préparation du processus

<b>Séquences</b>	<b>Activités</b>	<b>Dates</b>
<i>Prise de contact avec l'exécutif municipal</i>	Présentation de l'équipe complète de l'OAL en conformité avec l'offre	1 <sup>er</sup> décembre 2010
	Présentation de la méthodologie de l'OAL à l'exécutif municipal	-//-
	Présentation du projet de chronogramme détaillé préalablement élaboré	-//-
	Présentation par l'OAL de ses bureaux dans la commune, à l'exécutif municipal et au PNDP	10 décembre 2010
	Accompagnement de l'exécutif municipal à la mise en place du comité de pilotage du processus	-//-
	Préparation de l'Exécutif Municipal à l'élaboration du rapport de mobilisation des ressources du PCD à présenter au cours de l'atelier de planification communal	10-14 décembre 2010
<i>Information et sensibilisation des autorités administratives locales</i>	Participation à la réunion de prise de contact avec les Autorités Administratives	11 décembre 2010
	Compte rendu aux autorités, de la réunion de prise de contact avec l'exécutif municipal	-//-
	Négociation de la date de l'atelier de lancement et de son organisation	-//-
<i>Information et sensibilisation des autres parties prenantes</i>	Préparation des correspondances informant les différentes parties de l'importance du processus, de sa durée, de leur implication et les invitant à l'atelier de lancement	-//-
	Préparation des projets de communiqués sur l'importance et le processus d'élaboration du PCD (radios, presses, affichages dans les lieux publics, annonces dans les associations et lieux de culte)	-//-
<i>Mise en place et opérationnalisation du dispositif institutionnel</i>	Identification les membres du Comité de pilotage	10-14 décembre 2010
	Signature par le Maire de l'arrêté municipal portant création, composition et attribution du comité de pilotage du PCD conformément à l'Arrêté type.	17 décembre 2010
	Présentation au comité de pilotage pour adoption, du chronogramme détaillé du déroulement du processus	-//-
<i>Atelier de lancement</i>	<i>Préparation de l'atelier</i>	10-16 déc. 2010
	Réalisation de l'atelier	17 décembre 2010

**Source : résultat de la réalisation des séquences du PCD**

## 2.2.- COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT

Tableau n°2 : collecte des informations et traitement

<b>Séquence</b>	<b>Outils</b>	<b>Observations</b>
<b>Collecte des informations de base</b>	-fiches de collecte -ISS	Pendant la préparation du processus (1 <sup>er</sup> au 17/12/2010)
<b>Diagnostic Participatif Niveau Villages (DPNV) et PUGT</b>	-cartes du village -transect -diagramme de Venn -matrice de mobilité -matrice des ressources naturelles -matrice SEPO -fiche de collecte des données socio environnementales -fiches de collecte des données GPS	Du 19/12/2010 au 08 janvier 2011
<b>Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)</b>	-fiches de collecte -ISS	Du 21 décembre 2010 au 15 mars 2011
<b>Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)</b>	-fiches de collecte des données par secteur -ISS -fiches de collecte des données GPS	Du 24 janvier au 15 mars 2011

*Source : résultat de la réalisation des séquences du PCD*

## 2.3.-CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE

Tableau n°3 : consolidation des données du diagnostic et consolidation

<b>Composantes</b>	<b>Activités</b>	<b>Dates de réalisation</b>
<b>Consolidation des données du diagnostic participatif</b>	Mise en commun des DPNV, PUGT, DIC, DEUC	Du 09 janvier au 14 mars 2011
<b>Tenue de l'atelier de présentation et de validation des données consolidées</b>	Présentation et validation des données consolidées	15 mars 2011
<b>Cartographie</b>	Mise sur répertoire des données GPS niveau villages et de l'espace urbain Transmission à la CRC/PNDP/OUEST pour traitement	18 décembre 2010 au 30 avril 2011 30 avril 2011

*Source : résultat de la réalisation des séquences du PCD*

## 2.4.- ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION (du 11 au 13 mai 2011)

Tableau n°4 : atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

<b>Composantes</b>	<b>Activités</b>	<b>Dates</b>	<b>Acteurs</b>	<b>Résultats obtenus</b>
<b>A.- PREPARATION DE L'ATELIER</b>	Concertation avec les autorités municipales en présence de l'Adjoint d'Arrondissement de Tonga	13/03/2011	-ADI -Maire	Dates de tenue de l'atelier préconisées
	Concertation avec le Préfet du Ndé	17/03/2011	-Préfet -Maire	Dates de tenue de l'atelier arrêtées par
	Elaboration, signature par le Maire et distribution des invitations aux	09/05/2011	-Mairie -ADI	Courriers élaborés, signés et distribués

	conseillers municipaux et au personnel communal			aux conseillers municipaux et au personnel communal
	Elaboration, signature par le Sous-préfet et distribution des invitations aux chefs de villages et de quartiers	09/05/2011	-Mairie -S/Prefet -ADI	Courriers élaborés, signés et distribués
	Elaboration, signature par le Préfet et distribution des invitations aux sectoriels	09/05/2011	-Maire -Préfet -ADI	Courriers élaborés, signés et distribués aux chefs de villages et de quartiers

#### B.- TENUE DEL'ATELIER

<b>1. Présentation des données consolidées</b>	Présentation des données consolidées	11/5/2011	ADI	Données de base du PCD présentées
	Apport des mesures correctives	11/5/2011	-ADI -Sectoriels -PNDP	Mesures correctives apportées
<b>2. Planification stratégique</b>	présentation de la vision et des objectifs du PCD de Tonga	11/5/2011	Maire	Vision et objectifs du PCD de Tonga présentés
	Elaboration des cadres logiques par secteur	12-13/5/2011	-ADI -Sectoriels -Maire -participants	Cadres logiques élaborés par secteur
	Evaluation du PCD	12-13/5/11	-//-	Coût estimatif du PCD récapitulé
	Esquisse du PUGT de l'espace communal	12-13/5/11	-//-	PUGT de l'espace urbain esquissé
<b>3. Mobilisation des ressources</b>	Présentation des ressources	12/5/2011	Maire	Ressources présentées
<b>4. Programmation</b>	Elaboration du CDMT	13/5/2011	Participants	Microprojets programmés
	Elaboration du cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	13/5/2011	Participants	Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT élaboré
	Elaboration du PIA et du plan de passation des marchés du PIA	13/5/2011	Participants	PIA et plan de passation des marchés élaborés

Source : résultat de la réalisation des séquences du PCD

#### 2.5.- MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF

Tableau n°5 : mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

<b>Composantes</b>	<b>Résultats</b>	<b>Dates</b>
<b>Adoption de la composition et des attributions du Comité de Suivi Evaluation</b>	Composition du CSE adoptée	13/5/2011
	Attributions du CSE adoptées	13/5/2011
<b>Identification des indicateurs de suivi évaluation (par rapport au PIA)</b>	Indicateurs de suivi évaluation (par rapport au PIA) identifiés	13/5/2011
<b>Mise en place du dispositif, des outils et de la fréquence du reporting</b>	Dispositif, outils et fréquence du reporting mis en place	13/5/2011

### **III.- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE**

### III- PRÉSENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

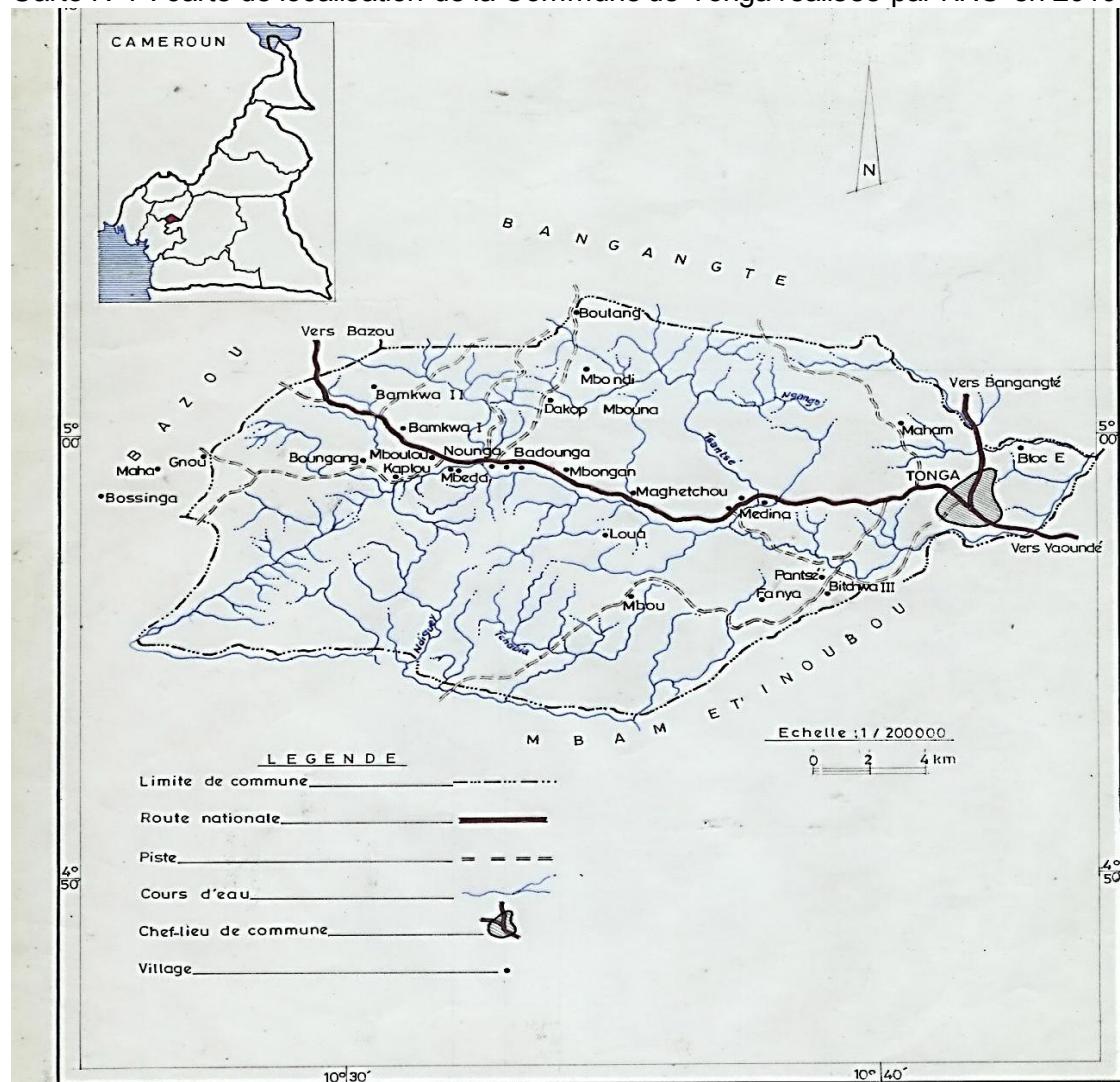
#### 3.1.- LOCALISATION DE LA COMMUNE

La commune de Tonga créée en 1962 est située à 80 km de la ville de Bafoussam, chef - lieu de la Région de l'Ouest Cameroun dont elle fait partie et à 206 kms de la Capitale Yaoundé, sur la Route Nationale N°4 reliant les Régions du Centre, de l'Ouest et du Nord-Ouest. Elle fait partie des 04 arrondissements que compte le Département du Ndé et s'étend sur une superficie de 342 km<sup>2</sup>. Elle compte un centre urbain composé de 21 quartiers et, 26 villages dont 05 restent inoccupés après l'abandon subi au cours des perturbations de la période 1957-1960.

Elle est située à l'entrée Est de la Région de l'Ouest, juste après la Région du Centre et est limitée:

- au Nord par les Communes de Bangangté et de Bassamba relevant du Département du Ndé ;
- au Sud par la Commune de Dobian située dans le Département du Nkam, Région du Littoral ;
- à l'Ouest par la Commune de Bazou dans le Ndé ;
- et à l'Est par la Commune de Makénéné située dans le Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre.

Carte N°1 : carte de localisation de la Commune de Tonga réalisée par l'INC en 2010



## **3.2.- MILIEU BIOPHYSIQUE**

### **3.2.1.- Climat**

A l'image de l'ensemble de la Région de l'Ouest, le climat est de type tropical soudano – guinéen tempéré, influencé par la chaîne montagneuse de l'Ouest, avec deux saisons, à savoir :

- une longue saison des pluies qui s'étend de mi-mars à mi-novembre (08 mois);
- et, une saison sèche qui s'étend de mi-novembre à mi-mars (04 mois).

### **3.2.2.- Sols**

La nature des sols varie en fonction du relief. En effet, ils sont :

- ferrallitiques et de couleur jaune-brunâtre sur les plateaux et les collines;
- sablonneux, argileux, ferrallitiques et brun latéritique sur les plaines ;
- argileux, calcaireux et peu évolués sur les pentes et les flancs des collines ;
- et, hydromorphes dans les vallées.

Ces sols sont fertiles avec un accent particulier à Baloua-Ndjindo et à Mbeuna1 qui de ce fait, constituent des pôles d'attraction pour les populations en provenance des Régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et des autres Arrondissements du Département du Ndé à la recherche des terres propices à la pratique de l'économie rurale. La culture du riz, autre activité à succès de l'arrondissement de Tonga bénéficie de l'existence des montagnes fertiles, des marécages, des zones inondables et des nombreux cours d'eau.

Ces sols sont sujets à l'érosion en raison d'une part, du relief escarpé et d'autre part, de la pluviométrie abondante.

### **3.2.3.- Relief**

Le relief de la commune est varié sur toute son étendue. Il comprend des plaines, des plateaux, des montagnes riveraines, des collines et des vallées.

Ce relief est particulièrement marqué par des pentes abruptes dans les zones de Babitchoua, de Mbeuna, de Babossa, de Balloua-Ndjindo, de Balloua Bambou, de Bitchoua-Nord et de Bandounga.

### **3.2.4.- Hydrographie**

L'hydrographie de l'Arrondissement de Tonga est caractérisée par l'existence de nombreux cours d'eau qui changent de nom d'une localité à une autre. Il ya lieu de citer entre autres dans ce cadre le fleuve Ndé situé à la limite commune aux Départements du Ndé et du Mbam et Inoubou, les rivières Ngueng, Ngôh, Maheutchou, Bingou, Bangougnou, Samba et Ngor.

A l'actif des ressources en eau figurent également le barrage de Bandounga 3 à réfectionner, le Lac Ngohan à Babossa, l'étang de Kontsa ainsi que les Mares de Mbeuna I et de Babitchoua.

Les cours d'eau, les étangs et les mares d'eau contiennent des espèces variées de poissons (silures, carpes), des crustacés et des crocodiles. La pêche artisanale pratiquée par les résidents n'est pas encore intense. Les projets d'alevinage jadis envisagés et victimes des inondations ont été abandonnés.

Chaque village de la Commune est traversé par au moins un cours d'eau, ce qui constitue un important atout pour le développement de l'agriculture, de la pisciculture et des activités de développement rural en général.

### **3.2.5.- Flore et faune**

**La flore** est riche, variée et dominée par la présence des forêts et de la savane arbustive. Elle est parsemée de palmiers à huile naturels. Les cultures de rente et pérennes, avec notamment le cacao, le café, les arbres fruitiers et le palmier à huile, viennent enrichir cette végétation. Egalement, les cultures vivrières et maraîchères et notamment le bananier plantain, les champs de riz et des racines et tubercules, etc. viennent s'ajouter à ce décor.

En dehors de la sylviculture qui porte sur une forêt communale en cours de création et une forêt récréative dont la mise en place a été momentanément arrêtée en 2009 pour défaut de financement, les forêts naturelles sont abondantes et répandues sur l'ensemble de la Commune. Il ya dans ce cadre:

- les forêts naturelles dans toute la partie sud de l'Arrondissement, giboyeuses et riches en bois d'œuvre non évalués sur le double-plan qualitatif et quantitatif ; toutefois le padoux, l'iroko et le bubinga sont apparents ;
- et les forêts sacrées situées aux abords des Chefferies traditionnelles qui sont réservées à la pratique des rites et des coutumes ; leur superficie varie de 250 m<sup>2</sup> (cas de Kopnta) à 25 ha (cas de Balloua-Ndjindo).

L'exploitation anarchique du bois concerne les forêts naturelles et constitue un phénomène bio destructeur. Ces forêts regorgent à vue d'œil des essences variées, des plantes médicinales et des ressources non ligneuses.

**Les ressources fauniques** abondantes mériteraient un suivi particulier en raison de l'intense activité de braconnage qu'elles suscitent. En effet, on y retrouve le petit et le gros gibier protégés et non protégés. On pourrait citer à titre indicatif le porc-épic, les reptiles, le pangolin, le rat palmiste, la biche, le hérisson, les singes, les sangliers, l'antilope, etc.

## **3.3. MILIEU HUMAIN**

### **3.3.1.- Quelques repères historiques de la Commune de Tonga**

De sources concordantes s'appuyant sur la tradition orale, au début du 20<sup>ème</sup> siècle, les populations autochtones de l'actuel Tonga, à savoir les bamiléké, étaient concentrées dans les zones forestières situées en dehors de l'espace urbain actuel qui n'était qu'une savane herbacée de chaume restée inoccupée. Entre 1930 et 1934 ont lieu les travaux de construction de la route reliant les Régions du Centre, de l'Ouest et du Nord-Ouest aujourd'hui appelée Route Nationale N°4 (RN N°4). La construction du tronçon Rivière Ndé-Village Maham pendant le règne de sa Majesté DJANTOU, Chef Supérieur des Bandounga de l'époque qui mourut en 1936, eut pour effet d'entraînement, la naissance d'un centre commercial dans la zone de savane ci-haut citée (actuel centre commercial de Tonga) où étaient installés les ouvriers.

Les populations musulmanes exerçant le petit commerce et en quête de débouchés, en provenance de la Région du Mbam, auxquels il faudrait ajouter les peuples autochtones islamisés, étaient les pionniers de cette naissance. A côté de ces commerçants vivaient les bergers Ngwaya installés sur le site qu'occupe aujourd'hui l'Hôpital de Tonga, désigné sous l'appellation NGA NGWAYA (savane de NGWAYA). L'un de ces bergers mettait habituellement le feu à la savane pour susciter les repousses fraîches de chaume destinées à l'alimentation du bétail. On lui attribua alors le surnom de Ntô-Ngà qui signifie en langue locale, brûleur de savane, d'où l'origine du nom Tonga étendu à l'ensemble de la localité.

Au demeurant, 02 sites archéologiques sont à explorer pour connaître plus en profondeur les autres aspects historiques de la Commune de Tonga. Il s'agit des sites archéologiques de Babitchoua et de Baloua-Ndjindo.

Il ya lieu de relever les migrations subies des populations des villages vers le centre urbain entre 1957 et 1960 en raison des perturbations qui ont caractérisé cette région à la période ante indépendance.

Tableau n°6 : Liste des Maires successifs de la Commune de TONGA depuis sa création

<b>N°</b>	<b>Période</b>	<b>Noms et Prénoms</b>	<b>Fonction</b>
<b>01</b>	1962-1972	MBAHIN Félix DEFOTCHANDA	Maire
<b>02</b>	1972-1973	NZEAKOU MOYOU Moise	Sous-préfet Maire
<b>03</b>	1973-1978	NGBWAO NGBWA Samuel Bosco	Sous-préfet Maire
<b>04</b>	1978-1980	NDONGO ABOL Antoine Aimé	Sous-préfet Maire
<b>05</b>	1980-1985	KAMGA WOUMGNE Emmanuel	Sous-préfet Maire
<b>06</b>	1985-1996	DIBAMOU André-Marie	Administrateur Municipal
<b>07</b>	01996-2002	NANA Jean-Marie	Maire
<b>08</b>	2002-2007	BANKOUE Dieudonné	Maire
<b>09</b>	2007-	OYA FANDJA Rigobert	Maire

**Source : archives communales**

### **3.3.2.- Population**

Sur la base des résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2005, la population de la Commune de Tonga se situerait aujourd'hui autour de 16 530 habitants pour une superficie de 342 km2, soit une densité de 48.3 habitants au km2. Par sexe, cette population comprend 51.4% de femmes et 48.6% d'hommes.

Cette population est concentrée dans le centre urbain qui compte 13 206 habitants, soit 79.89% de l'ensemble, contre 3 324 habitants résidant en zones rurales, soit 20.11%. Cette répartition résulte des mouvements migratoires ayant particulièrement marqué cette zone entre 1957 et 1960. Le retour aux sources est lent en raison du manque des infrastructures d'accueil et des voies d'accès.

Par contre, les évaluations réalisées au cours des diagnostics participatifs par le GIC ADI donnent les résultats suivants :

- population totale de la Commune : 25 771 personnes dont 12 242 Hommes, soit 47.50% et 13523 Femmes, soit 52.50%.
- Population du Centre urbain : 13206, soit 51.28% et population des villages : 12565, soit 48.72%.

### ***Mobilité de la population***

Les fiches de mobilité font état des données suivantes :

- sur environ 2 300 personnes qui se sont déplacées des villages vers le centre urbain en 2010, 700 ont emprunté les taxis de brousse et le reste la moto ; les mobiles récurrents sont l'approvisionnement en biens de première nécessité ou la continuation des études dans les établissements secondaires pour les jeunes; le village le plus éloigné se trouve à moins de 30 kms du centre de Tonga et le plus proche à 4 kms ;
- sur environ 5 000 personnes qui se sont rendues hors de la Commune, près de 4 000 sont restées dans la Région de l'Ouest alors que les autres se sont rendues à Douala et à Yaoundé.

En outre, la majeure partie de la population urbaine se rend au quotidien dans les villages pour pratiquer l'agriculture et les rites.

*Matrice de mobilité*

Catégorie /groupe	destination	Distance (km)	moyen	Cout (FCFA)	motifs	Impacts
Hommes	Tonga	0 à 30	Pied Motos Voitures	0 à 2000	Loisirs, hôpital, services administratifs, vente et achat des produits, évènements	Bien être, dépenses supplémentaire
	Bangangté	63 à 93	Pied Motos Voitures	500 à 2500	hôpital, services administratifs, achat des produits, évènements	Bien être, dépenses supplémentaire
	Bassamba	11 à 80	Pied Motos Voitures	300 à 2500	Loisirs, visite	Bien être, dépenses supplémentaire
	Douala	300 à 330	Motos Voitures	4000 à 6000	Visite, évènements, hôpital	Exode rural
	Yaoundé	206 à 236	Motos Voitures	2000 à 4000,	Visite, évènements, hôpital, achat des produits	Exode rural
Femmes	Tonga	0 à 30	Pied Motos Voitures	0 à 2000	Loisirs, hôpital, services administratifs, vente et achat des produits, évènements	Bien être, dépenses supplémentaire
	Bangangté	63 à 93	Motos Voitures	500 à 2500	hôpital, services administratifs, achat des produits, évènements	Bien être, dépenses supplémentaire
	Bassamba	11 à 80	Pied Motos Voitures	300 à 2500	Loisirs, visite	Bien être, dépenses supplémentaire
	Douala	300 à 330	Motos Voitures	4000 à 6000	Visite, évènements, hôpital	Retrouvailles
	Yaoundé	206 à 236	Motos Voitures	2000 à 4000	Visite, évènements, hôpital, ravitaillement	Retrouvailles
Jeunes	Tonga	0 à 30	voiture	0 à 2000	Loisirs, hôpital, services administratifs, études secondaires, ravitaillement, évènements	Bien être, dépenses supplémentaire
	Bangangté	63 à 93	voiture	500 à 2500	Loisirs, hôpital, services administratifs, études supérieures, études secondaires, vente et achat des produits, évènements	Bien être, dépenses supplémentaire
	Bafoussam	11 à 80	voiture	300 à 2500	Loisirs, services administratifs, achat des produits	Bien être, dépenses supplémentaire
	Dschang	300 à 330	voiture	4000 à 6000	université	Exode rural
	Douala	206 à 236	Voiture	2000 à 4000	Visite, vacances, études supérieures	Exode rural
	Yaoundé	0 à 30	Voiture	0 à 2000	Visite, vacances, études supérieures, évènements	Exode rural, Retrouvailles

**Source : résultat des diagnostics**

### **3.3.3.- Ethnies**

Dans la Commune de Tonga cohabitent dans la sérénité:

- les bamilékés, majoritaires ;
- les anglophones venant des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, à la recherche des terres propices à la pratique de l'économie rurale ; ils sont majoritaires dans certains villages à l'instar de Babitchoua, Ndjantchali et Bitchoua-Nord où ils représentent environ 90% de la population résidente ;
- et, les **betis** en provenance de la Région du Centre et c'est le cas particulier de Baloua-Ndjindo.

Toutefois, trois grands groupes ethniques constituent l'ossature de la Commune. Il s'agit :

- des Bandounga qui seraient de sources concordantes les descendants du village Bayomen dans l'ancienne Région du Mbam, et qui ont à leur tête un Chef de Groupement ;
- des Babitchoua, ayant à leur tête un Chef de 3<sup>ème</sup> degré ;
- et des Baloua ayant également à leur tête un Chef de 3<sup>ème</sup> degré et qui seraient, de sources concordantes les descendants du Groupement Bamendjinda dans l'Arrondissement de Mbouda.

### **3.3.4.- Religions**

Les religions pratiquées sont dans l'ordre **i)** le catholicisme (74%), **ii)** le protestantisme avec près de 25% de la population et, **iii)** l'islam (1%).

### 3.3.5.- Principales activités économiques

Tableau n°7 : principales activités économiques

<b>Résultats financiers exprimés en FCFA</b>					
<b>Corps de métiers</b>	<b>Activités</b>	<b>Nombre d'intervenants</b>	<b>Principaux résultats (FCFA)</b>	<b>Forces et Opportunités</b>	<b>Faiblesses et menaces</b>
<b>Agriculture</b>	Pratique des cultures vivrières à savoir la banane plantain, le macabo, le taro, l'igname, l'arachide, la patate douce, le haricot, le manioc, le maïs, la tomate, les choux, le piment, la laitue, la morelle noire, etc,	2 500 familles		-important potentiel disponible pour le développement du secteur agricole avec notamment : .bas fonds, marécages, plaines et hauteurs fertiles .sols généralement fertiles .présence de 04 postes agricoles .existence des débouchés .facilité de transport des produits rendus au centre urbain situé à proximité de la Route Nationale N°4 .présence de cours d'eau et des nombreuses autres ressources en eau (mares, étangs, mini lacs) .disponibilité des terres agricoles	-difficultés d'accès aux financements -techniques agricoles rudimentaires -faible niveau d'organisation des producteurs -difficultés d'accès aux intrants agricoles (coûts et délais d'acquisition élevés) -insuffisance des postes agricoles -insuffisance des actions de vulgarisation agricole -absence des structures de recherches et notamment l'IRAD -absence de la mécanisation -enclavement de certaines zones à fort potentiel agricole -pratique de l'écobuage et des feux de brousse
	Pratique de la culture du cacao et du café	1 500 familles			
	Pratique de la culture des arbres fruitiers et notamment le safoutier, le manguier, les agrumes, le papayer, le mandarinier et le palmier à huile	500 familles			
<b>Elevage</b>	elevage de	-500 familles	-porcins (680 têtes),	-01 délégation	-faible niveau

<b>Corps de métiers</b>	<b>Activités</b>	<b>Nombre d'intervenants</b>	<b>Principaux résultats (FCFA)</b>	<b>Forces et Opportunités</b>	<b>Faiblesses et menaces</b>
	subsistance (caprins, porcins, volaille et ovins)		-volaille : 7812 poulets de chair -caprins : 718 têtes (données de 2010)	d'arrondissement -01 CZCV à Tonga -présence de cours d'eau et des nombreuses autres ressources en eau -existence et disponibilité des pâturages	d'organisation des producteurs -absence d'un abattoir, d'une boucherie et d'une charcuterie -absence de fermes de production de bovins et des ovins -difficultés d'accès aux financements -élevage peu développé -faible niveau d'organisation des producteurs -insuffisance de CZCV - techniques d'élevage rudimentaire
<b>Pisciculture et pêche</b>	-pêche artisanale	-100 personnes	-consommation familiale	-sites piscicoles disponibles -Ressources en eau abondantes -cours d'eau riches en ressource halieutiques	-Abandon des initiatives de pisciculture jadis entreprises -Techniques de pêche rudimentaires
<b>Chasse</b>	-pratique de la pêche à l'aide des pièges et des armes à feu	-200 chasseurs en provenance de l'Ouest, du Littoral et du Centre	-200 chasseurs -élimination de 43 200 bêtes sauvages par an, y compris espèces protégées -Estimations : Ventes totales annuelles: 216 millions dont 20%, soit 43.2 millions pour Tonga	- réserves fauniques encore abondantes	-pratique du braconnage -potentiel faunique non évalué

<b>Corps de métiers</b>	<b>Activités</b>	<b>Nombre d'intervenants</b>	<b>Principaux résultats (FCFA)</b>	<b>Forces et Opportunités</b>	<b>Faiblesses et menaces</b>
<b>Médecine traditionnelle</b>	-exploitation des plantes médicinales	30 personnes	-600 000 par an pour le secteur	-abondance des plantes médicinales	-sous-exploitation du potentiel -secteur inorganisé
<b>Artisanat</b>	production des matelas en paille, des tabourets, des lits et des cageots en bambous	-35 personnes dans les 21 villages habités	-Ventes totales annuelles : 700 000	-Présence de matériaux	-absence de l'artisanat d'art -artisanat de production existant rudimentaire -absence d'un cadre de concertation entre le secteur artisanal et la Commune -absence des structures de financement -Profession non organisée
<b>Tourisme</b>	-hôtellerie	-03 établissements sans agrément	-revenus du secteur non déclarés (secteur informel)	-proximité de la Route Nationale N°4 -abondance des revendeurs des produits primaires - 02 sites archéologiques -chutes de Fagno -richesse des activités culturelles	-établissements hôteliers fonctionnant en marge de la réglementation -absence quasi-totale de restaurant -absence d'eau courante -coupures récurrentes de l'électricité et baisses de tension
<b>Transports</b>	-transport des personnes et des biens par taxis de brousse et moto taxis	-30 motos taxis dont 03 dans les villages (Bandounga) -10 taxis de brousse	-recette journalière : 3000	-présence des taxis de brousse et des motos taxis	-Insuffisance des moyens de transport -absence des points de ramassage -Transport inconfortable -non respect de la réglementation

<b>Corps de métiers</b>	<b>Activités</b>	<b>Nombre d'intervenants</b>	<b>Principaux résultats (FCFA)</b>	<b>Forces et Opportunités</b>	<b>Faiblesses et menaces</b>
<b>Commerce</b>	Vente de pièces détachées	-10 vendeurs en milieu urbain -01 vendeur à Bandounga	-stands communaux : 6 000/mois -droits de bail : 15 000 /an -taxes : 15 000 /trimestre - rentabilité moyenne : 50 000/mois	-marché porteur	-absence d'un cadre de concertation entre le secteur et la Commune -Coupures intempestives d'électricité -Absence de toilettes -Vols récurrents
	Vente des produits de quincaillerie	02 mini quincailleries au Centre	-// -rentabilité moyenne:2050000/an	-marché porteur	-//-
	Vente des produits phytosanitaires	05 magasins uniquement en milieu urbain	loyer : 10000 - droits de bail : 15000 -taxes communales 12500 /03 mois	-marché porteur	-//-
	Vente des boissons hygiéniques	46	-patente : proportionnelle au CA -TC : 15200 /an -stand : 10000 /mois -rentabilité : 114000 /mois	-Marché porteur	-//-
	Vente de carburant	10 vendeurs à la sauvette	-secteur parallèle -40000/mois	-station en cours de construction	-absence de station service
	Vente des produits alimentaires	12	3300000/mois	-Marché porteur	-Coupures intempestives d'électricité -Absence de toilettes dans les marchés communaux - éloignement des points de ravitaillement -absence d'un service de voirie urbaine -absence d'une boucherie

<b>Corps de métiers</b>	<b>Activités</b>	<b>Nombre d'intervenants</b>	<b>Principaux résultats (FCFA)</b>	<b>Forces et Opportunités</b>	<b>Faiblesses et menaces</b>
<b>Commerce (suite)</b>	Bayam-sellam	40	-stand : 8000/mois - bail : 7500 /mois -impôt libératoire : 20800/mois -Rentabilité : 120000 /mois	-abondance des produits vivriers	-absence d'un espace aménagé
	Cafétérias	03	-/-		
	Poissonnerie	01	-/- --rentabilité : 2 000 000/an		-produits périssables -absence d'une chambre froide
	Etals de nourritures	10	-entre 90000 et 130 000 FCFA/mois		-absence de restaurants
<b>PME</b>	Meuneries (riz, maïs, etc.)	-15 (Centre Urbain) -08(Milieu Rural) -01 GIC au Centre Urbain	-stand : 6000 FCFA/mois -bail : 10500 /mois -impôt libératoire : 20800 /mois -rentabilité : 75000 à100000/mois	Secteur porteur	absence d'un cadre de concertation entre le secteur et la Commune -Secteur non organisé -Secteur embryonnaire -Coupures intempestives d'électricité -Absence de toilettes au marché du centre -machines de meunerie inadaptées et à réformer
	Dépôt Pressing	01	-stand : 6000 /mois -bail :10500/mois -impôt libératoire : 8750/mois -rentabilité : 120000/mois	Secteur porteur	
	Instituts de beauté Hommes	06	-stand : 8000/mois - bail : 7500/mois -impôt libératoire : 20800/mois -rentabilité : 30000 à 50000/mois	Secteur porteur	-absence d'un magasin des pièces de rechange -absence d'un service après vente -éloignement des centres d'approvisionnement

<b>Corps de métiers</b>	<b>Activités</b>	<b>Nombre d'intervenants</b>	<b>Principaux résultats (FCFA)</b>	<b>Forces et Opportunités</b>	<b>Faiblesses et menaces</b>
<b>PME (suite)</b>	Instituts de beauté Femmes	06	-stand : 6000 /mois -bail : 7500 /mois -impôt libératoire : 20800/mois -rentabilité : 50000 à 100000/mois	Secteur porteur	-//-
	Menuiserie bois	02	-impôts : 17000/03 mois -taxe pour le développement : 2700 /03 mois -rentabilité : 50000 à 90000/mois	Secteur porteur	
	Scierie	02	-impôts : 17000 /03 mois -taxe pour le développement : 2700/03 mois -rentabilité : 50000 à 90000/mois	Secteur porteur	
	Menuiserie métallique	06	-impôts : 17000 /03 mois -taxe pour le développement : 2700/03 mois -rentabilité : 50000 à 90000/mois	Secteur porteur	
	Couture mixte	15	-stand : 6000/mois - bail : 12000/mois -impôt libératoire : 9250/mois -rentabilité : 25000 à 45000/mois	Secteur porteur	
<b>PME (fin)</b>	Bâtiments et Travaux Publics (BTP)	20 à 30 tacherons	-rentabilité : 30000 à 60000/mois	Secteur porteur	-//-

<b>Corps de métiers</b>	<b>Activités</b>	<b>Nombre d'intervenants</b>	<b>Principaux résultats (FCFA)</b>	<b>Forces et Opportunités</b>	<b>Faiblesses et menaces</b>
	Cordonnerie	07 dont 03 handicapés	-rentabilité : 10000 à 13000/mois	Secteur porteur	
<b>Banques et Microfinance</b>	transfert d'argent et ouverture des comptes de dépôt/retrait	02 (CAMPOST et EXPRESS UNION)	-épargne COMPOST : 90000000	-secteur porteur en raison du potentiel économique de la Commune	-absence d'établissement bancaire et de microfinance d'accompagnement des projets
<b>TIC</b>	-offre des communications téléphoniques et internet -offre des services de bureautique	-03 secrétariats bureautiques dont 01 équipé du réseau internet -24 call box dont 08 sont recensés et payent des redevances à la Commune	téléphonie mobile déjà relayée au centre urbain et à Bandounga, Babitchoua, Baloua et Bitchoua Nord (zones électrifiées et ayant accès au réseau d'un au moins des opérateurs de ce secteur) -rentabilité entre 30000 et 50000 FCFA/mois.	-Présence d'internet dans le centre urbain -Présence de 03 Secrétariats bureautiques dans le centre urbain	-absence d'un cadre de concertation entre le secteur et la Commune -Insuffisance des structures d'accueil -Coupures intempestives d'électricité -Absence de toilettes
<b>Divertissements et loisirs</b>	Offre de jeux vidéo	uniquement en milieu urbain 03 centres de divertissement et loisirs	stand : à 6000 /mois - bail mensuel à 1000 - taxes communales à 12500 FCFA/03 mois, pour un gain mensuel de l'ordre de 20000	-secteur porteur	-/-

**Source : données des diagnostics**

### 3.4.- PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR

#### 3.4.1.- Services publics implantés à Tonga

Tableau n°8 : Liste des services publics implantés dans la Commune

<b>N°</b>	<b>Désignation</b>	<b>Lieu d'implantation</b>
01	Sous-préfecture	Tonga
02	Brigade de Gendarmerie	Tonga
03	Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural (DAADER)	Tonga
04	04 Postes Agricoles fonctionnels	Nkopta Nountse Bandounga Babouleng
05	02 Postes Agricoles créés mais non fonctionnels	Bitchoua Nord Babitchoua
06	Poste forestier	Tonga
07	Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base	Tonga
07	Ecole Maternelle dont 01 Catholique	
16	Ecole Publique dont 09 à cycle complet	
01	Ecole catholique à cycle complet	
08	Lycée Technique	Tonga
09	Lycée Bilingue	Tonga
10	CES de Bandounga	Bandounga
11	Hôpital d'Arrondissement	Tonga
12	Centre de santé intégré non fonctionnel(Bandounga)	Bandounga
13	Centres de santé intégrée non fonctionnel à Babitchoua)	Babitchoua
14	Centre de santé intégré à Baloua créé, non construit	Baloua
15	Centre d'Instruction de la Jeunesse	Tonga
16	Poste (CAMPOST) de Tonga	Tonga

Source : résultat des diagnostics et de l'atelier de planification communale

#### 3.4.2.- Enseignement maternel (données issues de l'IEDUB/Tonga)

Tableau n°9 : Nombre d'écoles maternelles

Ecoles publiques			Ecole privées			TOTAL		
6			1			07		

Tableau n°10 : Les infrastructures des écoles maternelles

SALLE DE CLASSE			UREAU DIRECTRICES			SALLE DE REPOS			MAGASIN			LATRINE			W.C. MODERNE			TOTAL		
D	SD	MP	D	SD	MP	D	SD	MP	D	SD	MP	D	SD	MP	D	SD	MP	D	SD	MP
3	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0	5	1	0

#### 3.4.3.- Enseignement primaire

Tableau n°11 : Nombre d'écoles primaires

ECOLES PUBLIQUES		ECOLES PRIVEES		TOTAL	
Cycle complet	Cycle complet	Cycle complet	Cycle complet	Cycle complet	Cycle complet
9	7	1	0	10	17

N.b. : Le nombre d'écoles primaires et maternelles est suffisant. Il ne se pose pour l'instant que le problème de construction des infrastructures et d'acquisition des équipements.

Dix sept écoles primaires fonctionnent dans l'Arrondissement de Tonga dont 12 écoles publiques (EP) francophones, 04 écoles publiques bilingues et 01 école privée catholique.

Tableau n°12 : Les infrastructures des écoles primaires

Désignation	Salles de classe			Bureaux Directeurs			Toilettes			Salles des réunions			Magasins		
	D	SD	MP	D	SD	MP	D	SD	MP	D	SD	MP	D	SD	MP
TONGA	72	0	13	4	0	0	11	1	7	1	0	0	1	0	0

#### 3.4.4.- Enseignements secondaires

Tableau n°13 : données des infrastructures des enseignements secondaires

Désignation	Nombre de salles de classe	Nombre d'élèves	Nombre des places assises	Nombre d'enseignants	Nombre d'ateliers
Lycée Technique	12	576	640	24	04
Lycée Bilingue	22	1 169	979	19	01
<b>TOTAL</b>	<b>34</b>	<b>1 745</b>	<b>1 619</b>	<b>43</b>	<b>05</b>

Source: DDESEC Bangagné

#### 3.4.5. Santé

Tableau n°14 : Etat des lieux des formations sanitaires

Formation sanitaire	Infrastructures	Services offerts	Personnel
<b>CMA de Tonga</b>	-03 bâtiments en matériaux définitifs (bon état) -des latrines en mauvais état -01 laboratoire fonctionnel -01 bloc opératoire bien équipé -01 château d'eau en construction pour alimenter l'hôpital et une partie de la ville	-Médecine Générale -Petite chirurgie -Examens de Laboratoire -Pharmacie -Maternité -Vaccination	-02 infirmiers diplômés d'Etat ; -02 Techniciens adjoints de laboratoire - 01 Econome -03 Aides soignant - 02 Commis de pharmacie -01 Veilleur de nuit
<b>CMS de Tonga</b>	-03 bâtiments en bon état -Poupinel en bon état -Microscope en bon état -Frigo en bon état -Ordinateur de faible capacité -Balance en bon état -Tensiomètre en mauvais état -Appareil à oxygène en bon état -spectrophotomètre en panne -Latrines en bon état	-PMI/CPN -Examens de Laboratoire -Pharmacie -Maternité	-01 infirmier diplômé d'Etat -01 Technicien adjoint de laboratoire -01 Infirmier Breveté accoucheur -O2 Aides soignant -01 Aide soignant laborantin -01 Gardien de nuit -01 Agent d'entretien -01 Agent de santé
<b>CSI de Bandounga</b>	- 06 bâtiments en bon état - Latrines en mauvais état	-Soins médicaux -Examens de laboratoire -Pharmacie	Non fonctionnel
<b>CSI de Babitchoua</b>	- 01 bâtiment en bon état - Latrines en mauvais état	-Médecine -Petite chirurgie -Laboratoire -Pharmacie	Non fonctionnel

		-Maternité	
<b>Cabinet privé de soins médicaux</b>	-01 bâtiment en bon état -Latrines en bon état	-Consultation générale -Ppansement	- 01 infirmier diplômé d'Etat 01 stagiaire
<b>CSI deBaloua</b>	Non construit		

Source : résultat des diagnostics

#### 3.4.6.- Propharmacie

Tableau n°15 : Présentation des activités de propharmacie.

<b>Taxation</b>	<b>Viability</b>	<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
-location stand : 6 000 FCFA/mois -Impôt libératoire : 30 000 FCFA/an -Bail : 15000 FCFA/an	-Activité rentable	-Marché non couvert par pharmacie du CMA	-Pas de tenue de comptabilité -vente illicite (parallèle des médicaments) -Vols récurrents -Manque de financements -Absence des toilettes au marché

Source : résultat des diagnostics

#### 3.4.7.- Hydraulique

Il n'existe pas de réseau d'adduction d'eau potable dans toute la Commune. Les populations se contentent de quelques forages dont l'entretien est insuffisant et font très souvent recours aux cours d'eau de qualité douteuse. Toutefois, on dénombre 07 forages à Tonga construits sur don japonais et 07 puits améliorés (4 à Tonga, 01 à Babitchoua, 01 à Bitchoua Nord et 01 à Nountse). 01 puits est programmé au marché de Tonga en 2011.

#### 3.4.8.- Electrification

Le réseau de distribution de l'électricité est limité à l'espace urbain et aux villages Bandounga, Babitchoua, Baloua et Bitchoua Nord. L'alimentation connaît des longues coupures et des baisses de tension récurrentes. Ce qui pousse les particuliers à acheter des groupes électrogènes pour pallier ces insuffisances. Les chutes de Fagno sont à explorer dans le cadre de l'hydroélectricité.

#### 3.4.9.- Réseau routier et voirie urbaine

Tableau n°16 : état des lieux du réseau routier

<b>Type de route</b>	<b>Désignation de la route</b>	<b>Longueur</b>	<b>Observations</b>
<b>Routes bitumées du réseau géré par les Travaux Publics</b>	-tronçon Pont du Ndé-Maham	07 kms	-sur la RN N°4
	Pont du Ndé-Poste de Gendarmerie de Tonga	02 kms	-dans le centre urbain
<b>Routes bitumées du réseau géré par le MINDUH</b>	-Centre urbain	02 kms sur 09 kms programmés	-dans le centre urbain
<b>Routes en terre prioritaire</b>	route Tonga-Bazou (D 62)	35 kms dont 25 km sont situés dans Tonga	
<b>Routes rurales classées</b>	Bantoum 3-Sawki Sangwa (N4)	28 kms dont 10 km dans Tonga	
	Bassamba-Bandounga	10 kms	
	Tonga-Babitchoua-Baloua	26 kms	En cours de réfection

Type de route	Désignation de la route	Longueur	Observations
<b>Routes non classées</b>	Fagno-Babitchoua	12kms	
	Bandouna-Baloua	10 km	
	Tonga-Bitchoua Nord	12 km	
	Tonga-Babitchoua	6.5 km	
	Babitchoua-Baloua-Nountse	8.5 km	
	Bandouna Chefferie-Chefferie Babouleng Telegwa	10 km	
<b>Programmation des routes</b>	Tonga-Bitchoua Nord par Kontsa	13 km	Marché en cours de passation dans le cadre du programme PNDR/PPTE 2010
	Bandouna-Bassamba par Mbondi	10 km	Marché en cours de passation dans le cadre du programme PNDR/PPTE 2010.
	Tonga-Babitchoua-Baloua	14 km	en cours de réalisation dans le cadre du programme PNDR/PPTE 2009.
<b>programmation d'ouvrages d'art</b>	-Pont sur la route Tonga - Babitchoua en bas de l'école Bilingue à réfectionner		
	Babitchoua- Balloua- Nountse 03 pont à construire		
	Badouna Chefferie – Chefferie Babouleng Telegwa : 04 ponts à construire	-PK O+900. 22.339.416 FCFA TTC -PK 8+800. 20.671.783 FCFA TTC au 4/8/10 -PK 1+900. 20.671.793 FCFA TTC -PK 4+00. 17.527.101 FCFA TTC	sur financements MINTP/FEICOM/PA RTENAIRES AU DEVELOPPEMENT
<b>Voirie urbaine</b>	pas de service de voirie urbaine.		insalubrité

Source : résultat des diagnostics

### 3.4.10.- Infrastructures commerciales

Tableau n°17 : infrastructures commerciales

N°	Désignation du marché	Infrastructures
1	<b>Marché Axe-Lourd non encore rétrocédé à la Commune</b>	-Hangars et boutiques opérationnels -Electrifié -Existence des toilettes publiques
2	<b>Marché du centre urbain</b>	-Construit (hangars et boutiques) -absence de toilettes publiques -absence d'espace pour Bayam-sellam
3	<b>Marché de Bandouna</b>	Non construit
4	<b>Marché de Bitchoua Nord</b>	Non construit

Source : résultat des diagnostics

### 3.4.11.- CAMPOST

Tableau n°18 : Services et produits de la CAMPOST Tonga

Type de service	Produits
<b>Service financier</b>	-Comptes chèques postaux -Comptes d'épargne postale -Transfert rapide d'argent -Mandat lettre
<b>Service postal</b>	-Express Mail Service (EMS) -Courrier des administrations et des entreprises -Courrier ordinaire -Timbres postaux -Boîtes postales -Aérogramme (coupons réponses)

**Source : résultat des diagnostics**

Tableau n°19 : Matrice des atouts et potentialités, obstacles et menaces du service CAMPOST

Atouts et potentialités	Obstacles et menaces
-Existence d'un bâtiment pour le service	-Bâtiment vétuste -Insuffisance du mobilier -Absence de véhicule de liaison -Absence de l'outil informatique
-Accès au réseau électrique	-Absence des installations d'eau -Coupures récurrentes de l'électricité
-Dévouement de l'unique agent du service	-Insuffisance notoire de personnel
-Accomplissement effectif des services existants -Bonnes relations avec les usagers	-Faible fréquentation -Perte de confiance au vu des difficultés de recouvrement des fonds jadis déposés

**Source : résultat des diagnostics**

Tableau 20 : Matrice de diagnostic des potentialités et des ressources naturelles

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes/ contraintes	Action à entreprendre
<b>La forêt</b>	Tous les villages	-205 KM <sup>2</sup> de forêts naturelles -21 forêts sacrées de (250m <sup>2</sup> à 25ha) -forêt communale : (74 ha) -forêt récréative -sols des forêts fertiles -Plantes médicinales -PFNL -Bois de chauffage - terrains pour construction -Richesse faunique	-Récolte du bois d'œuvre et de chauffage par les riverains/ visiteurs -chasse à des fins commerciales par les populations locales et d'origines diverses -Cultures vivrières et de rente par les populations locales et étrangères à la recherche des terres cultivables -construction des maisons d'habitation par les résidents	MINFOF MINEP MINIMIDT Chefs de villages	-Accès réglementé par le MINFOF	-pas d'exploitation industrielle -exploitation résiduelle non contrôlée	-réserves forestières non évaluées -coupe anarchique du bois -Braconnage -Feux de brousse -écoubage -DAFOF non implantée et personnel du Poste forestier local réduit à 01 Agent -Insuffisance des utilités transversales (points d'eau, électricité, voies et moyens de communication, autres infrastructures sociales de base) dans les zones forestières	-évaluation du potentiel forestier et faunique -valorisation du potentiel -lutte contre le braconnage et l'exploitation anarchique du bois -Limitation des feux de brousse et de l'écoubage -Création des pépinières -création des plantations -renforcement des capacités des services techniques --Mise en place des utilités transversales (points d'eau, électricité, voies et moyens de communication ; infrastructures sociales de base) -mise en place des structures administratives

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes/ contraintes	Action à entreprendre
<b>La savane</b>	Toute la Commune	-110 KM <sup>2</sup> -Sols fertiles, disponibles -Richesse faunique -Bois de chauffage - terrains pour construction	-Cultures vivrières et de rente par les populations locales et étrangères à la recherche des terres cultivables -chasse à des fins commerciales par les populations locales et d'origines diverses -construction des maisons d'habitation /infrastructures sociales par les résidents et l'Etat -Récolte de la paille pour matelas par les résidents -Petit élevage par les résidents et les étrangers	MINEP MINIMIDT Populations riveraines	Accès facile mais suivi par les chefs traditionnels et les chefs des familles	Sous exploitée	-Feux de brousse -écoubage -Présence des rongeurs -Insuffisance des utilités transversales (points d'eau, électricité, voies et moyens de communication, autres infrastructures sociales de base)	-Limitation des feux de brousse et de l'écoubage -Appui, Organisation et encadrement des producteurs agropastoraux -Mise en place des utilités transversales (points d'eau, électricité, voies et moyens de communication ; infrastructures sociales de base) -mise en place des structures administratives d'encadrement -valorisation du potentiel -Création des pépinières -création des plantations -promotion de l'élevage -mise en place des micro huileries

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes/ contraintes	Action à entreprendre
<b>Les ressources en eau</b> <i>cours d'eau</i>	Traversent tous les villages	-Produits halieutiques (poissons, crocodiles, crabes et crevettes) -Carrières de sable -Eau pour culture	-Utilisation du sable dans la construction par les résidents -Pêche des produits halieutiques pour l'autoconsommation par les résidents -utilisation des ressources en eau par les riverains pour les cultures maraîchères et de contre saison -culture du riz	- Populations riveraines -MINIMDT -MINEPIA	Accès facile, mais requiert l'autorisation préalable verbal des populations riveraines	- Envasement des cours d'eau - Diminution de la biodiversité halieutique	-Utilisation des produits toxiques (pollution) -Pistes d'accès défectueuses, -Pénibilité du travail, -Présence des reptiles et insectes nuisibles, -Inondations récurrentes	-Sensibilisation des pêcheurs sur l'impact de la disparition des espèces halieutiques, consécutive à l'utilisation des produits toxiques, -Elaboration d'un plan d'aménagement des bas fonds -pratique de l'alevinage (acquaculture).
<i>Iac Ngohan étang Mares et marécages</i>	Babossa Kontsa -Mbeuna I - Babitchoua							
<b>Sols</b>	-ferralitiques (plateaux et collines) -ferralitiques et latéritiques (plaines); -argileux et calcaireux (pentes et flancs) -hydromorphe (vallées)	Fertilité et disponibilité	-Cultures vivrières et de rente par les populations locales et étrangères à la recherche des terres cultivables	Chefs de villages -Chefs de familles MINDAF MINDUH	-Facile mais sous le contrôle du MINDAF, des autorités administratives et des Chefs traditionnels/familles	-pratique de la jachère -faible taux d'utilisation des fertilisants	-menaces prévisibles à la fertilité des sols résultant de la pratique des feux de brousse et de l'écobuage, -Dégradation des sols des flancs	-Formation des agriculteurs sur les techniques culturales modernes et la GDT -Promotion de l'agriculture intégrée à l'élevage, - pratique de la sylviculture pour freiner l'érosion et restaurer la fertilité des sols

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes/ contraintes	Action à entreprendre
<b>Carrières et sous-sol</b>	- <b>sable</b> (Saliki, Nkwanjim , Maham, Bankoua et Tonga) - <b>pierres</b> (Santse)	-Sable -Pierres -Latérite -études nécessaires pour la connaissance du potentiel du sous-sol	Extraction des matériaux de construction (Gravier, sable fin et Pierres)	MINIMIDT MINEP	-Facile et pas de gestion par le MINIMIDT	-pierres Intactes -carrières de sable et de pierres sous-exploitées	-absence étude sur potentiel -Difficultés d'accès -insuffisances financements -Potentiel à peine valorisé	-Création et aménagement des voies d'accès -Evaluation du potentiel -valorisation du potentiel -mise en œuvre des mécanismes de suivi
<b>Sites touristiques</b>								
<b>Sites archéologiques</b>	Babitchoua et Baloua Ndjindo	-02 Sites	Eventuelle utilisation	MINTOUR MINEP MINCULT	Aucun mode de gestion car non encore mis en valeur	Non exploités	-Faible capacité d'investissement de la Commune pour valoriser les sites touristiques -Difficultés d'accès dans la zone	-valorisation du potentiel -Création des voies d'accès - aménagement des zones synergétiques -Création des forêts académiques -Création des espaces verts -Création des zones de chasse sportive -Organisation des activités touristiques à caractère sportif -valorisation sites archéologiques -valorisation des chutes de Fagno
<b>Chutes</b>	Fagno	Chutes du Ndé						

Source : résultat des diagnostics

## **IV.- SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL (DIC)**

## **IV.- SYNTHESES DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL (DIC)**

### **4.1.- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (GRH)**

#### **4.1.1.- Typologie des Ressources Humaines (RH) de la Commune**

##### **4.1.1.1.- L'Exécutif municipal**

Conformément à la réglementation en vigueur, l'Exécutif de la Commune de Tonga comprend :

- 01 Maire résident à Douala ;
- 02 Adjoints dont le 1<sup>er</sup> réside à Tonga et le 2<sup>nd</sup> à Douala.

##### **4.1.1.2.- Personnel communal et services**

Le personnel communal comprend 12 agents permanents et 02 temporaires (04 Femmes et 10 Hommes) répartis comme suit:

- la Secrétaire Générale de 7/4 diplômée du CEFAM ;
- 01 Chef du Service Administratif et Financier (SAF) de 8/11 diplômé du CEFAM avec 02 Agents de 2/5 ;
- 02 Agents du Service d'Etat-Civil (SEC) respectivement de catégorie 8/1 et 5/1 ;
- 03 Agents du Service d'Hygiène (SH) dont 01 Chef de Service de B1, 01 Chef de Bureau de 4/5 et 01 Agent de 3/11;
- 01 Receveur Municipal en même temps Percepteur de l'Arrondissement de Tonga, assisté d'un Agent de 7/5 ;
- 02 Agents de recouvrement respectivement de 3/12 et 3/6 ;
- 02 Temporaires en poste depuis plus de 02 ans.

##### **4.1.1.3.- Conseillers Municipaux**

On déplore l'absence des dossiers administratifs des Conseillers municipaux au niveau des archives municipales. Cependant, la Commune de TONGA compte 25 Conseillers municipaux dont 01 décédé, tous issus du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC).

La configuration à forte coloration masculine de ce Conseil en ce qui concerne l'aspect genre est la suivante :

- Femmes : 03, soit 12% ;
- Hommes : 22, soit 88%.

Le Conseil Municipal fonctionne sur la base de 04 Commissions.

#### **4.1.2.- Forces et faiblesses de la GRH de la Commune de Tonga**

Tableau n°21 : matrice des forces et faiblesses de la GRH de la Commune de Tonga

<b>Désignation</b>	<b>Forces de la GRH</b>	<b>Faiblesses de la GRH</b>
<b>Exécutif municipal</b>	-Exécutif au complet -Indemnités de fonction régulièrement payées	-le Maire et ses Adjoints sont sans salaires mensuels malgré les dispositions réglementaires en vigueur -répartition des tâches prescrite par les textes en vigueur non encore mise en application -résidence de 02 membres de l'Exécutif hors de la Commune -exercice des activités parallèles
<b>Personnel municipal</b>	-SG Diplômée du CEFAM - salaires payés	-quelques arriérés liés aux avancements et aux indemnités de fonction (respectivement 2 914 984

<b>Désignation</b>	<b>Forces de la GRH</b>	<b>Faiblesses de la GRH</b>
<b>et services</b>	mensuellement -disponibilité d'un personnel jouissant d'une longue ancienneté - tenue des commissions d'avancement du personnel malgré les retards - pas d'arriérés des cotisations sociales	FCFA et 943.000 FCFA) -insuffisance des mécanismes de suivi évaluation du personnel -insuffisance de la formation professionnelle continue du personnel
	-05 services fonctionnels	-absence d'un organigramme fonctionnel conforme à l'organigramme type -insuffisance des mécanismes de suivi évaluation des services
<b>Conseillers Municipaux</b>	-04 commissions -04 réunions annuelles -50 000 FCFA/Membre et par cession	-rôle d'interface entre la Commune et les partenaires non assuré convenablement

**Source : résultats de l'analyse des données collectées au cours du DIC**

## **4.2.- GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES (GRF)**

### **4.2.1..- Etat de la gestion communale**

Les Comptes Administratifs des exercices 2007, 2008 et 2009 sont encore à la phase de validation. En effet, ils nécessitent une mise en cohérence des données comptables.

### **4.2.2.- Structure du Budget des trois derniers exercices**

Tableau n°22 : structure du Budget de la Commune de Tonga de 2007 à 2009

<b>Désignation</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
<i>Total Recettes (FCFA)</i>	27 383 201	32 464 376	38 270 318
<i>Total Dépenses (FCFA)</i>	26 426 979	32 369 745	35 659 589
<i>Excédant d'exercice (FCFA)</i>	956 222	94 631	2 610 729
<b>Taux d'exécution (%)</b>	<b>103.62%</b>	<b>100.29%</b>	<b>107.32%</b>
<b><i>Ecarts entre les prévisions et les réalisations des recettes (%)</i></b>	<b>65.78%</b>	<b>75.40%</b>	<b>46.81%</b>
<b><i>Ecarts entre les prévisions et les réalisations des dépenses (%)</i></b>	<b>63.48%</b>	<b>74.18%</b>	<b>46.91%</b>

**Source : Projets des Comptes Administratifs de la Commune de Tonga (2007 à 2009)**

### **4.2.3.- Mécanismes de collecte des ressources financières propres**

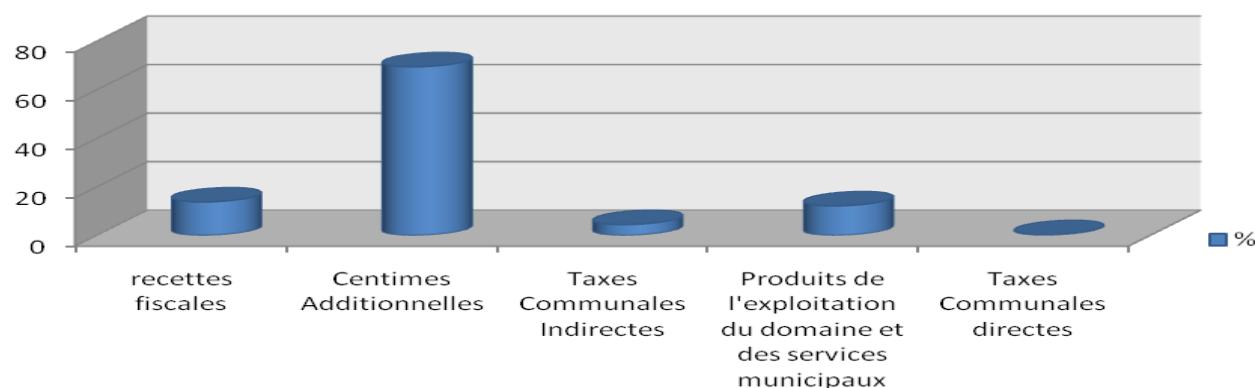
La Commune ne dispose pas d'un Receveur Municipal qui lui est propre. Elle s'appuie sur le Percepteur de Tonga qui couvre tous les Services Administratifs de cette localité et auquel elle a adjoint 02 Agents municipaux en charge du recouvrement. Cette situation est préjudiciable entre autres au fonctionnement optimal de l'Institution

### **4.2.4.- Structure des Comptes Administratifs (CA) des exercices 2007 à 2009**

Les CA des Exercices 2007 à 2009 montrent que :

- les recettes d'investissement sont quasi nulles, traduisant en cela la nécessité pour la Commune de promouvoir les Activités Génératrices de Revenus (AGR);

- les dépenses de fonctionnement sont nettement supérieures aux dépenses d'équipement;
- les Centimes Additionnels Communaux viennent en tête des recettes avec 75.54% en 2007, 61.95% en 2008 et 69.41% en 2009 ;
- les recettes fiscales viennent en 2<sup>ème</sup> position et représentent 13.75% des recettes de l'année 2009 ;
- les Produits de l'exploitation du domaine et des services municipaux viennent en 3<sup>ème</sup> position, représentant en 2009 12.13% de l'ensemble ;
- les Taxes Communales Directes sont insignifiantes ;
- le taux de recouvrement des taxes communales se situe à 80.90% en 2009 contre 75.99% en 2008 et 77.51% en 2007.
- de 25.4% en 2007, le taux d'investissement est passé à 23.75% en 2008 pour plonger à 4.88% en 2009.



**Figure 1 : Structure des recettes de la Commune de Tonga en 2009**

#### 4.2.5.- Forces et faiblesses de la Gestion des Ressources Financières (GRF)

Tableau n°23 : matrice des forces et faiblesses de la GRF de la Commune de Tonga

Désignation	Forces de la GRF	Faiblesses de la GRF
<b>Processus d'élaboration et de suivi du Budget communal</b>	--Chef du Service Administratif et Financier expérimenté (Ancien SG)	- insuffisance du débat participatif à la phase d'élaboration du budget communal -fichier des contribuables non exhaustif -fichier des partenaires techniques et financiers non exhaustif
<b>Etat de la gestion</b>	--Chef SAF (Ancien SG/Commune de Tonga diplômé du CEFAM)	-CA 2007, 2008, 2009 non approuvés à ce jour -Tenue d'une comptabilité analytique non mise à jour conformément aux dispositions légales

#### 4.3.- GESTION DU PATRIMOINE COMMUNAL (GPC)

A ce jour, aucun patrimoine de la Commune n'est sécurisé en l'absence des Titres de propriétés et notamment des Titres Fonciers.

##### 4.3.1.- Terrains

La Commune serait propriétaire de terrains acquis entre 1958 et 1965 au prix de 45 000 000 FCFA dont quelques uns ont déjà été mis en valeur.

#### 4.3.2.- Bâtiments

Tableau n°24 : bâtiments de la Commune

<b>Désignation</b>	<b>Date d'acquisition/construction</b>	<b>Etat actuel</b>	<b>Utilisation actuelle</b>
<b>Immeuble siège</b>	Mis en service en 2002	Bon état	Siège de la Commune
<b>Ancienne Mairie</b>	1962	Passable	Occupé par les services de l'Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base
<b>Foyer Municipal</b>	1962 à 1978	Passable	Réservé aux cérémonies diverses
<b>Bâtiment annexe</b>	1962 à 1978	Passable	Occupé par les services du Minjeun
<b>Case de passage</b>	1962 à 1978	Mauvais état	Logement des visiteurs
<b>Bâtiment SAR/SM</b>	1962 à 1978	Délabré	Inoccupé
<b>Bâtiment Bloc Maternel du Centre</b>	1962 à 1978	Mauvais état	Abrite le Bloc Maternel du Centre
<b>Bâtiment des Directeurs d'école</b>	1962 à 1978	Délabré	Inoccupé
<b>Bâtiment derrière la Tribune Municipale</b>	1962 à 1978	Délabré	Inoccupé

Source : résultat des enquête ; coût total : 326 200 000 FCFA

#### 4.3.3.- Infrastructures diverses

Tableau n°25 : infrastructures communales diverses

<b>Désignation</b>	<b>Date d'acquisition/construction</b>	<b>Valeur d'acquisition</b>	<b>Etat actuel</b>	<b>Utilisation actuelle</b>
<b>Tribune Municipale</b>	1962 à 1978	-	Très bon état	Cérémonies officielles
<b>Fourrière Municipale</b>	1962 à 1978	-	En ruine (matériaux locaux)	Garde des bêtes en divagation
<b>Stands du marché de Tonga Centre</b>	1962 à 1978	-	passables	Usage commercial (location)
<b>Stands du marché de l'Axe-Lourd</b>		-	Très bon état	Usage commercial (location)

#### 4.3.4.- Forces et faiblesses de la Gestion du Patrimoine Communal (GPC)

Tableau n°26 : matrice des forces et faiblesses de la GPC de la Commune de Tonga

<b>Désignation</b>	<b>Forces de la GPC</b>	<b>Faiblesses de la GPC</b>
<b>Patrimoine communal</b>	-immeuble siège en très bon état -matériel informatique	-Immeuble siège non clôturé et exposé aux vols -voie d'accès à l'immeuble siège en mauvais état -toilettes de l'immeuble siège non fonctionnelles -ampoules de la salle des actes défectueuses

Désignation	Forces de la GPC	Faiblesses de la GPC
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- disponible</li> <li>- existence d'un important patrimoine</li> <li>- 01 véhicule pick-up fonctionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- parvis de l'immeuble siège non aménagés (VRD)</li> <li>- plupart des bâtiments vétustes</li> <li>- foyer municipal sans utilités (eau, électricité, etc.)</li> <li>- plupart des véhicules et engins sur calles</li> <li>- insuffisance des moyens de transport</li> <li>- insuffisance des équipements de voirie municipale</li> <li>- gare routière de Tonga non construite</li> <li>- gare des motos taxis non aménagée</li> <li>- marchés de Bandounga et de Bitchoua Nord non construits</li> <li>- absence des toilettes au marché de Tonga</li> <li>- marché des vivres non aménagé à Tonga centre</li> <li>- gare routière exigüe</li> <li>- points de ramassage par motos non aménagés</li> <li>- éloignement des points de ravitaillement en viande de bœuf</li> <li>- difficultés de fonctionnement de la voirie urbaine</li> </ul>

Source : résultat des diagnostics

#### 4.4.- GESTION DES RELATIONS

Tableau n°27 : forces et faiblesses de la gestion des relations communales

Partenaires concernés	Forces	Faiblesses
Tutelle	- saisine de la tutelle en cas de nécessité	- indisponibilité de l'Exécutif communal
Services techniques communaux	- contacts individualisés	- absence des réunions de coordination - absence des réunions périodiques de concertation et d'évaluation
Coopération décentralisée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- signature d'une Convention de 135 000 000 de FCFA avec le PNDP</li> <li>- recrutement d'un Agent Technique et d'un Agent Financier avec l'appui technique et financier du PNDP</li> <li>- implantation des points d'eau avec l'appui du FEICOM</li> <li>- construction des points d'eau sur dons japonais</li> <li>- réalisation de la forêt communale avec l'appui technique et financier du projet Ville de Paris</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance d'actions d'approche partenaires potentiels</li> <li>- insuffisance des mécanismes de communication entre la Commune et ses partenaires</li> </ul>
Services administratifs déconcentrés	- partenaires disponibles	- carence d'un cadre de concertation
chefferies traditionnelles et les congrégations religieuses	- partenaires disponibles	- // -
société civile	- partenaires disponibles	- // -
secteur privé	- partenaires disponibles	- // -
contrôle citoyen de la gestion communale	- délibérations par le Conseil Municipal	<ul style="list-style-type: none"> <li>- insuffisance des mécanismes de communication</li> <li>- retard à la mise à jour des comptes administratifs (CA 2007, 2008, 2009)</li> </ul>

Source : résultat des analyses

#### 4.5.- AXES DE RENFORCEMENT DE LA GESTION DE LA COMMUNE

Ces axes ont été établis sur la base des diagnostics qui précèdent.

**Tableau n°28 : axes de renforcement de la gestion de la Commune**

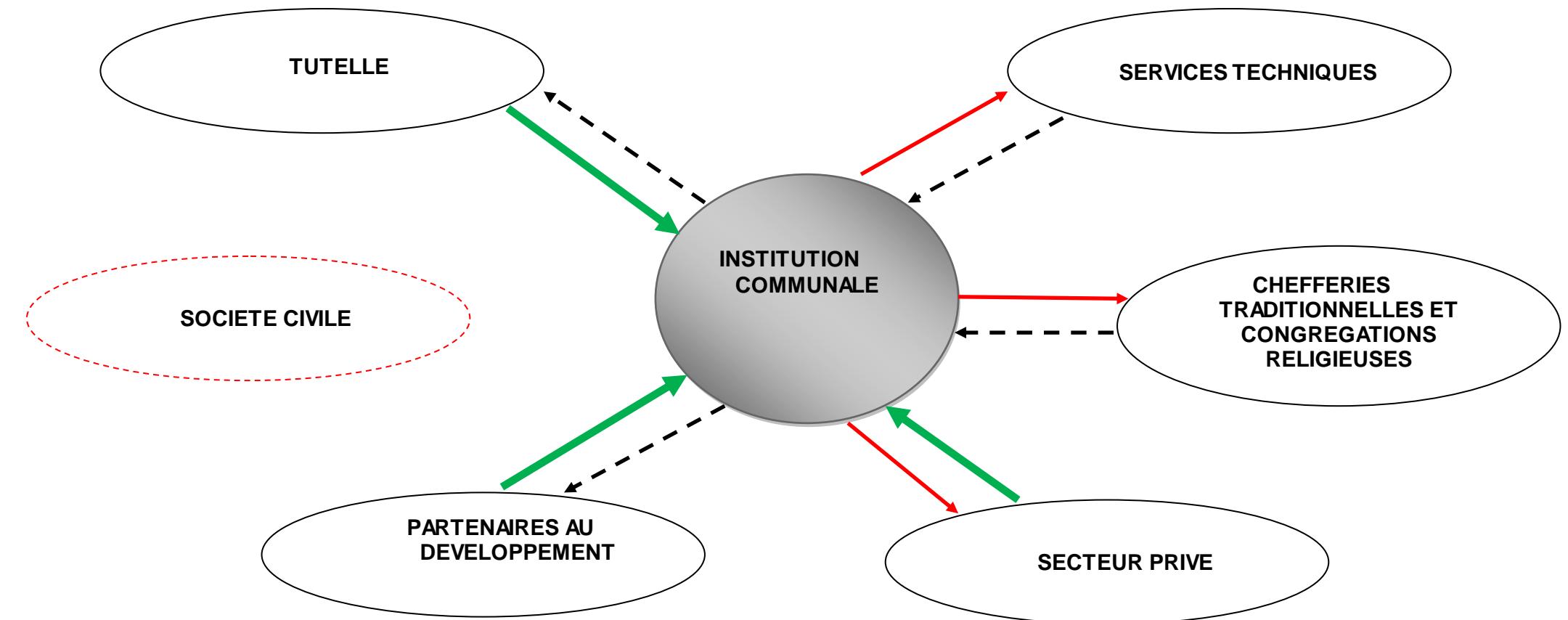
Désignation	Axes de renforcement
<b>Gestion des ressources humaines</b>	<p><b>Exécutif communal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Adoption par le Conseil municipal et mise en œuvre d'un barème de salaires mensuels pour l'Exécutif communal</li> <li>-Répartition des tâches aux Adjoints au Maire conformément à la réglementation en vigueur</li> <li>-Prise en compte à l'avenir des critères de résidence et de disponibilité pour la désignation des membres de l'Exécutif communal</li> </ul> <p><b>Agents communaux et Fonctionnement des services</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-recrutement et affectations judicieuses des agents communaux sur la base des postes de travail de l'organigramme</li> <li>-adoption et mise en œuvre des mécanismes de suivi évaluation (cahiers des charges) des agents municipaux</li> <li>-régulariser le recrutement des 02 Temporaires</li> <li>-renforcement des capacités des Agents communaux (formations en comptabilité OHADA et analytique, en élaboration des TDR des études de faisabilité, en Elaboration des DAO, à l'utilisation de l'outil informatique, en Rédaction administrative et sur l'Impact des compétences transférées sur les activités de l'institution)</li> <li>-paiement des arriérés dus à titre d'avancements et d'indemnités de fonction (respectivement 2 914 984 FCFA et 943.000 FCFA)</li> </ul> <p><b>Conseillers municipaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-adoption et mise en œuvre des mécanismes d'accomplissement du rôle d'interface entre l'Institution communale et les partenaires</li> </ul>
<b>Gestion des ressources financières</b>	<p><b>Processus d'élaboration et de suivi du Budget communal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-instauration d'une démarche participative à la phase de préparation du Budget élargie à tous les partenaires</li> <li>-établissement d'un fichier exhaustif des partenaires techniques et financiers de la Commune</li> <li>-établissement d'un fichier exhaustif des contribuables</li> </ul> <p><b>Etat de la gestion</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-mise en conformité des comptes administratifs des exercices 2007, 2008, et 2009</li> <li>-tenue d'une comptabilité analytique conformément à la réglementation en vigueur</li> </ul> <p><b>Structure du Budget des trois derniers exercices et Structure des Comptes Administratifs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-promotion des microprojets productifs (AGR) en vue de l'augmentation des recettes communales</li> <li>-élargissement de l'assiette fiscale au regard des opportunités offertes par les compétences transférées aux communes</li> </ul> <p><b>Collecte des ressources fiscales propres</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-plaidoyer auprès du MINATD en vue de la nomination d'un Receveur Municipal</li> </ul>

<b>Désignation</b>	<b>Axes de renforcement</b>
	propre à la Commune
<b>Gestion du patrimoine communal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-acquisition des titres de propriété des terrains communaux</li> <li>-construction d'une clôture autour de l'immeuble siège</li> <li>-aménagement de la voie d'accès à l'immeuble siège</li> <li>-mise en fonctionnement des installations techniques (toilettes, électricités, ouvertures) de l'immeuble siège</li> <li>-aménagement des parvis (VRD) de l'immeuble siège</li> <li>-réfection des autres bâtiments communaux</li> <li>-installation des utilités (eau, électricité, etc.) au Foyer Municipal</li> <li>-réforme des véhicules sur calles</li> <li>-acquisition de véhicules utilitaires</li> <li>-construction des toilettes au marché de Tonga centre</li> <li>-construction des marchés de Bandounga et de Bitchoua Nord</li> <li>-construction des infrastructures sociales (complexes sportifs, gymnase, culture, tourisme, etc.)</li> <li>-construction d'une gare routière</li> <li>-aménagement d'un gare pour motos taxis</li> <li>-construction d'un abattoir municipal</li> <li>-acquisition des équipements de voirie</li> </ul>
<b>Gestion des relations</b>	<p><b>GESTION DES RELATIONS (ENTRE LES MEMBRES DE L'EXECUTIF)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-instauration des réunions mensuelles de coordination de l'Exécutif communal</li> </ul> <p><b>GESTION DES RELATIONS (AVEC LES AGENTS ET LES SERVICES COMMUNAUX)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-instauration des réunions hebdomadaires d'évaluation des activités des services</li> <li>-instauration des réunions périodiques entre l'Exécutif communal et l'ensemble du personnel</li> <li>-promotion des activités sportives</li> <li>-instauration d'une cantine à la disposition du personnel</li> </ul> <p><b>GESTION DES RELATIONS (COOPERATION DECENTRALISEE)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-instauration des rencontres avec les partenaires (réunions, missions)</li> <li>-mise en œuvre effective d'un plan de communication communal</li> </ul> <p><b>GESTION DES RELATIONS (AVEC LES SERVICES ADMINISTRATIFS DECONCENTRES)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Instauration des concertations avec les services administratifs décentralisés</li> </ul> <p><b>GESTION DES RELATIONS (CHEFFERIES TRADITIONNELLES ET LES CONGREGATIONS RELIGIEUSES)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Instauration des concertations avec les chefferies traditionnelles et les congrégations religieuses</li> </ul> <p><b>GESTION DES RELATIONS (AVEC LA SOCIETE CIVILE)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-instauration des rencontres avec les partenaires (réunions, missions)</li> </ul> <p><b>GESTION DES RELATIONS (AVEC LE SECTEUR PRIVE)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-instauration des rencontres avec les partenaires (réunions, missions)</li> </ul> <p><b>4.8.-CONTROLE CITOYEN DE LA GESTION COMMUNALE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>mise en œuvre effective d'un plan de communication communal</li> <li>-instauration des rencontres avec les partenaires (réunions, missions)</li> <li>-introduction d'un débat contradictoire sur la vie de la Commune élargi aux partenaires</li> </ul>

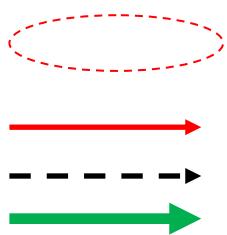
**Source : résultat des analyses**

Le diagramme ci-dessous illustre l'état actuel des relations communales.

Figure N°2 : diagramme des relations de la Commune de Tonga



#### LEGENDE



#### 4.6.- PRINCIPAUX PROBLEMES IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR

Tableau n°29 : principaux problèmes identifiés et consolidés par secteur

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>	<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
<b>Institution communale</b>			
<b>fonctionnement non optimal de l'Institution</b>	<b>RESOURCES HUMAINES (EXECUTIF MUNICIPAL)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Maire et ses Adjoints sans salaires mensuels malgré les dispositions réglementaires en vigueur</li> <li>-répartition des tâches prescrite par les textes en vigueur non encore mise en application</li> <li>-résidence de 02 membres de l'Exécutif hors de la Commune</li> <li>-exercice des activités parallèles par les membres de l'Exécutif communal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-polarisation des membres de l'Exécutif vers leurs activités parallèles plus rémunératrices</li> <li>-insuffisances dans la répartition des tâches</li> <li>-baisse du rendement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Adoption par le Conseil municipal et mise en œuvre d'un barème de salaires mensuels pour l'Exécutif communal</li> <li>-Répartition des tâches aux Adjoints au Maire conformément à la réglementation en vigueur</li> <li>-Prise en compte à l'avenir des critères de résidence et de disponibilité pour la désignation des membres de l'Exécutif communal</li> </ul>
<b>RESSOURCES HUMAINES (PERSONNEL MUNICIPAL ET SERVICES)</b>			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>-insuffisances dans la répartition des agents entre les services existants</li> <li>-insuffisance des mécanismes de suivi évaluation du personnel</li> <li>-insuffisance de la formation professionnelle continue du personne</li> <li>I-quelques arriérés liés aux avancements et aux indemnités de fonction (respectivement 2 914 984 FCFA et 943.000 FCFA)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-rendement insuffisant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-dotation de la Commune d'un organigramme opérationnel en rapport avec l'organigramme type réglementaire</li> <li>-recrutement et affectations des agents communaux sur la base des postes de travail</li> <li>-adoption et mise en œuvre des mécanismes de suivi évaluation (cahiers des charges) des agents</li> <li>-titularisation des 02 Temporaires en activité depuis plus de 02 ans</li> <li>-renforcement des capacités des Agents communaux (formations en comptabilité OHADA et analytique, en élaboration des TDR des études de faisabilité, en Elaboration des DAO, à l'utilisation de l'outil informatique, en Rédaction administrative etc.)</li> </ul>
<b>RESSOURCES HUMAINES (CONSEILLERS MUNICIPAUX)</b>			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>-rôle d'interface entre la Commune et les partenaires non assuré convenablement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-sous information des partenaires sur les activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-adoption et mise en œuvre des mécanismes d'accomplissement du rôle d'interface entre l'Institution communale et les partenaires</li> </ul>

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>	<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
		de l'Institution	
<b>fonctionnement non optimal de l'Institution</b>	<b>RESSOURCES FINANCIERES (PROCESSUS D'ELABORATION ET DE SUIVI DU BUDGET COMMUNAL)</b>		
	- insuffisance du débat participatif à la phase d'élaboration du budget communal -fichier des contribuables non exhaustif -fichier des partenaires techniques et financiers non exhaustif	-taux de recouvrement des recettes communales relativement bas -insuffisances dans les prévisions budgétaires	-instaurer d'une démarche participative à la phase de préparation du Budget élargie à tous les partenaires -établissement d'un fichier exhaustif des contribuables -mise à jour d'un fichier exhaustif des partenaires techniques et financiers de la Commune
<b>RESSOURCES FINANCIERES (ETAT DE LA GESTION)</b>			
	-CA 2007, 2008, 2009 non approuvés à ce jour -Tenue d'une comptabilité analytique non mise à jour conformément aux dispositions légales	-difficultés d'obtention des financements	-mise en conformité des comptes administratifs des exercices 2007, 2008, et 2009 -tenue d'une comptabilité analytique conformément à la réglementation en vigueur
<b>RESSOURCES FINANCIERES (STRUCTURE DU BUDGET DES 03 DERNIERS EXERCICES)</b>			
	-insuffisance des mécanismes d'appropriation des compétences transférées -Insuffisance d'AGR	-manque à gagner -insuffisance de la capacité d'autofinancement	-élargissement de l'assiette fiscale au regard des opportunités offertes par les compétences transférées aux communes -promotion des microprojets productifs (AGR) en vue de l'augmentation des recettes communales
<b>RESSOURCES FINANCIERES (COLLECTE DES RESSOURCES FISCALES PROPRES)</b>			
	-absence d'un Receveur Municipal propre à la Commune -absence de stratégie	-insuffisances dans le suivi des recettes communales	-plaidoyer auprès du MINATD en vue de la nomination d'un Receveur Municipal propre à la Commune
<b>GESTION PATRIMONIALE</b>			
	-titres fonciers des terrains communaux non établis -Immeuble siège non clôturé et exposé aux vols -voie d'accès à l'immeuble siège en mauvais état -toilettes de l'immeuble siège non fonctionnelles -parvis de l'immeuble siège non aménagés (VRD)	-insécurité des biens immeubles communaux	-acquisition des titres de propriété des terrains communaux -construction d'une clôture autour de l'immeuble siège -aménagement de la voie d'accès à l'immeuble siège -mise en fonctionnement des installations techniques

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>	<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
	<b>GESTION PATRIMONIALE (SUITE)</b>		
<b>fonctionnement non optimal de l'Institution</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-ampoules de la salle des actes défectueuses</li> <li>-plupart des bâtiments vétustes</li> <li>-foyer municipal sans utilités (eau, électricité, etc.)</li> <li>-plupart des véhicules et engins sur calles</li> <li>-insuffisance des moyens de transport</li> <li>-insuffisance des équipements de voirie municipale</li> <li>-gare routière de Tonga non construite</li> <li>- gare des motos taxis non aménagée</li> <li>-marchés de Bandounga et de Bitchoua Nord non construits</li> <li>-absence des toilettes au marché de Tonga centre</li> <li>-marché des vivres non aménagé à Tonga centre</li> <li>-gare routière exigüe</li> <li>-points de ramassage par motos non aménagés</li> <li>-éloignement des points de ravitaillement en viande de bœuf</li> <li>-difficultés de fonctionnement de la voirie urbaine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-insécurité des biens immeubles communaux</li> <li>-rendement insuffisant</li> <li>-manque à gagner</li> <li>-insuffisance de la capacité d'autofinancement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(toilettes, électricités, ouvertures) de l'immeuble siège</li> <li>-aménagement des parvis (VRD) de l'immeuble siège</li> <li>-réfection des autres bâtiments communaux</li> <li>-installation des utilités (eau, électricité, etc.) au Foyer Municipal</li> <li>-réforme des véhicules sur calles</li> <li>-acquisition de véhicules utilitaires</li> <li>-construction des toilettes au marché de Tonga centre</li> <li>-construction des marchés de Bandounga et de Bitchoua Nord et de Tonga centre</li> <li>-construction des infrastructures sociales (complexes sportifs, gymnase, culture, tourisme, etc.)</li> <li>-construction d'une gare routière</li> <li>-aménagement d'un gare pour motos taxis</li> <li>-construction d'un abattoir municipal</li> <li>-acquisition des équipements de voirie</li> </ul>
	<b>GESTION DES RELATIONS (AVEC LA TUTELLE)</b>		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>-indisponibilité de l'Exécutif communal</li> <li>-éloignement des centres d'état-civil par rapport à certaines agglomérations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-relations non suivies</li> <li>-parcours de longues distances</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-disponibilité de l'Exécutif</li> <li>-plaidoyer auprès du MINATD pour création et opérationnalité des centres d'état-civil auprès de ces agglomérations</li> </ul>
	<b>GESTION DES RELATIONS (AVEC LES AGENTS ET LES SERVICES COMMUNAUX)</b>		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>-absence des réunions de coordination</li> <li>-absence des réunions périodiques de concertation et d'évaluation</li> <li>-insuffisance des occasions de rencontre du personnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-encadrement insuffisant des services</li> <li>-rendement insuffisant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-instauration des réunions hebdomadaires d'évaluation des activités des services</li> <li>-instauration des réunions périodiques entre l'Exécutif communal et l'ensemble du personnel</li> <li>-promotion des activités sportives</li> <li>-instauration d'une cantine à la disposition du personnn</li> </ul>

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>	<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
	<b>GESTION DES RELATIONS (COOPERATION DECENTRALISEE)</b>		
	-Insuffisance d'actions d'approche partenaires potentiels -insuffisance des mécanismes de communication entre la Commune et ses partenaires		-instauration des rencontres avec les partenaires (réunions, missions) -mise en œuvre effective d'un plan de communication communal
	<b>GESTION DES RELATIONS (AVEC LES SERVICES ADMINISTRATIFS DECONCENTRES)</b>		
	-absence d'un cadre de concertation -absence d'élargissement du débat sur la vie de la Commune à l'ensemble des partenaires		Instauration des concertations avec les services administratifs décentralisés
	<b>GESTION DES RELATIONS (CHEFFERIES TRADITIONNELLES ET LES CONGREGATIONS RELIGIEUSES)</b>		
	-absence d'un cadre de concertation -absence d'élargissement du débat sur la vie de la Commune à l'ensemble des partenaires		Instauration des concertations avec les chefferies traditionnelles et les congrégations religieuses
	<b>GESTION DES RELATIONS (AVEC LA SOCIETE CIVILE)</b>		
	-absence d'un cadre de concertation -absence d'élargissement du débat sur la vie de la Commune à l'ensemble des partenaires		-instauration des rencontres avec les partenaires (réunions, missions) -création des centres spéciaux d'état-civil au centre de Tonga et dans les villages à grande population
	<b>GESTION DES RELATIONS (AVEC LE SECTEUR PRIVE)</b>		
	-absence d'un cadre de concertation -absence d'élargissement du débat sur la vie de la Commune à l'ensemble des partenaires		-instauration des rencontres avec les partenaires (réunions, missions)
	<b>CONTROLE CITOYEN DE LA GESTION COMMUNALE</b>		
	-insuffisance du débat contradictoire dans le cadre de la conduite des activités communales -insuffisance des communications entre la Commune et ses partenaires -retard à la mise à jour des comptes administratifs (CA)		-mise en œuvre effective d'un plan de communication communal -instauration des rencontres avec les partenaires (réunions, missions) -introduction d'un débat contradictoire sur la vie de la Commune élargi aux partenaires

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>		<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
	2007, 2008, 2009			
<b>Affaires Sociales</b>				
<b>Insuffisance des actions d'appui et d'encadrement des populations vulnérables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Insuffisance des infrastructures d'encadrement</li> <li>-Insuffisance des actions d'assistance aux populations cibles</li> <li>-Insuffisance des structures d'encadrement</li> <li>-insuffisance des campagnes périodiques de prise en charge des populations vulnérables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Dégradation des conditions de vie des personnes vulnérables</li> <li>-Marginalisation sociale</li> <li>-Aggravation des maladies de sénilité</li> <li>Morts précoces</li> <li>-Délinquance juvénile</li> <li>-Exode rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Dotation de la Commune d'un Centre Social d'Arrondissement opérationnel</li> <li>-Amélioration de la connaissance des populations cibles et connaître leurs besoins spécifiques</li> <li>-Facilitation de la création des OSC de prise en charge des populations cibles</li> <li>-Relance de l'action sociale par des campagnes ciblées</li> </ul>	
<b>Jeunesse</b>				
<b>Insuffisance des infrastructures et des structures d'encadrement et d'appui aux activités génératrices de revenus (AGR) de la jeunesse locale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Insuffisance des structures d'appui et d'encadrement des jeunes</li> <li>-Insuffisance des infrastructures d'accueil des jeunes</li> <li>-insuffisance des initiatives des jeunes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Chômage des jeunes</li> <li>-Délinquance juvénile</li> <li>-Exode rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Construction d'un Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes (CMPJ) opérationnel à Tonga centre</li> <li>-Construction d'un Foyer des Jeunes respectivement à Babitchoua, à Baloua et à Bandounga (population importante)</li> <li>-Opérationnalisation des Foyers des jeunes de Babitchoua, à Baloua et à Bandounga</li> <li>-Formation, l'insertion socioéconomique et financement des microprojets des jeunes</li> </ul>	
<b>Elevage, Pêche et Industries Animales</b>				
<b>Faible production du secteur Elevage, Pêche et Industries Animales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-difficulté d'accès aux intrants</li> <li>-sous utilisation des pâturages</li> <li>-absence des financements</li> <li>-insuffisance des PCZV/ COOP/GI</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Faibles rendements</li> <li>-faible revenus des producteurs</li> <li>-lente éradication de la pauvreté</li> <li>-dépendance des autres localités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Dotation de la DAEPIA des ressources humaines, infrastructurelles et matérielles appropriés</li> </ul>	

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>	<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
<b>Elevage, Pêche et Industries Animales (suite)</b>			
<b>Faible production du secteur Elevage, Pêche et Industries Animales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-difficulté d'accès aux intrants</li> <li>-absence des financements</li> <li>-insuffisance des PCZV/</li> <li>-insuffisance de regroupement des populations en COOP/GIC</li> <li>-insuffisance des actions de vulgarisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Faibles rendements</li> <li>-sous utilisation des pâturages</li> <li>-faible revenus des producteurs</li> <li>-lente éradication de la pauvreté</li> <li>-dépendance des autres localités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Création et opérationnalisation des Centres Zootechniques et de Contrôles Sanitaires Vétérinaires (CZCSV)</li> <li>-organisation des opérateurs du secteur par filière (Coop/GIC)</li> <li>- sensibilisation des populations rurales sur les opportunités liées à la mise en place des unités d'élevage des poulets de chair et des pondeuses</li> <li>-organisation des campagnes de Sensibilisation des populations sur la nécessité de claustre les animaux.</li> <li>-formation aux techniques d'élevage et de pêche</li> <li>-création des centres expérimentaux d'alevinage</li> </ul>
<b>Culture</b>			
<b>Niveau relativement bas de mise en valeur du potentiel culturel local</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Potentialités inexploitées</li> <li>-Insuffisance des actions de promotion culturelles</li> <li>-Insuffisance des infrastructures d'accueil des manifestations culturelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Manque à gagner sur le plan financier</li> <li>-inexistence d'un musée et d'un marché d'ouvrages d'art</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-réalisation des études sur la mise en valeur des sites archéologiques de Babitchoua et de Baloua Ndjindo</li> <li>-Incitation à la tenue régulière des manifestations culturelles dans les foyers existants (Fagno, Babitchoua, Baloua Bambou, Bandounga 2)</li> <li>-Choix et célébration d'une journée culturelle locale</li> <li>-incitation à la construction d'autres Foyers culturels</li> </ul>
<b>Développement Urbain et Habitat</b>			
<b>Carence d'un cadre institutionnel de référence propice au plein épanouissement des populations urbaines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-absence d'un Plan d'Occupation des Sols (POS)</li> <li>-Insuffisance de l'éclairage public</li> <li>-Insuffisance des infrastructures et des activités de voirie municipale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-promiscuité</li> <li>-émergence des habitations et des quartiers spontanés</li> <li>-occupation non visible des sols</li> <li>-cadre de vie des populations non viable</li> <li>-vols récurrents</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-dotation de la ville d'un plan d'occupation des sols (POS)</li> <li>-restructuration des 21 quartiers du centre urbain et des quartiers spontanés</li> <li>-création des lotissements communaux</li> <li>-réhabilitation et extension du réseau électrique à tous les quartiers de l'espace urbain</li> <li>-réalisation de l'éclairage public</li> <li>-construction et réhabilitation des voiries urbaines</li> </ul>

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>		<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
<b>Domaines et Affaires Foncières</b>				
<b>Carence d'un cadre institutionnel de référence pour l'occupation de l'espace physique de la Commune de Tonga</b>	-Absence d'un Plan Cadastral	-occupation anarchique de l'espace communal	-dotation de la Commune de Tonga d'un plan cadastral -réservation des espaces dans l'espace urbain et les villages pour la construction des bâtiments et autres infrastructures d'utilité publique -délimitation des aires protégées et des zones à risque -délimitation des espaces par activité	
<b>Forêts et Faune</b>				
<b>Perte de la diversité biologique et notamment régression de la couverture végétale et du règne animal, nonobstant la sous exploitation du potentiel</b>	-coupe anarchique du bois -pratique incontrôlée de la chasse -sous-exploitation du potentiel	-Destruction de la bio diversité -sous-emploi -manque à gagner -frein à l'émergence de la sous-traitance et des technopôles du secteur bois	-Dotation de la DAFOF des ressources humaines, infrastructurelles et matérielles appropriées -évaluation du potentiel forestier et faunique -suivi de l'exécution du projet forêt communale -réactiver le projet forêt récréative -Valorisation du potentiel	
<b>Sport et Education Physique</b>				
<b>Difficultés de la pratique du sport à Tonga</b>	-Insuffisance des structures d'encadrement sportif -Insuffisance d'encadreurs	-Représentation limitée aux compétitions -Rares cas d'émergence des sportifs de haut niveau -Faibles performances aux compétitions départementales	- Dotation de la ville de Tonga d'un mini-complexe sportif opérationnel - Dotation des villages d'un terrain de sport - Dotation de la ville de Tonga d'un gymnase opérationnel -création d'une équipe de football compétitive à vocation communale -sollicitation des encadreurs sportifs auprès du MINSEP	
<b>Emploi et Formation Professionnelle</b>				
<b>Difficultés d'accès aux petits métiers générateurs de revenus</b>	-carence d'un Centre de Formation Professionnelle -absence de regroupement des populations cibles -ignorance des opportunités offertes dans ce secteur	-Chômage des jeunes -Délinquance juvénile -Inadéquation formation/emploi	-création et opérationnalité d'un Centre de Formation Professionnelle à Tonga -facilitation de l'obtention de l'agrément d'exploitation par le Centre des Métiers de la Filière bois de Tonga -Sensibilisation des populations cibles sur les opportunités de formation et de financement du FNE -facilitation des regroupements	

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>		<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
<b>Travail et Sécurité Sociale</b>				
<b>Prédominance des emplois informels</b>	-priorité accordée aux emplois informels par les corps de métiers	-pas de pension retraite -pas d'allocations familiales -pas d'accident de travail pour les concernés	-Recrutement de 02 agents temporaires à la Commune -Transformation des emplois informels des corps de métiers en emplois formels	
<b>Environnement et Protection de la Nature</b>				
<b>Carences à la mise en pratique de la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement</b>	-insuffisance des campagnes de sensibilisation	-Destruction de la biodiversité forestière -Dégradation des sols -Effets de serre subséquents	-organisation des campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'éradiquer la pratique des feux de brousse tardifs et l'écobuage - formation des populations sur les pratiques culturelles fiables -vulgarisation des méthodes de Gestion Durable des Terres (GDT)	
<b>Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre</b>				
<b>SECTEUR REDALIEN</b>				
<b>Promotion de la Femme et de la Famille</b>				
<b>Insuffisance de l'encadrement des actions de promotion de la Femme et de la Famille à Tonga</b>	-infrastructures d'encadrement à l'instar d'un CEPROFF non disponibles à Tonga	-absence assistance des familles en détresse -insuffisance des actions d'appui de la Femme dans son rôle de mère et d'agent économique	-renforcement de la présence sur le terrain des agents de la DDPORFF (compétences transférées) -création et opérationnalité d'un Centre de Promotion de la Femme et de la Famille (CEPROFF) à Tonga -sensibilisation et formation des femmes à la création et à la gestion des AGR	
<b>Industrie, Mines et Développement Technologique</b>				
<b>Sous-exploitation du potentiel minier et carence d'unités de transformation industrielle à Tonga</b>	-insuffisance des initiatives privées -insuffisance des financements -insuffisance des actions de	-absence d'activités génératrices de valeur ajoutée significative -pas de	-organisation des journées de promotion industrielles -incitation du MINRESI à la réalisation des études relatives à l'évaluation du potentiel minier de la Commune	
	sensibilisation des populations sur les opportunités industrielles	technopôles		
<b>PME et Artisanat</b>				

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>		<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
<b>Difficultés d'émergence d'un réseau de PME organisées dans tous les secteurs d'activités ( primaire, secondaire, tertiaire)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-insuffisance des initiatives privées</li> <li>-insuffisance des financements</li> <li>-insuffisance des actions de sensibilisation des populations sur les opportunités offertes par les pouvoirs publics pour le développement des PME</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>-difficultés d'émergence des PME et d'un tissu viable de l'artisanat de production</li> <li>-difficultés de transferts des technologies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-renforcement de la présence sur le terrain des agents de la DDPMEEASI</li> <li>-organisation des journées de promotion des PME à Tonga</li> </ul>
<b>Transports</b>				
<b>Difficultés d'accès aux moyens de transport intra communaux sécurisés et confortables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-insuffisance des contrôles routiers à Tonga</li> <li>-insuffisance des moyens de transport</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>-persistance des accidents de la route</li> <li>-transport des personnes et des biens inconfortable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-renforcement de la présence sur le terrain des agents de la DDTRANS</li> <li>-vulgarisation des textes en vigueur en matière d'exercice des activités de ce secteur</li> </ul>
<b>Tourisme</b>				
<b>Difficultés d'émergence des établissements de Tourisme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-insuffisance des contrôles hôteliers à Tonga</li> <li>-insuffisance de la sensibilisation sur la réglementation en vigueur</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>-persistance de l'incivisme</li> <li>-persistance de l'inconfort des établissements hôteliers</li> <li>-manque à gagner</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-renforcement de la présence sur le terrain des agents de la DDTOUR</li> <li>-vulgarisation des textes en vigueur en matière d'exercice des activités de ce secteur</li> <li>-valorisation du potentiel touristique local</li> </ul>
<b>Santé (formations sanitaires)</b>				
<b>difficultés d'accès aux soins de santé de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-absence d'un logement d'astreinte</li> <li>-Insuffisance notoire du personnel médical</li> <li>-vétusté des infrastructures</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>-couverture sanitaire insatisfaisante</li> <li>-Absence campagne de sensibilisation</li> <li>-éloignement des populations des centres de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-construction d'un logement d'astreinte au CMA de Tonga</li> <li>-réhabilitation du bâtiment du CMA existant</li> <li>-construction d'une barrière au CMA de Tonga</li> <li>-construction du CSI de Babitchoua</li> <li>- construction du CSI de Baloua</li> </ul>
<b>Santé (formations sanitaires)-suite</b>				

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>		<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
		existantes -Insuffisance des infrastructures du CMA (bâtiments, adduction d'eau, salles d'hospitalisation etc.) -Insuffisance des équipements médicaux du CMA -Absence de matériel roulant -CSI déjà créés à construire, équiper et rendre opérationnels	santé -Persistance maladies récurrentes et VIH/SIDA, paludisme, etc. -Dépenses supplémentaires -augmentation du taux de mortalité	- équipement du CMA de Tonga - équipement du CSI de Bandounga -renforcement des effectifs du CMA de Tonga -renforcement des effectifs du CSI de Bandounga -renforcement des effectifs du CSI de Baloua
<b>Santé (MST/SIDA)</b>				
<b>Emergence des MST/SIDA</b>	-insuffisance des campagnes de sensibilisation -Insuffisance des campagnes de dépistage -Pauvreté -Brassage des populations -Dissolution comités locaux de lutte	-prévalence élevée du VIH/SIDA (27.5%) - contamination de la mère à l'enfant du VIH/SIDA élevée (6.2%) -Accroissement du taux de mortalité -Diminution de la main d'œuvre active -Recrudescence MST	-Organisation des Campagnes de sensibilisation -Organisation des campagnes de dépistage gratuit des MST/VIH-SIDA. -Renforcement en médicaments des structures de prise en charge locale des personnes infectées	
<b>Santé (Hygiène corporelle et salubrité)</b>				
<b>présence des parasites liés à l'insalubrité et insuffisance des mesures d'assainissement</b>	-dépôts d'immondices en plein air - absence des toilettes (marchés et lieux publics)	-présence des parasites -Pollution -dégradation du bien être -résurgence des maladies liées à l'insalubrité -dépenses supplémentaires	-aménagement des fosses septiques par la population -organisation des campagnes de sensibilisation en vue d'imprimer aux populations le reflexe de respect des règles d'hygiène corporelle et d'assainissement élémentaires	

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>		<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
<b>Postes et Télécommunications</b>				
<b>Timide relai des TIC à Tonga</b>	-insuffisance des initiatives	-absence de connexion des services publics et privés au réseau internet -rareté des points cyber et des secrétariats bureautiques	-dotation de la Commune du réseau internet -facilitation de l'accès des services publics locaux au réseau internet -facilitation de l'implantation des points cyber -renforcement des capacités du service CAMPOST local	
<b>Education de Base</b>				
<b>Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité</b>	-insuffisance des enseignants et des personnels administratifs -Insuffisance des infrastructures et équipements	-taux de redoublement important -Faible taux de succès aux examens	- 08 et 30 enseignants (maternelles et primaires) -2 400 table-bancs -31 petites tables -construction EM Bandounga quartier 9 -construction de 07 clôtures (toutes les EM) -construction de 80 salles de classe pour les EP -réfection EP Tonga 1, 2, 3, Maham 2 -construction Blocs administratifs, points d'eau, blocs latrines, clôtures, fosses à ordures (toutes écoles)	
<b>Enseignements Secondaires</b>				
<b>Difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité</b>	-insuffisance des enseignants et des personnels administratifs pour les 03 établissements existants -Insuffisance des infrastructures et équipements pour les 03 établissements existants	-redoublement important -Faible taux de succès aux examens -Exode vers établissements d'autres localités	- 50 enseignants qualifiés -acquisition de 300 table-bancs -construction de 02 ateliers (Lycée Technique) et de 05 salles informatiques (03 établissements) -construction de 03 points d'eau (03 établissements) -construction de 03 fosses à ordures -construction de 03 clôtures -construction de 03 terrains de sport	
<b>Enseignement Supérieur</b>				
<b>Insuffisance des actions d'orientation des élèves des classes Terminales vers les filières porteuses de l'enseignement supérieur</b>	-éloignement des établissements d'enseignement supérieur	-taux d'échec important au niveau universitaire -abandon des études après l'obtention du Baccalauréat	-faciliter chaque année la tenue des tests d'orientation universitaire à l'intention des élèves des classes Terminales -faciliter l'accès à des formations à distances au sein des universités publiques et privées	

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>		<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
<b>Recherche Scientifique et Innovation</b>				
<b>Eloignement des structures de recherche appliquée et d'appui au développement de l'agriculture et du secteur minier</b>	-éloignement des points d'approvisionnement en intrants agricoles de qualité Absence d'études sur le potentiel minier de Tonga	-renchérissement des coûts des intrants agricoles -absence d'activités minières		Mise en place d'une antenne IRAD opérationnelle à Tonga Réalisation des études sur le potentiel minier de la Commune de Tonga
<b>Commerce</b>				
<b>Insuffisances des infrastructures et d'organisation des acteurs du secteur Commerce</b>	-insuffisance de l'organisation en association des corps de métiers -vétusté et insuffisance des infrastructures commerciales	-pénuries -occupation des voies -absence sous-traitance		-incitation à l'organisation en association des différents corps des métiers -Construction et opérationnalité du marché de Tonga centre et des marchés de Bandounga, Mbeuna, Nkopta, Baloua, Baloua Ndjindo -Organisation des circuits de commercialisation des filières cacao et café -plaidoyer pour l' -implantation des banques
<b>Travaux Publics</b>				
<b>insuffisance des infrastructures pour le déplacement des personnes et des biens</b>	-insuffisance du réseau routier -mauvais état des routes et des pistes -insuffisance des équipements de voirie municipale -insuffisance des moyens financiers	-enclavement du milieu rural -Insalubrité -pertes après récoltes -frein à l'occupation des villages abandonnés -renchérissement des produits		-identification des nouvelles voies et des ouvrages à réaliser pour la circulation intra communale -aménagement des nouvelles voies et des ouvrages à réaliser pour la circulation intra communale -entretien des pistes et ouvrages d'arts existants -augmentation du nombre de barrières de pluie --recherche des financements auprès des partenaires au développement
<b>Communication</b>				

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>		<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
<b>Difficultés d'implantation de médias au niveau local</b>	-insuffisance des initiatives d'implantation des médias locaux	-sous information des populations sur les questions d'actualité	-plaidoyer auprès des secteurs public, privés et de la société civile pour l'implantation des médias locaux	
<b>Agriculture et Développement Rural</b>				
<b>Faible rendement agricole</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-insuffisance des postes agricoles et des brigades phytosanitaires</li> <li>-nombre limité de COOP/GIC</li> <li>-insuffisance de la formation du monde rural</li> <li>-sous utilisation des terres disponibles</li> <li>-absence de mécanisation</li> <li>-absence d'EAMI</li> <li>-difficulté d'accès aux intrants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-faible revenus des producteurs</li> <li>-lente éradication de la pauvreté</li> <li>-exode rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Construction, opérationnalité de 04 postes agricoles (Babitchoua, Nountse, Nkopta, Bitchoua Nord)</li> <li>-création, construction et opérationnalité de 22 postes agricoles (dans les autres villages)</li> <li>- création, construction et opérationnalité de 26 Brigades Phytosanitaires</li> <li>-formations des Chefs de postes agricoles</li> <li>-formation des formateurs locaux (Responsables Coop/GIC, UGIC)</li> <li>-implantation locale des points de vente des intrants (magasins spécialisés et Antenne IRAD)</li> </ul>	
<b>Energie et Eau</b>				
<b>Energie et Eau (Électricité)</b>				
<b>Difficulté d'accès à une électricité viable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Absence d'un service local de maintenance AES SONEL</li> <li>-obsolescence et vétusté des équipements</li> <li>-installation du réseau limitée à 03 villages sur 26</li> <li>-faible capacité installée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-coupures/ baisses tension récurrentes</li> <li>-Absence des industries</li> <li>-ralentissement des activités</li> <li>- maladies oculaires</li> <li>-Faible rendement scolaire</li> <li>-Dépenses supplémentaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-mise en place d'un service local de maintenance du réseau</li> <li>-augmentation de la capacité installée</li> <li>-extension du réseau à tous les villages par ordre de peuplement</li> <li>-renforcement de la capacité installée (capacité actuelle 1000KVA)</li> </ul>	
<b>Energie et Eau (Eau)</b>				

<b>Problème</b>	<b>Principales causes</b>		<b>Principaux effets</b>	<b>Besoins identifiés</b>
<b>difficulté d'accès à l'eau potable</b>	-absence d'adduction d'eau potable au centre urbain -insuffisance des points d'eau (centre urbain et villages) Ignorance des techniques de traitement des eaux	-consommation d'eau de qualité douteuse -parcours de longues distances vers les points d'eau -recrudescence des maladies hydriques - dépenses supplémentaires	-installation d'un réseau urbain d'adduction d'eau -construction des points d'eau dans les villages par ordre de peuplement	

**Source : résultats des analyses des diagnostics**

#### **4.7.- SITUATION DE REFERENCE DE L'ECONOMIE LOCALE**

Les diagnostics participatifs ont révélé ce qui suit.

##### ***Sur le plan de la situation géographique et géophysique***

La proximité de la Route Nationale N°4 est un atout pour le transport des personnes et des biens. En revanche, les zones à fort potentiel agropastoral sont enclavées, empêchant de ce fait l'optimisation des revenus des producteurs. Le climat est favorable à la pratique de l'agriculture. La présence des zones inondables, des ressources en eau, des plaines et des hauteurs favorise le développement des cultures vivrières, maraîchères, pérennes et de rente. Les ressources forestières et fauniques abondantes et non évaluées ne connaissent pas encore une exploitation à grande échelle. Les sols ont une fertilité légendaire. Le faible taux d'occupation des terres cultivables (15 à 20%), l'existence de nombreux pâturages inexploités et des villages inoccupés constituent un important atout pour l'extension des activités et l'expansion de l'économie rurale. En dehors d'importants gisements de sable et de pierres apparents, le potentiel minier reste inconnu.

##### ***Sur le plan des activités économiques***

Au regard des données économiques déjà présentées (**confère paragraphe 3.3.5.- Principales activités économiques**) l'économie de la Commune de Tonga est essentiellement primaire, à prédominance agricole. On note une absence quasi-totale de l'organisation des filières économiques susceptibles d'impulser le développement local. Les autres secteurs sont embryonnaires.

##### ***Sur le plan de la mise en œuvre de la décentralisation***

Les services déconcentrés à compétence locale ne sont pas encore tous présents à Tonga. Le fonctionnement de l'Institution communale connaît des insuffisances sur le plan des ressources, de la gestion et de la communication.

##### ***Sur le plan des infrastructures par secteur***

Tableau n°30: état des lieux des principales infrastructures géoreférencées par secteur

<b>Secteur</b>	<b>Composantes</b>	<b>Nombre</b>	<b>Revenus</b>
<b>Agriculture</b>	Postes agricoles	04	
	Familles concernées par les cultures vivrières et maraîchères	2 500	

<b>Secteur</b>	<b>Composantes</b>	<b>Nombre</b>	<b>Revenus</b>
	Familles concernées par les cultures de rente	1 500	
	Familles concernées par les cultures pérennes	500	
<b>Elevage, Pêche et Industries animales</b>	Personnes pratiquant la pêche artisanale et rudimentaire (autoconsommation)	100	
	Familles pratiquant l'élevage de type familial peu développé	500	
	Production du secteur élevage en 2010	-porcins : 680 -volaille : 7812 -caprins : 718	47 790 000
<b>Forêt et Faune</b>	Nombre de chasseurs	200	216 000 000
	Exploitation des plantes médicinales	30	600 000
<b>PME, Economie Familiale et Artisanat</b>	Personnes pratiquant l'artisanat de production rudimentaire	35	700 000
	Meuneries (riz, maïs, etc.)	15	15 750 000
	Dépôt Pressing	01	1 440 000
	Instituts de beauté Hommes	06	3 600 000
	Instituts de beauté Femmes	06	5 400 000
	Menuiserie bois	02	1 680 000
	Scierie	02	1 680 000
	Menuiserie métallique	06	5 040 000
	Couture mixte	15	6 300 000
	Express Union	01	Non déclaré
<b>Culture</b>	Foyers et cases communautaires	10	-
	Sites archéologiques	02	-
<b>Tourisme</b>	Hôtels fonctionnant dans l'informel	02	-
<b>Eau et énergie</b>	Forages et points d'eau	28	-
	Cours d'eau	06	-
	Etangs et mares	08	-
	Transformateurs	04	-
<b>Travaux publics</b>	Ponts	09	-
	Buses	09	-
	Tâcherons en BTP	25	1 125 000
<b>Poste et Télécommunication</b>	-Service financier postal (CAMPOST)	01	90 000 000
	-TIC	-03 secrétariats - 24 calls box	1 080 000
<b>Jeunesse</b>	Case sociale	01	N.D.
	Offre de jeux vidéo	03	N.D.
<b>Commerce</b>	Vente de pièces détachées	10	2 200 000
	Marchés (revenu des stands)	04	8 640 000
	Vente des produits de quincaillerie	02	66 000 000
	Vente des produits phytosanitaires	05	20 000 000
	Vente des boissons hygiéniques	46	62 928 000
	Vente de carburant	10 vendeurs à la sauvette	4 800 000
	Vente des produits alimentaires	12	480 000 000

<b>Secteur</b>	<b>Composantes</b>	<b>Nombre</b>	<b>Revenus</b>
	Bayam-sellam	40	57 600 000
	Cafétérias	03	4 320 000
	Poissonnerie	01	2 000 000
	Etals de nourritures	10	12 600 000
<b>Industrie et mines</b>	Zones de sable	05	-
	Zones de pierres	03	-
<b>Education de base</b>	Maternelles	07	-
	Primaire	17	--
<b>Enseignements secondaires</b>	Lycées de l'ET	01	-
	Lycée d'EG	01	-
	Ces Bilingue	01	-
<b>Commerce</b>	Marchés	04	--
<b>Total</b>			<b>863 777 000</b>

Source : résultat des diagnostics participatifs

## POSSIBILITES DE CREATION D'EMPLOIS ET DE RICHESSES DANS LA COMMUNE (QUELQUES PROJETS IDENTIFIES)

Tableau n°31 : possibilité de création d'emplois et de richesse dans la Commune

Secteur	Potentialités/atouts	Axes stratégiques	AGR possible	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations
<b>Agropastoral</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-fort potentiel agricole (maïs, riz, cacao, café, plantain...)</li> <li>-bas fonds, marécages, plaines et hauteurs fertiles</li> <li>- sols généralement fertiles</li> <li>-présence des services d'encadrement agropastoraux</li> <li>-disponibilité d'un agent technique Communal recruté avec l'appui du PNPD</li> <li>-existence des débouchés (marchés locaux, Grenier agricole du Ndé, métropoles, extérieur)</li> <li>-proximité de la Route Nationale N°4</li> <li>-présence de cours d'eau et des nombreuses ressources en eau (mares, étangs, mini lacs)</li> </ul>	<b>Promotion, Relance et vulgarisation</b>	-Création d'un complexe communal (agropastoral)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- cadres</li> <li>-agents de maîtrise</li> <li>-ouvriers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- superficies cultivées</li> <li>-rendements d'échelle</li> <li>-main d'œuvre formée</li> <li>-quantités et qualités d'intrants utilisées</li> <li>-quantités et qualités d'intrants distribuées</li> <li>-quantités et qualité des produits développés</li> <li>-ressources mobilisées</li> <li>-revenus générés</li> </ul>	-réalisation des études de faisabilité
			-création des pépinières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- cadres</li> <li>-agents de maîtrise</li> <li>-ouvriers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- superficies exploitées</li> <li>-rendements par spéculation</li> <li>-main d'œuvre induite</li> <li>-quantités et qualités d'intrants utilisées</li> <li>-produits agropastoraux développés</li> <li>-ressources mobilisées</li> <li>-revenus générés</li> </ul>	-réalisation des études de faisabilité
			-création de nouvelles plantations des produits vivriers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- cadres</li> <li>-agents de maîtrise</li> <li>-ouvriers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-- superficies exploitées</li> <li>-rendements par spéculation</li> <li>-augmentation de la main d'œuvre formée</li> <li>-Maîtrise des quantités et qualités d'intrants utilisées</li> <li>-produits agropastoraux développés</li> <li>-ressources mobilisées</li> <li>-revenus générés</li> </ul>	-réalisation des études de faisabilité
			-création de nouvelles plantations des produits de rente	<ul style="list-style-type: none"> <li>- cadres</li> <li>-agents de maîtrise</li> <li>-ouvriers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- superficies exploitées</li> <li>-rendements par spéculation</li> <li>-main d'œuvre induite</li> <li>-quantités et qualités d'intrants utilisées</li> <li>-produits développés</li> </ul>	-réalisation des études de faisabilité

Secteur	Potentialités/atouts	Axes stratégiques	AGR possible	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations
	-existence et disponibilité des pâtures et des terres agricoles -disponibilité des sites piscicoles				-ressources mobilisées -revenus générés	
			-création de nouvelles plantations des cultures pérennes	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	-nbre de plantations -superficie de chaque plantation -type de cultures	-réalisation des études de faisabilité
			-construction et équipement d'une centrale d'achat des produits vivriers	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-construction de magasins de stockage des produits vivriers	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-création des unités de transformation des produits agricoles	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-alevinage	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	-nbre d'étangs -périmètre de chaque étang -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par microprojet	-réalisation des études de faisabilité
			-aquaculture	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	-nbre d'étangs -périmètre de chaque étang -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par microprojet	-réalisation des études de faisabilité
			- Construction et	<b>- cadres</b>	- capacité nominale des équipements	-réalisation

Secteur	Potentialités/atouts	Axes stratégiques	AGR possible	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations
			équipement d'un abattoir municipal	<b>-agents de maîtrise -ouvriers</b>	-quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	des études de faisabilité
			- Construction et équipement d'une boucherie	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-construction et équipement d'une chambre froide	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-construction des fermes avicoles	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-élevage de bovins	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	-quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-élevage du petit bétail	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	-quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-construction et équipement de porcheries	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-. Construction d'un marché de bétails	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité

Secteur	Potentialités/atouts	Axes stratégiques	AGR possible	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations
<b>Forêt et faune</b>	-Existence des ressources forestières et fauniques abondantes et variées	Développement des activités de la filière bois	-implantation des scieries	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-implantation des unités de production du charbon de bois	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-implantation des menuiseries bois	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
<b>Médecine traditionnelle (MINRESI)</b>	Abondance des plantes médicinales	- développement de la filière des plantes médicinales	Création des unités de collecte et de vente des produits dérivés des plantes médicinales	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
<b>Artisanat PME</b>	-Présence de matériaux	- Développement modernisation et expansion de l'artisanat	-création des unités de l'artisanat de production modernes	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-création des unités de l'artisanat d'art	<b>-cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
	-Existence des PME à moindre échelle	Développement et expansion des PME	-création des PME du secteur des assurances	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	-qualité des produits -revenus générés -nombre de PME induites par secteur -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-création des	<b>- cadres</b>	-quantité et qualité des produits	-réalisation

Secteur	Potentialités/atouts	Axes stratégiques	AGR possible	Possibilités d'emploi	Indicateurs d'impact	Observations
			PME de prestation de services	-agents de maîtrise -ouvriers	-revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	des études de faisabilité
			-création des établissements de service après vente	-cadres -agents de maîtrise -ouvriers	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
TIC	-Présence d'internet dans le centre urbain	Développement et expansion des TIC	-création des secrétariats bureautiques	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			Création des cybers café	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-création des centres TIC en milieu rural	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
Commerce	-Existence des structures commerciales de base très peu développées		-création des magasins polyvalents de stockage des produits	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-création des magasins de vente en gros	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
			-création des magasins spécialisés	- cadres -agents de maîtrise -ouvriers	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité

<b>Secteur</b>	<b>Potentialités/atouts</b>	<b>Axes stratégiques</b>	<b>AGR possible</b>	<b>Possibilités d'emploi</b>	<b>Indicateurs d'impact</b>	<b>Observations</b>
			-création des unités d'exploitation des carrières	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- capacité nominale des équipements -quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité
<b>Santé</b>			-création de pharmacies et mutuelles de santé	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	-quantité et qualité des produits -revenus générés -nbre d'emplois créés	-réalisation des études de faisabilité
<b>Microfinance</b>	-secteur porteur en raison du potentiel économique de la Commune		-création des établissements de microfinance	<b>- cadres -agents de maîtrise -ouvriers</b>	- qualité des produits -business-plan -revenus générés -nbre d'emplois créés par activités	-réalisation des études de faisabilité

**Source : résultat des diagnostics**

## **Recommendations**

La présentation de la situation de l'économie de la Commune de Tonga vient de montrer que les filières de production restent insuffisamment exploitées au regard d'importants atouts et potentialités qu'offre l'environnement local, national, voire international. Il s'agit par conséquent de tout mettre en œuvre pour pallier les insuffisances relevées au cours des différents diagnostics participatifs en œuvrant à la réalisation entre autres des projets ci-dessus répertoriés qui pourraient le cas échéant inverser la tendance actuelle et contribuer à l'apport d'une valeur ajoutée locale additionnelle significative.

Parmi les principales mesures de redressement à entreprendre sous l'égide de l'Institution communale et avec la participation active des services déconcentrés de l'Etat qui devraient jouer le rôle de régulateur et de facilitateur des activités conformément aux directives du DSCE figurent en première ligne :

- la participation active et en synergie de l'Exécutif municipal, du Conseil municipal et des Agents communaux à la mise en application des recommandations du PCD ;
- le renforcement des capacités de la Commune sur le plan organisationnel et structurel (adoption d'un organigramme fonctionnel, institution des cahiers des charges) et en matière de ressources humaines (redéploiement du personnel sur le double-plan qualitatif et quantitatif sur la base des postes de travail, formations, etc.), financières (réalisation des AGR, prévisions budgétaires réalistes, amélioration du taux de recouvrement des recettes) et matérielles (aménagement des infrastructures d'accueil, acquisition des équipements d'appoint sur la base d'un diagnostic stratégique);
- la mobilisation de l'épargne/ promotion des établissements de microfinances ;
- la mobilisation du secteur privé ;
- la réalisation d'un état des lieux (exhaustif) des partenaires actuels et potentiels de la Commune y compris les contribuables ;
- la maîtrise des conditionnalités liées aux appuis des différents partenaires techniques et financiers ;
- la maîtrise par les agents municipaux concernés, du processus de gestion des microprojets productifs et des projets d'infrastructures locaux;
- la refondation de la gestion des relations entre la Commune et ses différents partenaires y compris dans le cadre de la coopération décentralisée;
- la mise en œuvre d'un plan de communication dont l'un des aspects porterait sur la publicité des activités de développement en général et du PCD en particulier appelé à constituer un véritable instrument de promotion des projets ciblés ; cette publicité pourrait se faire entre autres par voie d'internet et/ou moyennant une revue circonstanciée ;
- l'instauration d'un débat contradictoire sur la vie de la Commune élargi à tous les partenaires.

## **V.- PLANIFICATION STRATEGIQUE**

## V.- PLANIFICATION STRATEGIQUE

### 5.1.- VISION ET OBJECTIFS DU PCD DE LA COMMUNE DE TONGA

#### 5.1.1.- Vision

- Faire de l'espace communal de Tonga un pôle autonome émergent et viable à l'horizon 2035

#### 5.1.2.- Objectifs

##### Objectif général :

- Améliorer la compétitivité et l'attractivité de la Commune de Tonga en vue de son émergence en 2035.

##### Objectifs spécifiques

Tenant compte des principales orientations du DSCE, de la vision du Développement de la Commune de Tonga à l'horizon 2035 ci-dessus énoncée et de l'analyse des résultats du diagnostic participatif (DPNV, DIC, DEUC) par les acteurs impliqués au processus d'élaboration du PCD, les objectifs spécifiques identifiés pour atteindre l'objectif général portent sur:

- la stratégie de la croissance ;
- la stratégie de l'emploi ;
- la gouvernance locale.

#### OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA STRATEGIE DE CROISSANCE

1. **En matière d'infrastructures**, la Commune entend réaliser avec l'appui technique et financier de ses partenaires, les infrastructures ciblées dans les secteurs concernés (énergie et eau, travaux publics, transport, poste et télécommunication, développement urbain et habitat, gestion domaniale).

2. **En matière de modernisation de l'appareil de production**, la Commune entend :i) s'appuyer sur la stratégie de développement du secteur rural adoptée en 2005 et sur les résultats mitigés de son développement agricole actuel pour lancer, voire susciter l'accroissement de la production agricole en vue de satisfaire non seulement les besoins alimentaires, mais également en vue de voir s'intensifier les unités agro-industrielles. Dans ce cadre :

- un accent sera mis sur l'accessibilité et la disponibilité des facteurs de production notamment la terre, l'eau et les intrants agricoles et sur le désenclavement des zones de production à l'instar des villages abandonnés pendant la période des troubles ayant précédé l'accession du pays à l'indépendance (de 1957 à 1960).
- également, il s'agira pour la Commune d'adresser des plaidoyers auprès des pouvoirs publics ainsi que dans le cadre de la coopération décentralisée pour maîtriser son potentiel en ressources minérales et susciter leur exploitation et transformation
- il s'agira aussi de favoriser l'émergence d'un tissu artisanal et des PME viables à travers la constitution des COOP/GIC, et l'appui à la formation .Il en est de même de l'industrie

3. **En ce qui concerne le développement humain**, l'objectif spécifique consiste :

- à faciliter l'accès aux soins de santé et à une éducation de qualité,
- à susciter l'implantation des établissements de formation professionnelle dans le cadre des activités génératrices de revenus pour la population en général et les jeunes/populations vulnérables en particulier,
- à adresser un plaidoyer auprès des partenaires publics et privés en vue de la construction d'un Centre de Promotion de la Femme et de la Famille (aspect genre),
- à œuvrer à la construction d'un Centre Social d'Arrondissement (insertion des personnes vulnérables),

- et à élargir le champ de la sécurité sociale en transformant les emplois informels des corps de métiers en emplois formels.
- 4. En ce qui concerne l'intégration régionale et la diversification des échanges commerciaux,** l'objectif spécifique est de saisir l'opportunité qu'offrent le potentiel de l'économie rurale, la proximité de la route nationale N°4, le dynamisme des populations, l'exploitation optimale des terres cultivables judicieusement déterminées par le Plan d'Occupation des Sols (POS) et le Plan Cadastral et, le désenclavement prévisible des zones de production rurale pour dégager des excédents qui seront écoulés dans d'autres localités (Cameroun, CEMAC)
  - 5. En ce qui concerne le financement des activités socio-économiques,** l'objectif consiste à parvenir à la mise en place au niveau local des structures de financement à travers la mobilisation de l'épargne locale, la promotion des établissements de microfinance, le plaidoyer auprès des banques en vue de l'implantation de leurs guichets/succursales à Tonga.

#### **OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA STRATEGIE DE L'EMPLOI**

- 1. En matière d'emploi salarié,** l'objectif spécifique est de mettre en place un cadre incitatif basé sur la promotion des projets et programmes spécifiques à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) à l'échelon local, y compris pour les couches sociales vulnérables.
- 2. En matière d'auto emploi ciblé,** à l'instar du complexe agropastoral déjà retenu et dont la réalisation est programmée sur fonds conjoints du Budget communal et des allocations PNDP, l'objectif est la promotion du secteur rural, de l'artisanat et des services. Sont visés:
  - l'incitation à la création des entreprises de moyenne importance dans le secteur agropastoral. Cet objectif auquel viendrait se greffer la construction d'un abattoir municipal pourrait constituer un palliatif à la destruction intense de la biodiversité ;
  - l'appui à la formation au montage des projets agricoles, d'élevage et piscicoles ;
  - et bien entendu, la facilitation de l'accès aux crédits et aux intrants agricoles, ainsi que l'insertion des jeunes diplômés ou non dans les différentes filières de l'économie locale.
- 3. En matière de migration du secteur informel vers le secteur formel,** l'objectif spécifique vise la facilitation de l'enregistrement administratif y compris en matière d'accès à la sécurité sociale, la formation de ces acteurs à la tenue d'une comptabilité légère et l'appui à l'installation et au financement (FNE, CAPA, programme divers etc.).
- 4. En matière d'incitation,** la Commune entend s'appuyer sur les sectoriels pour la diffusion des incitations prises à l'échelon national à l'effet de favoriser la création des valeurs ajoutées dans les secteurs productifs et d'infrastructures (Charte des investissements, zones économiques)

#### **OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA GOUVERNANCE LOCALE**

- 1. En matière de sécurité des personnes et des biens,** l'objectif spécifique consiste à diffuser jusque dans les villages les lois et les règlements en vigueur en général et ceux relatifs à la propriété foncière en particulier.
- 2. En matière de lutte contre la corruption,** l'objectif est l'information des populations sur les risques liés à ce fléau décrié par les pouvoirs publics.
- 3. En matière d'accès à l'information,** l'objectif est de faciliter l'implantation des radios rurales voire des chaînes de télévisions privées.
- 4. En matière de gestion de l'environnement et le développement durable,** l'atteinte de la norme 800 ha d'espaces verts plantés pour 1 000 habitants.

## 5.2.- CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR

### 5.2.1.- Cadre logique de la Commune

**Problème : Fonctionnement non optimal de l'Institution communale en matière de gestion des ressources humaines, des ressources financières, des ressources patrimoniales et des relations**

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Optimiser le fonctionnement de l'institution communale à l'horizon 2035</b>			
<b>Objectifs spécifiques Résultats</b>		<b>OPTIMISER LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>			
OS-1		<b>OS-1.1.-Adopter un barème de salaires mensuels pour l'Exécutif communal</b>	Montant des salaires mensuels	Bulletins de solde	Adoption par le CM
		<b>OS-1.2.-Répartir les tâches aux Adjoints au Maire conformément à la réglementation en vigueur</b>	Enumération des tâches de chacun des Adjoints au Maire	Note de Service	Signature de la Note par le Maire
		<b>OS-1.3.-doter la Commune d'un organigramme opérationnel en rapport avec l'organigramme type réglementaire</b>	-Ratio nombre de services opérationnels sur nombre de services de l'organigramme -Nombre de postes de travail	Organigramme opérationnel	Adoption par le CM et mise en œuvre par le Maire
		<b>OS-1.4.-Recruter d'autres agents et procéder aux nominations et affectations sur la base des postes de travail</b>	-Ratio agents recrutés sur postes de travail disponibles -Ratio par service du nombre d'agents reçus sur le nombre de postes de travail prévus	-Actes de recrutement -Actes de nomination -Actes d'affectation -Organigramme opérationnel	Mise en œuvre par le Maire en rapport avec le CM
		<b>OS-1.5.-Adopter et mettre en œuvre les mécanismes de suivi évaluation (cahiers des charges) des agents</b>	-ratio nombre de cahiers des charges par agent sur nombre d'agents -rapport nombre d'agents notés annuellement sur nombre d'agents en service	-différents cahiers des charges -Bulletins de notes des agents	Action volontariste de l'Exécutif
		<b>OS-1.6.-Régulariser dans le cadre du budget 2012 le recrutement de 02 agents temporaires de la Commune employés continuellement</b>	N° du livret CNPS de chaque agent Bulletins de paie	Décisions de recrutement Livrets de souscription à la CNPS	Production des dossiers de recrutement

		depuis plus de 02 ans	Décisions de recrutement		
		<b>OS-1.7.-Former les agents des services concernés en Comptabilité publique</b>	Nombre se personnes formées	Rapports de formation Fiches de présence	Inscription au Budget
		<b>OS-1.8.- Former les agents des services concernés en Elaboration des DAO</b>	Nombre se personnes formées	Rapports de formation Fiches de présence	Inscription au Budget
		<b>OS-1.9.-Former tout le personnel en utilisation de l'outil informatique</b>	Nombre se personnes formées	Rapports de formation Fiches de présence	Inscription au Budget
		<b>OS-1.10- Sensibiliser à travers un atelier les agents des services sur l'Impact de la décentralisation sur les activités de l'Institution</b>	Nombre se personnes formées	Rapports de formation Fiches de présence	Inscription au Budget
		<b>-OS-1.11.- Former les agents des services en Rédaction administrative</b>	Nombre se personnes formées	Rapports de formation Fiches de présence	Inscription au Budget
		<b>OS-1.12.-Résorber en 2012 la dette de 3 857 984 FCFA correspondant au paiement des indemnités d'avancement et de fonction</b>	Rapport montant payé sur montant dû	-fichier paie du personnel communal -bulletins de paie du personnel concerné	Inscription au Budget communal
		<b>OS-1.13.-Inscrire au budget communal 2012 le versement des cotisations CNPS dues pour la période 2006 à 2011 évaluées à 1 643 000 FCFA</b>	Montant reversé à la CNPS	-quittance de versement	Inscription au budget communal
	<b>OS-2</b>	<b>OPIMISER LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES</b>			
		<b>OS-2.1-Instaurer une démarche participative à la phase de préparation du Budget élargie à tous les partenaires</b>	Nombre de personnes présentes aux réunions préparatoires à l'élaboration du Budget communal chaque année	Fiches de présence aux réunions préparatoires Rapports des réunions préparatoires	Invitation des participants par le Maire
		<b>OS-2.2.-établir le fichier exhaustif des contribuables</b>	Nombre de contribuables par corps de métier	Fichier des contribuables	Recensement des contribuables
		<b>OS-2.3.-Mettre à jour le fichier exhaustif des partenaires techniques et financiers de la Commune</b>	Nombre de partenaires techniques et financiers par centre d'intérêt	fichier des partenaires techniques et financiers	Inventaire des partenaires techniques et financiers

	<b>OS-2.4.-Mettre en conformité les comptes administratifs des exercices 2007, 2008, et 2009</b>	Résultats comptables certifiés des comptes des exercices 2007, 2008 et 2009	Comptes Administratifs certifiés des exercices 2007, 2008 et 2009	Apport des mesures correctives appropriées
	<b>OS-2.5.-Tenir la comptabilité analytique conformément à la réglementation en vigueur</b>	Résultats chiffrés des comptes analytiques annuels	Comptes analytiques annuels	
	<b>OS-2.6.-Elargir l'assiette fiscale au regard des opportunités offertes par les compétences transférées aux communes</b>	Montant des recettes additionnelles liées aux opportunités offertes par les compétences transférées aux communes	Etats des recouvrements annuels	Appropriation des compétences transférées
	<b>OS-2.7.-plaidoyer auprès du MINATD en vue de la nomination d'un Receveur Municipal</b>	Nom du Receveur Municipal propre à la Commune nommé Date de nomination	Arrêté de nomination Attestation de prise de service	Saisine MINATD/MINF I
<b>PROMOUVOIR LES AGR</b>				
	<b>OS-2.8.-Réaliser un complexe agropastoral</b>	- superficies cultivées -rendements par spéculation -main d'œuvre formée -quantités et qualités d'intrants utilisées -quantités et qualités d'intrants distribuées -quantités et qualité des produits développés -ressources mobilisées -revenus générés	Rapports exécutifs des réalisations Bilans d'exploitation annuels	Réalisation des études de faisabilité Mobilisation des ressources
	<b>OS-2.9.-construire les toilettes opérationnelles au marché de Tonga centre</b>	Nombre des toilettes construites Coût de réalisation Recettes annuelles tirées de l'exploitation	PV de réception Bilans d'exploitation annuels	Mobilisation des ressources

	<b>OS-2.10.-construire les hangars aux marchés de Bandounga et de Bitchoua Nord</b>	Nombre des toilettes construites Coût de réalisation Recettes annuelles tirées de l'exploitation	PV de réception Bilans d'exploitation annuels	-//-
	<b>OS-2.11.-construire une gare routière</b>	Nombre des toilettes construites Coût de réalisation	PV de réception Bilans d'exploitation annuels	-//-
	<b>OS-2.12.-aménager une gare pour motos taxis</b>	Nombre des toilettes construites Coût de réalisation Recettes annuelles tirées de l'exploitation	PV de réception Bilans d'exploitation annuels	-//-
	<b>OS-2.13.-construire un abattoir municipal</b>	Nombre des toilettes construites Coût de réalisation Recettes d'exploitation annuelles	PV de réception Bilans d'exploitation annuels	-//-
	<b>OS-2.14.-Construction d'un marché moderne à Tonga centre</b>	Capacité d'accueil du marché	PV de réception Bilans d'exploitation	-//-
<b>OS-3</b>	<b>OPTIMISER LA GESTION DES RESSOURCES PATRIMONIALES</b>			
	<b>OS-3.1.-Obtenir les titres de propriété des terrains communaux</b>	Date d'obtention des titres fonciers Lieux et superficies	PV de bornage Titres fonciers des terrains	Engagement de la procédure
	<b>PS-3.2.-Construire une clôture autour de l'immeuble siège</b>	Périmètre de la clôture Coût des travaux	PV de réception	Mobilisation des ressources
	<b>OS-3.3.-Aménager la voie d'accès à l'immeuble siège</b>	Longueur du tronçon Coût des travaux	PV de réception	Inscription au BIP (MINDUH)
	<b>OS-3.4.-Mettre en fonctionnement les installations techniques de l'immeuble siège</b>	Inventaire quantitatif et qualitatif des installations non fonctionnelles Coût de mise en	PV de réception	Inscription au Budget communal

		fonctionnement		
	<b>OS-3.5.-Aménager les parvis (VRD) de l'immeuble siège</b>	Inventaire quantitatif et qualitatif des travaux Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux	-//-
	<b>OS-3.6.-Réfectionner les autres bâtiments communaux</b>	-//-	//	-//-
	<b>OS-3.7.-Installer les utilités (eau, électricité, etc.) au Foyer Municipal</b>	-//-	//	-//-
	<b>OS-3.8.-Acquérir les véhicules utilitaires</b>	Coût d'acquisition	PV de réception	
	<b>OS-3.9.-Acquérir les équipements de voirie</b>		PV de réception	
	<b>OS-3.10.-Construire un mini complexe sportif</b>	Inventaire quantitatif et qualitatif des installations Coût des travaux	PV de réception	Mobilisation des ressources
<b>OS-4</b>	<b>OPTIMISER LA GESTION DES RELATIONS</b>			
	<b>OS-4.1.-instaurer les réunions mensuelles de coordination de l'Exécutif communal</b>	Nombre de réunions tenues par mois	CR des réunions Feuilles de présence	Invitations par le Maire
	<b>OS-4.2.-Instaurer les réunions hebdomadaires d'évaluation des activités par service</b>	Nombre de réunions tenues par mois	CR des réunions Feuilles de présence	-//-
	<b>OS-4.3.-Instaurer les réunions périodiques entre l'Exécutif communal et l'ensemble du personnel</b>	Nombre de réunions tenues par mois	CR des réunions Feuilles de présence	-//-
	<b>OS-4.4.-Instaurer des réunions de concertation avec les services administratifs déconcentrés</b>	Nombre de réunions tenues par an	CR des réunions Feuilles de présence	-//-
	<b>OS-4.5.-Aménager une cantine pour le personnel</b>	Nombre de repas servis	Reçus de paiement	
	<b>OS-4.6.-Promouvoir les activités sportives</b>	Nombre de pratiquants	Liste des sportifs par discipline	Disponibilité des espaces
	<b>OS-4.7.-Mettre en œuvre un plan de communication communal</b>	01 plan de communication opérationnel	Plan de communication	
	<b>OS-4.8.-Susciter la création des centres spéciaux d'état-civil au centre de Tonga et dans les villages à grande population</b>	Nombre de nouveaux centres spéciaux d'état-civil avec leurs localisations respectives	Textes portant création des centres et désignation des officiers PV d'installation	

OPTIMISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES				
R-OS-1	R-OS-1.1.- Barème de salaires mensuels pour l'Exécutif communal adopté et appliqué	Montant des salaires mensuels	Bulletins de solde	Adoption par le CM
	R-OS-1.2.-Tâches aux Adjoints au Maire conformément à la réglementation en vigueur réparties	Enumération des tâches de chacun des Adjoints au Maire	Note de Service	Signature de la Note par le Maire
	R-OS-1.3.-Commune dotée d'un organigramme opérationnel en rapport avec l'organigramme type réglementaire	-Ratio nombre de services opérationnels sur nombre de services de l'organigramme -Nombre de postes de travail	Organigramme opérationnel	Adoption par le CM et mise en œuvre par le Maire
	R-OS-1.4.-Agents recrutés et affectés sur la base des postes de travail réalisées	-Ratio agents recrutés sur postes de travail disponibles -Ratio du nombre d'agents recrutés sur nombre de postes de travail prévus	-Actes de recrutement -Actes de nomination -Actes d'affectation -Organigramme opérationnel	Mise en œuvre par le Maire en rapport avec le CM
	R-OS-1.5.-Mécanismes de suivi évaluation (cahiers des charges) des agents adoptés et mis en œuvre	-ratio nombre de cahiers des charges par agent sur nombre d'agents -rapport nombre d'agents notés annuellement sur nombre d'agents en service	-différents cahiers des charges -Bulletins de notes des agents	Action volontariste de l'Exécutif
	R-OS-1.6-Les 02 Temporaires en activité depuis plus de 02 ans titularisés	N° du livret CNPS de chaque agent Bulletins de paie Décisions de recrutement	Décisions de recrutement Livrrets de souscription à la CNPS	Production des dossiers de recrutement
	R-OS-1.7.-Agents des services concernés formés en Comptabilité publique	Nombre se personnes formées	Rapports de formation Fiches de présence	Inscription au Budget
	R-OS-1.8.- Agents des services concernés formés en Elaboration des DAO	Nombre se personnes formées	Rapports de formation Fiches de présence	Inscription au Budget
	R-OS-1.9.-Personnel formé en utilisation de l'outil informatique	Nombre se personnes	Rapports de formation	Inscription au

		formées	Fiches de présence	Budget
	<b>R-OS-1.10-Agents des services Sensibilisés à travers un atelier sur l'Impact de la décentralisation</b>	Nombre se personnes formées	Rapports de formation Fiches de présence	Inscription au Budget
	<b>R-OS-1.11.- Agents des services formés en Rédaction administrative</b>	Nombre se personnes formées	Rapports de formation Fiches de présence	Inscription au Budget
	<b>OS-1.12.-Dette de 3 857 984 FCFA correspondant au paiement des indemnités d'avancement et de fonction résorbée</b>	Ratio montant payé sur montant dû	-fichier paie du personnel communal -bulletins de paie du personnel concerné	Inscription au Budget
	<b>R-OS-13.- le versement des cotisations CNPS dues pour la période 2006 à 2011 évaluées à 1 643 000 FCFA porté dans le budget communal 2012</b>	Montant reversé à la CNPS	-quittance de versement	
<b>R-OS.2</b>	<b>OPTIMISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES</b>			
	<b>R-OS-2.1- Démarche participative à la phase de préparation du Budget élargie à tous les partenaires Instaurée</b>	Nombre de personnes présentes aux réunions préparatoires à l'élaboration du Budget communal chaque année	Fiches de présence aux réunions préparatoires Rapports des réunions préparatoires	Invitation des participants par le Maire
	<b>R-OS-2.2.- Fichier exhaustif des contribuables établi</b>	Nombre de contribuables par corps de métier	Fichier des contribuables	Recensement des contribuables
	<b>R-OS-2.3.- Fichier exhaustif des partenaires techniques et financiers de la Commune mis à jour</b>	Nombre de partenaires techniques et financiers par centre d'intérêt	fichier des partenaires techniques et financiers	Inventaire des partenaires
	<b>R-OS-2.4.- Comptes administratifs des exercices 2007, 2008, et 2009 mis à jour</b>	Données statuistiques des comptes des exercices 2007, 2008 et 2009	Comptes Administratifs certifiés des exercices 2007, 2008 et 2009	Apport des mesures correctives
	<b>R-OS-2.5.-Comptabilité analytique tenue conformément à la réglementation en vigueur</b>	Résultats chiffrés des comptes analytiques annuels	Comptes analytiques annuels	
	<b>R-OS-2.6.- Assiette fiscale élargie au regard des opportunités offertes par les compétences transférées aux communes</b>	Montant des recettes additionnelles liées aux opportunités offertes par les	Etats des recouvrements annuels	Appropriation par la Commune des

		compétences transférées aux communes		compétences transférées
	R-OS-2.7.- Receveur Municipal nommé	01 Receveur Municipal nommé	Arrêté de nomination Attestation de prise	
<b>PROMOUVOIR LES AGR</b>				
	R-OS-2.8.- Complexe agropastoral réalisé	Superficies cultivées Main d'œuvre formée Quantités et qualités d'intrants Ressources mobilisées Revenus générés	Rapports exécutifs des réalisations Bilans d'exploitation annuels	-réalisation des études de faisabilité
	R-OS-2.9- Toilettes opérationnelles au marché de Tonga centre construit	Coût de réalisation Recettes annuelles tirées de l'exploitation	PV de réception Bilans d'exploitation annuels	Mobilisation des ressources
	R-OS-2.10.- Hangars aux marchés de Bandounga et de Bitchoua Nord construit	Coût de réalisation Recettes annuelles tirées de l'exploitation	PV de réception Bilans d'exploitation annuels	-//-
	R-OS-2.11.- Gare routière construite	Nombre des toilettes construites Coût de réalisation	PV de réception Bilans d'exploitation annuels	-//-
	R-OS-2.12.- Gare pour motos taxis aménagée	Coût de réalisation Recettes annuelles tirées de l'exploitation	PV de réception Bilans d'exploitation annuels	Mobilisation des ressources
	OS-2.13.- Abattoir municipal Construit	Coût de réalisation Recettes annuelles tirées de l'exploitation	PV de réception Bilans d'exploitation annuels	Mobilisation des ressources
	OS-2.14.-Marché moderne construit à Tonga centre	Capacité d'accueil du marché	PV de réception Bilans d'exploitation	Mobilisation des ressources
R-OS-3	<b>OPTIMISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES PATRIMONIALES</b>			
	R-OS-3.1.- Titres de propriété des terrains communaux Obtenus	Date d'obtention des titres fonciers Lieux et superficies	PV de bornage Titres fonciers des terrains	Engagement de la procédure

	<b>R-S-3.2.-</b> Clôture autour de l'immeuble siège Construite	Périmètre de la clôture Coût des travaux	PV de réception	Mobilisation des ressources
	<b>R-OS-3.3.-</b> Voie d'accès à l'immeuble siège Aménagée	Longueur du tronçon Coût des travaux	PV de réception	Inscription au BIP (MINDUH)
	<b>R-OS-3.4.-</b> Installations techniques de l'immeuble siège fonctionnelles	Inventaire quantitatif et qualitatif Coût des installations	PV de réception	Inscription au Budget
	<b>R-OS-3.5.-</b> Parvis (VRD) de l'immeuble siège Aménagés	Inventaire quantitatif et qualitatif des travaux Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux	-//-
	<b>R-OS-3.6.-</b> Autres bâtiments communaux Réfectionnés	-//-	//	-//-
	<b>R-OS-3.7.-</b> Utilités (eau, électricité, etc.) Installées au Foyer Municipal	-//-	//	-//-
	<b>R-OS-3.8.-</b> Véhicules utilitaires Acquis	Coût d'acquisition	PV de réception	
	<b>R-OS-3.9.-</b> Equipements de voirie Acquis		PV de réception	
	<b>R-OS-3.10.-</b> mini complexe sportif Construit	Inventaire quantitatif et qualitatif des installations Coût des travaux	PV de réception	Mobilisation des ressources
<b>OPTIMISATION DE LA GESTION DES RELATIONS</b>				
<b>R-OS-4</b>	<b>R-OS-4.1.-</b> Réunions mensuelles de coordination de l'Exécutif communal instaurées	Nombre de réunions tenues par mois	CR des réunions Feuilles de présence	Invitations par le Maire
	<b>R-OS-4.2.-</b> Réunions hebdomadaires d'évaluation des activités par service Instaurées	Nombre de réunions tenues par mois	CR des réunions Feuilles de présence	-//-
	<b>R-OS-4.3.-</b> Réunions périodiques entre l'Exécutif communal et l'ensemble du personnel Instaurées	Nombre de réunions tenues par mois	CR des réunions Feuilles de présence	-//-
	<b>R-OS-4.4.-</b> Réunions de concertation avec les services administratifs déconcentrés Instaurées	Nombre de réunions tenues par an	CR des réunions Feuilles de présence	-//-

		R-OS-4.5.-Cantine aménagée pour le personnel	Nombre de repas servis		Reçus de paiement	
		R-OS-4.6.-Promouvoir les activités sportives	Nombre de pratiquants		Liste des sportifs par discipline	Disponibilité des espaces
		R-OS-4.7.-plan de communication mis en œuvre	01 plan de communication opérationnel		Plan de communication	
		R-OS-4.8.-Nouveaux centres spéciaux d'état-civil opérationnels dans la Commune	Désignation et Nombre de nouveaux centres spéciaux d'état-civil		-//-	
<b>Activités</b>	<b>A-OS-1</b>			<b>Moyens</b>	<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
				Humain	Matérie I	financier
		<b>OPTIMISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (RH)</b>				
		A-OS-1.1.-Adoption et mise en œuvre d'un barème de salaires mensuels pour l'Exécutif communal	CM	fournitur es	Salaires	10 000 000
		A-OS-1.2.- Répartition des tâches aux Adjoints au Maire conformément à la réglementation	Maire	-//-		Coût Administratif
		A-OS-1.3.- Dotation de la Commune d'un organigramme opérationnel	CM	-//-	Frais de cession	1 250 000
		A-OS-1.4.- Recrutement/affectations des agents communaux sur la base des postes de travail	Maire CM	-//-	Salaires	30 000 000
		A-OS-1.5.- Adoption et mise en œuvre des mécanismes de suivi évaluation (cahiers des charges) des agents	Exécutif	-//-		Coût Administratif
		A-OS-1.6-Titularisation des 02 Temporaires en activité depuis plus de 02 ans	Exécutif CM	-//-	Salaires	5 000 000
		A-OS-1.7.-Formation des agents des services concernés en Comptabilité publique	-//-	-//-	-//-	Présentation d'un dossier
		A-OS-1.8.- Formation des agents des services concernés en Elaboration des DAO	Consult ant	-//-	rémunératio n	2 000 000
						-//-

	<b>A-OS-1.9.-Formation en informatique</b>	-//-	-//-	-//-	2 000 000	-//-
	<b>A-OS-1.10- Sensibilisation à travers un atelier des agents des services sur l'Impact de la décentralisation sur les activités de l'Institution</b>	-//-	-//-	-//-	2 000 000	-//-
	<b>A-OS-1.11.- Formation des agents des services en Rédaction administrative</b>	-//-	-//-	-//-	2 000 000	-//-
	<b>A-OS-1.12.-Paiement des arriérés d'indemnités d'avancement et de fonction</b>	Exécutif CM	-//-	Paie	3 857 984	-//-
	<b>R-OS-13.Reversement des cotisations CNPS dues pour la période 2006 à 2011</b>		Cotisatio	Paiement	1 643 000	
<b>A-OS-2</b>	<b>OPTIMISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES</b>					
	<b>A-OS-2.1-Instauration d'une démarche participative à la phase de préparation du Budget élargie à tous les partenaires</b>	Exécutif CM	Fournitu res		Coût Administratif	
	<b>A-OS-2.2.-Etablissement d'un fichier exhaustif des contribuables</b>	-//-	-//-		-//-	
	<b>A-OS-2.3.- Mise à jour d'un fichier exhaustif des partenaires techniques et financiers</b>	-//-	-//-		-//-	
	<b>A-OS-2.4.-Mise en conformité des comptes administratifs des exercices 2007, 2008, et 2009</b>	-//-	-//-		-//-	
	<b>A-OS-2.5.-Tenue de la comptabilité analytique conformément à la réglementation en vigueur</b>	-//-	-//-		-//-	
	<b>A-OS-2.6.-Elargissement de l'assiette fiscale au regard des opportunités offertes par les compétences transférées aux communes</b>	-//-	-//-		-//-	
	<b>A-OS-2.7.-Plaidoyer auprès du MINATD en vue de la nomination d'un Receveur Municipal</b>	-//-	-//-		-//-	
	<b>OPTIMISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES : PROMOTION DES AGR</b>					
	<b>A-OS-2.8.-élaboration des TDR d'un projet de création d'un complexe communal (agropastoral)</b>	Consult.	-//-	Rémun.	500 000	
	-lancement de l'appel d'offre et sélection d'un consultant	CPM	-//-	Frais de cession	1 000 000	
	<b>Construction du complexe agropastoral</b>	Entrep.	-//-	Rémun.	61 500 000	

		CPM				
	<b>A-OS-2.9.- Mobilisation des ressources</b>	Exécutif CM	Fournitures		Coût Administratif	
	Construction des Toilettes opérationnelles au marché de Tonga centre	Entrep.		Rémun.	8 000 000	
	<b>A-OS-2.10.- Mobilisation des ressources</b>	Exécutif CM	Fournitures		Coût Administratif	
	Sélection d'un entrepreneur	CPM	-//-	Frais de cession	1 000 000	
	Construction des Hangars aux marchés de Bandounga et de Bitchoua Nord	Entrep.		Rémun.	16 000 000	
	<b>A-OS-2.11.- Mobilisation des ressources</b>	Exécutif CM	Fournitures		Coût Administratif	
	Sélection d'un entrepreneur	CPM	-//-	Frais de cession	1 000 000	
	Aménagement de la Gare routière	Entrep.		Rémun.	8 000 000	
	<b>A-OS-2.12.- Mobilisation des ressources</b>	Exécutif CM	Fournitures		Coût Administratif	
	Aménagement de la Gare pour motos taxis	Entrep.		Rémun.	2 000 000	
	<b>A-OS-2.13.- Mobilisation des ressources</b>	Exécutif CM	Fournitures		Coût Administratif	
	Sélection d'un entrepreneur	CPM	-//-	Frais de cession	5 000 000	
	Construction d'un Abattoir municipal					
	<b>A-OS-2.14.-Mobilisation des ressources</b>	Exécutif CM	Fournitures		Coût Administratif	
	Elaboration des TDR	Entrep.		Rémun.	1 000 000	
	Elaboration des études de faisabilité	Entrep.		Rémun.	10 000 000	
	Construction d'un marché moderne à Tonga centre	-//-		-//-	200 000 000	
	<b>A-OS-3 OPTIMISATION DE LA GESTION DES RESSOURCES PATRIMONIALES (GRP)</b>					
	<b>A-OS-3.1.-Obtention des titres de propriété des terrains communaux</b>	Exécutif CM	Fournitures	Frais divers	15 000 000	

	<b>A-OS-3.2.-Mobilisation des ressources</b>	Exécutif CM	Fournitures		Coût Administratif	
	Construction d'une clôture autour de l'immeuble siège	Entrepreneur		Rémunération	3 000 000	
	<b>A-OS-3.3.-Aménagement de la voie d'accès à l'immeuble siège</b>	-//-		-//-	PM	Sur BIP MINDUH
	<b>A-OS-3.4.-Mise en fonctionnement des installations techniques de l'immeuble siège</b>	-//-		-//-	1 000 000	Inscription au Budget com.
	<b>A-OS-3.5.-Aménagement des parvis (VRD) de l'immeuble siège</b>	-//-		-//-	10 000 000	Inscription au Budget com.
	<b>A-OS-3.6.-Réfection des autres bâtiments communaux</b>	-//-		-//-	10 000 000	Inscription au Budget com.
	<b>A-OS-3.7.-Installation des utilités (eau, électricité, etc.) au Foyer Municipal</b>	-//-		-//-	1 000 000	Inscription au Budget com.
	<b>A-OS-3.8.-Acquisition d'un véhicule utilitaire</b>	-//-		-//-	25 000 000	Inscription au Budget com.
	<b>A-OS-3.9.-Acquisition des équipements de voirie</b>	-//-		-//-	15 000 000	Inscription au Budget com.
	<b>A-OS-3.10.-Mobilisation des ressources</b>	Exécutif CM	Fournitures		Coût Administratif	
	Construction d'un mini complexe sportif	Entrep.		Rémun.	15 000 000	
	<b>A-OS-4.-OPTIMISATION DE LA GESTION DES RELATIONS (GR)</b>					
	<b>A-OS-4.1.-instauration des réunions mensuelles de coordination de l'Exécutif communal</b>	Exécutif		Pauses café	100 000	
	<b>A-OS-4.2.-Instauration des réunions hebdomadaires d'évaluation des activités par service</b>	Personnels		-//-	500 000	
	<b>A-OS-4.3.- Instauration des réunions périodiques entre l'Exécutif communal et l'ensemble du personnel</b>	Personnels Exécutif		-//-	400 000	
	<b>A-OS-4.4.- Instauration des réunions de concertation avec les services administratifs déconcentrés</b>	Exécutif Sectoriels		-//-	500 000	

		<b>A-OS-4.5.-Aménagement d'une cantine pour le personnel</b>	Exécutif Person.		-//-	PM	Etude de faisabilité
		<b>A-OS-4.6.-Promotion des activités sportives</b>	Exécutif Person.		Equips sportifs	1 000 000	
		<b>A-OS-4.7.-Mise en œuvre d'un plan de communication communal</b>	-//-	Fournitures		Coût Administratif	
		<b>A-OS-4.7.-Plaidoyer auprès du MINATD pour la création de nouveaux centres spéciaux d'état-civil</b>	Exécutif CM			Coût administratif	
<b>TOTAL COMMUNE</b>						<b>470 750 984</b>	

**Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics**

### 5.2.2.- Cadre Logique du secteur Affaires Sociales

**Problème : Insuffisance des actions d'appui et d'encadrement des populations vulnérables**

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Assurer la prise en charge et la protection sociale d'au moins 80% des personnes vulnérables de l'arrondissement de Tonga à l'horizon 2035</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	Doter la Commune d'un Centre Social d'Arrondissement (CSA) opérationnel	Inventaire quantitatif et qualitatif des réalisations Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux	Inscription au BIP (MINAS)
	<b>OS-2</b>	Améliorer la connaissance des populations cibles et connaître leurs besoins spécifiques	-nombre des personnes vulnérables par nature	Résultats des recensements et des enquêtes	Plaidoyer auprès du MINAS
	<b>OS-3</b>	Favoriser la création des OSC de prise en charge des populations cibles	-nombre d'OSC opérationnels dans l'arrondissement de Tonga	Fichier des OSC de la DDAS/NDE	-//-
	<b>OS-4</b>	<b>RELANCER L'ACTION SOCIALE PAR DES CAMPAGNES CIBLEES</b>			
		<b>OS-4.1.-soutenir la scolarisation de 50 OEV par an</b>	Nombre d'OEV dont la scolarisation est effectivement prise en charge Montants payés par OEV	Rapports annuels de la DDAS/NDE Fiches individuelles de prise en charge	-//-

		<b>OS-4.2.-Assurer l'alimentation en produits de première nécessité de 50 grabataires par an</b>	Nombre de grabataires dont l'alimentation est prise en charge Liste et coûts respectifs des produits offerts par grabataire	-//-	-//-
		<b>OS-4.3.-Appuyer la réalisation des AGR par 50 indigents et nécessiteux par an</b>	-nombre d'AGR réalisées -montant des fonds alloués par AGR par an	-//-	-//-
		<b>OS-4.4.-Structures partenaires effectivement appuyées financièrement à concurrence de 2 000 000 FCFA par structure par an</b>	-nombre de structures partenaires subventionnées par an Montant alloué par structure	-//-	-//-
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	Commune dotée d'un Centre Social d'Arrondissement (CSA) opérationnel	Inventaire quantitatif et qualitatif des réalisations Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux	Inscription au BIP (MINAS)
	<b>R-OS-2</b>	Connaissance des populations vulnérables et des besoins spécifiques améliorée	-nombre des personnes vulnérables par nature	Résultats des recensements et des enquêtes	Plaidoyer auprès du MINAS
	<b>R-OS-3</b>	OSC de prise en charge des populations vulnérables créés et opérationnels	-nombre d'OSC opérationnels dans l'arrondissement de Tonga	Fichier des OSC de la DDAS/NDE	-//-
	<b>R-OS-4</b>	<b>RELANCER L'ACTION SOCIALE PAR DES CAMPAGNES CIBLEES</b>			
	<b>R-OS-4.1.-Scolarisation de 50 OEV soutenues par an</b>	Nombre d'OEV dont la scolarisation est effectivement prise en charge Montants payés par OEV	Rapports annuels de la DDAS/NDE Fiches individuelles de prise en charge	-//-	
	<b>R-OS-4.2.-Alimentation en produits de première nécessité de 50 grabataires par an assurée</b>	Nombre de grabataires dont l'alimentation est prise en charge Liste et coûts respectifs des produits offerts par grabataire	-//-	-//-	
	<b>R-OS-4.3.-Réalisation des AGR par 50 indigents et nécessiteux par an assurée</b>	-nombre d'AGR réalisées -montant des fonds alloués par AGR	-//-	-//-	
	<b>R-OS-4.4.-Structures partenaires effectivement appuyées financièrement à concurrence de 2 000 000 FCFA par structure par an</b>	-nombre de structures partenaires subventionnées par an Montant alloué par structure	Rapports annuels de la DDAS/NDE Fiches individuelles de prise en charge	-//-	

Activités			Moyens			Coût FCFA	Conditions préalables de réalisation
			Humain	Matériel	financier		
<b>A-OS-1</b>	Plaidoyer auprès du MINAS pour inscription au BIP des travaux de construction du CSA de Tonga	Exécutif CM	Fournitures			Coût administratif	Disposer d'un site
	Construction du CSA de Tonga	Entrepreneur		Rémunération		100 000 000	
	Plaidoyer auprès du MINAS pour inscription au BIP de l'acquisition des équipements du CSA	Exécutif CM	Fournitures			Coût administratif	
	Acquisition des équipements	fournisseur		Paiement Facture		53 000 000	
<b>A-02</b>	Recensement des populations vulnérables	Consultant		Rémunér.		3 000 000	
<b>A-03</b>	Plaidoyer auprès du MINAS pour création des OSC de prise en charge des populations cibles	Exécutif CM	Fournitures			Coût administratif	
<b>A-04</b>	<b>R-OS-4.1.-Soutien à la scolarisation de 50 OEV</b>	D/DDAS Exécutif		Subvention directe		3 000 000	
	<b>R-OS-4.2.-Soutien à l'alimentation en produits de première nécessité de 50 grabataires par</b>	D/DDAS Exécutif		-//-		2 500 000	
	<b>R-OS-4.3.-Soutien à la réalisation des AGR par 50 indigents et nécessiteux par an</b>	D/DDAS Exécutif		-//-		5 000 000	
	<b>R-OS-4.4.-Appui aux structures partenaires à concurrence de 1 500 000 FCFA</b>	D/DDAS Exécutif		-//-		1 500 000	
<b>TOTAL AFFAIRES SOCIALES</b>						<b>168 000 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.3.- Cadre Logique du secteur Jeunesse

Problème : Insuffisance des infrastructures et des structures d'encadrement et d'appui aux activités génératrices de revenus (AGR) de la jeunesse locale

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	<b>Faciliter l'insertion socioéconomique de plus de 50% de jeunes de Tonga à l'horizon 2035</b>			

<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	Doter la ville de Tonga d'un Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes (CMPJ) à Tonga centre	Description quantitative et qualitative des réalisations Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux		
	<b>OS-02</b>	Doter les villages de Babitchoua, à Baloua et à Bandounga respectivement d'un Foyer des Jeunes fonctionnel	Inventaire quantitatif et qualitatif des réalisations Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux		
	<b>OS-3</b>	Assurer la formation, l'insertion socioéconomique et le financement des microprojets de 25 jeunes par an à raison de 1 000 000 FCFA par microprojet	-nombre des jeunes formés -nombre des jeunes réinsérés -nombre des microprojets financés et montant par microprojet	Rapports Attestations de formation Feuilles de présence		
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	CPMJ de Tonga centre construit	Inventaire quantitatif et qualitatif des réalisations Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif		
	<b>R-OS-2</b>	-Foyers des jeunes de Babitchoua, de Baloua et de Bandounga opérationnels	Inventaire quantitatif et qualitatif des réalisations Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux		
	<b>R-OS-3</b>	-formation, insertion socioéconomique et financement des microprojets de 25 jeunes par an à raison de 1 000 000 FCFA par microprojet réalisés	-nombre des jeunes formés -nombre des jeunes réinsérés -nombre des microprojets financés et montant par microprojet	Rapports Attestations de formation Feuilles de présence		
<b>Activités</b>	<b>A-OS-1</b>		<b>Moyens</b>	<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>	
		-plaidoyer auprès du MINJEUN pour inscription au BIP des travaux de construction du CMPJ	Humain Exécutif CM	Matériel Fournitures	financier Coût administratif (CA)	Disposer d'un site
		-construction du CMPJ de Tonga	Entrepreneur		Rémunér.	100 000 000
		-plaidoyer auprès du MINJEUN pour	Exécutif	Fournitures		Coût

	affectation du personnel d'encadrement au CMPJ	CM			administratif (CA)	
	-plaidoyer auprès du MINJEUN pour inscription au BIP de l'acquisition des équipements	Exécutif CM	Fournitures		Coût administratif (CA)	
	-équipement du CMPJ de Tonga	Entrepreneur		Rémunér.	50 000 000	
<b>A-OS-2</b>	-plaidoyer auprès du MINJEUN pour inscription au BIP des travaux de construction des Foyers des jeunes de Babitchoua, de Baloua et de Bandounga	Exécutif CM	Fournitures		Coût administratif (CA)	
	-construction de 03 Foyers des jeunes respectivement à Babitchoua, Baloua et Bandounga	Entrepreneur		Rémunér.	24 000 000	
	-plaidoyer auprès du MINJEUN pour affectation du personnel d'encadrement	Exécutif CM	Fournitures		Coût administratif (CA)	
	-plaidoyer auprès du MINJEUN pour inscription au BIP de l'acquisition des équipements	Exécutif CM	Fournitures		Coût administratif (CA)	
	-équipement des Foyers des jeunes de Babitchoua, de Baloua et de Bandounga	Entrepreneur		Rémunér.	5 000 000	
<b>A-OS-3</b>	-formation, insertion socioéconomique et financement des microprojets de 25 jeunes par an à raison de 1 000 000 FCFA par microprojet réalisés	Consultant		Rémunér.	25 000 000	
<b>TOTAL JEUNESSE</b>					<b>204 000 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.4.- Cadre logique du secteur Elevage, Pêche et Industries Animales

Problème : rendement relativement bas du secteur Elevage, Pêche et Industries Animales

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global		amélioration des conditions de vie des populations en produisant plus en quantité et en qualité			
Objectifs spécifiques	OS-1	Créer, construire et équiper 02Centres Zootechniques et de Contrôles sanitaires Vétérinaires (CZCSV)	Description quantitative et qualitative des réalisations Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux	Inscription au BIP (MINEPIA)
	OS-2	Favoriser l'organisation des opérateurs du secteur en COOP/GIC	Nombre de Coop/GIC opérationnels	Répertoire des COOP/GIC Certificats d'inscription	
	OS-3	Sensibiliser les populations rurales sur la mise en place des unités d'élevage des poulets de chair, des pondeuses et du gros et petit bétail	Nombre des campagnes de sensibilisation Nombre de participants	Rapports annuels de la DAEPIA/DDAEPIA Feuilles de présence	
	OS-4	Sensibiliser les populations sur la nécessité de claustrer les animaux.	-//-	-//-	
	OS-5	Former les populations aux techniques d'élevage et de pêche et faciliter leur accès aux financements et aux intrants	Nombre des personnes formées Quantité d'intrants distribués par nature Nombre des microprojets financés	Rapports annuels de la DAEPIA/DDAEPIA Attestations de formation Fiches i de prise en charge	
	OS-6	Faciliter la création des centres d'alevinage	Nombre de centres créés Nombre de personnes formées	Rapports de formation Rapports annuels de la DAEPIA/DDAEPIA	
Résultats	R-OS-1	02 CZCSV opérationnels dans les villages	Description quantitative et	PV de réception	

			qualitative des réalisations Coût des travaux	Devis descriptif des travaux	
R-OS-2	Coopératives et GIC opérationnels	Nombre de Coop/GIC opérationnels	Répertoire des COOP/GIC Certificats d'inscription		
R-OS-3	populations rurales sensibilisées sur la mise en place des unités d'élevage des poulets de chair, des pondeuses et du gros et petit bétail	Nombre des campagnes de sensibilisation Nombre de participants	Rapports annuels de la DAEPIA/DDAEPIA Feuilles de présence		
R-OS-4	"Populations sensibilisées sur la nécessité de claustrer les animaux. réalisée	-//-	-//-		
R-OS-5	Populations formées aux techniques d'élevage et de pêche avec facilitation d'accès aux financements et aux intrants	Nombre des personnes formées Quantité d'intrants distribués par nature Nombre des microprojets financés	Rapports annuels de la DAEPIA/DDAEPIA Attestations de formation Fiches de prise en charge		
R-OS-6	Centres d'alevinage expérimentaux opérationnels	Nombre de centres créés Nombre de personnes formées	Rapports de formation Rapports annuels de la DAEPIA/DDAEPIA		
Activités	A-OS-1	Plaidoyer auprès du MINEPIA pour inscription au BIP des travaux de construction et d'équipement de 02 CZCSV dans les villages  -construction de 02 CZCSV	<b>Moyens</b>		
			Humain	Matériel	financier
			Exécutif CM	Fournitures	Coût administratif (CA)  112 000 000

	-équipement de 02 CZCSV dans 14 villages	Consult.		Rémunér.	48 000 000	
<b>A-OS-2</b>	Plaidoyer auprès du MINEPIA/MINADER pour facilitation à la création des Coop/GIC	Exécutif CM	Fournitures		Coût administratif (CA)	
<b>A-OS-3</b>	Plaidoyer auprès de la DAEPIA pour la Sensibilisation des populations sur les techniques d'élevage des poulets, du gros et petit bétail	Exécutif CM	Fournitures		Coût administratif (CA)	
<b>A-OS-4</b>	Plaidoyer auprès de la DAEPIA pour Sensibilisation des populations sur la nécessité de claustrer les animaux	Exécutif CM	Fournitures		Coût administratif (CA)	
<b>A-OS-5</b>	Plaidoyer auprès du MINEPIA pour formation des populations aux techniques de pêche	Exécutif CM	Fournitures		Coût administratif (CA)	
<b>A-OS-6</b>	Plaidoyer auprès du MINEPIA pour inscription au BIP du projet d'implantation de 02 centres pilotes d'alevinage à Tonga et à Bandounga	Exécutif CM	Fournitures		Coût administratif (CA)	
<b>TOTAL ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES</b>		Consultant		Rémunér.	<b>10 000 000</b>	
					<b>170 000 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.5.- Cadre Logique du secteur Culture

Problème : niveau relativement bas de mise en valeur du potentiel culturel local

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Optimiser à l'horizon 2020 la mise en valeur du potentiel culturel de la Commune de Tonga</b>			
Objectifs spécifiques	OS-1	Réaliser les études sur la mise en valeur des sites archéologiques de Babitchoua et de Baloua Ndjindo	Coût des études Liste des ressources Recettes prévisionnelles le cas échéant	TDR des études Résultats des études	Inscription au BIP (MINCULT)

	<b>OS-2</b>	Inciter la tenue d'au moins 01 assise/mois au sein des Foyers culturels existants (Fagno, Babitchoua, Baloua Bambou, Bandounga 2)	Nombre d'assises tenues/mois/Foyer Nombre de visiteurs	Rapports des CC concernés	
	<b>OS-3</b>	Fixer une journée culturelle locale annuelle conformément à la réglementation en vigueur	Date retenue	Rapport de la concertation tenue à ce sujet	
	<b>OS-4</b>	Inciter la construction des Foyers culturels dans les villages ayant manifesté le besoin au cours des DPNV (Mbeuna, Bitchoua Nord, Baloua Melondji, Babouleng, Nkopta)	Coût des constructions Capacité d'accueil	PV de réception Devis descriptif	
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	Etudes sur la mise en valeur des sites archéologiques de Babitchoua et de Baloua Ndjindo réalisées	Coût des études Liste des ressources Recettes prévisionnelles le cas échéant	TDR des études Résultats des études	
	<b>R-OS-2</b>	-au moins une assise culturelle organisée par mois dans chaque foyer existant	Nombre d'assises tenues/mois/Foyer Nombre de visiteurs	Rapports des CC concernés	
	<b>R-OS-3</b>	Journée culturelle connue et célébrée annuellement	Date retenue	Rapport de la concertation à ce sujet	
	<b>R-OS-4</b>	-Foyers culturels construits à Mbeuna, Bitchoua Nord, Baloua Melondji, Babouleng, Nkopta	Coût des constructions Capacité d'accueil	PV de réception Devis descriptif	
<b>Activités</b>	<b>A-OS-1</b>	<b>Moyens</b>			<b>Coût FCFA</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>	
		-plaidoyer auprès du MINCULT pour la réalisation des TDR et des études	Exécutif CM	Fournitures	Coût Administratif
		-mobilisation des financements	-//-	-//-	Coût Administratif
		-réalisation des études	consultant		Rémunér. 5 000 000
		-approbation par le Conseil municipal	Exécutif CM	Fournitures	Coût Administratif
		-mise en œuvre des recommandations approuvées	-//-	-//-	Coût Administratif
	<b>A-OS-2</b>	-plaidoyer auprès des CC de Fagno,	-//-	-//-	Coût Administratif

	Babitchoua, Baloua Bambou, Bandounga 2 pour l'intensification des activités des Foyers					
<b>A-OS-3</b>	Tenue de la réunion de fixation de la date de la journée culturelle	-//-	-//-		Coût Administratif	
	Approbation par le Conseil municipal	-//-	-//-		1 250 000	
	Publication solennelle	-//-	-//-		Coût Administratif	
<b>A-OS-4</b>	-plaidoyer auprès des CC de Mbeuna, Bitchoua Nord, Baloua Melondji, Babouleng, Nkopta pour la construction de leur Foyer respectif	-//-	-//-		Coût Administratif	
<b>TOTAL CULTURE</b>					6 250 000	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.6.- Cadre Logique du secteur Développement Urbain et Habitat

Problème : carence d'un cadre institutionnel de référence propice au plein épanouissement des populations urbaines

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Faire de la ville de Tonga un espace viable, agréable et propice au plein épanouissement des populations et au développement des activités socioéconomiques à l'horizon 2035</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	-doter la ville d'un plan d'occupation des sols (POS) à l'horizon 2012	Superficies couvertes par le POS Répartition de la superficie couverte par utilisation	POS Carte de l'espace urbain	
	<b>OS-2</b>	-restructurer les 21 quartiers actuels et les quartiers spontanés de l'espace urbain à l'horizon 2015	Nombre de quartiers restructurés par année	Rapports des travaux de restructuration PV de réception	
	<b>OS-3</b>	Créer 03 lotissements communaux à l'horizon 2013, y compris l'ancien projet de lotissement	Nombre et superficie des lotissements Superficie de chaque lot par lotissement	Rapports des travaux de lotissement PV de réception	
	<b>OS-4</b>	Réhabiliter et étendre le réseau électrique à tous les quartiers de l'espace urbain et assurer	Liste des quartiers éclairés -liste des voies publiques éclairées	Rapports des travaux	

		l'éclairage public à l'horizon 2015				PV de réception	
	<b>OS-5</b>	Construction, réhabilitation et entretien des voiries urbaines et ouvrages d'art dès 2012	Liste et coûts respectifs des travaux réalisés			Rapports des travaux PV de réception	
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	Commune de Tonga dotée d'un POS en 2013	Superficies couvertes par le POS qsuperficie couverte par utilisation			POS Carte de l'espace urbain	
	<b>R-OS-2</b>	Les 21 quartiers et les quartiers spontanés actuels restructurés sur la base du POS en 2020	Nombre de quartiers restructurés par année			Rapports des travaux de restructuration PV de réception	
	<b>R-OS-3</b>	03 lotissements réalisés en 2013	Nombre et superficie des lotissements Superficie de chaque lot par lotissement			Rapports des travaux PV de réception	
	<b>R-OS-4</b>	Réseau électrique étendu aux 21 quartiers de l'espace urbain jusqu'en 2015 -éclairage de l'espace urbain achevée en 2015	Liste des quartiers éclairés -liste des voies publiques éclairées			Rapports des travaux PV de réception	
	<b>R-OS-5</b>	Début des travaux de construction, réhabilitation et entretien des voiries urbaines et ouvrages d'art effectif dès 2012	Liste et coûts respectifs des travaux réalisés			Rapports des travaux PV de réception	
<b>Activités</b>	<b>A-OS-1</b>	Inscription du POS au budget de la Commune -réalisation du POS	<b>Moyens</b> <b>Humain</b> <b>Matériel</b> <b>financier</b>			<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			CM Exécutif	Fournitures	Indemnité de cession	1 250 000	
	<b>A-OS-2</b>	-restructuration des 21 quartiers actuels et des quartiers spontanés	-//-		Rémunér.	26 500 000	
	<b>A-OS-3</b>	-réalisation de 03 lotissements			Rémunér.	700 000 000	
	<b>A-OS-4</b>	-plaidoyer auprès d'AES SONEL pour réhabiliter et étendre le réseau électrique à tous	Exécutif CM	Fournitures		15 000 000	Coût Administratif

		les quartiers de l'espace urbain					
A-OS-5	-mobilisation des fonds		-//-	-//-		-//-	
	-lancement des travaux de voirie	consultant		Rémunér.	1 500 000 000		
<b>TOTAL DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT</b>							<b>2 242 750 000</b>

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.7- Cadre Logique du secteur Domaines et Affaires Foncières

Problème : Carence d'un cadre institutionnel de référence pour l'occupation de l'espace physique de la Commune de Tonga

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global		<b>Faciliter la gestion en toute lisibilité et visibilité du patrimoine foncier de la Commune de Tonga à l'horizon 2015</b>			
Objectifs spécifiques	OS-1	Doter la Commune de Tonga d'un plan cadastral opérationnel à l'horizon 2015	Taux de couverture de l'espace communal par le Plan Répartition de la superficie couverte par utilisation Superficie réservée par utilisation	Plan cadastral Carte de l'espace communal PUGDT	
	OS-2	réserver dans l'espace urbain au moins 10 hectares de terrain et 10 hectares par village pour la construction des bâtiments et autres infrastructures d'accueil des services publics	Superficie réservée pour la construction des bâtiments et autres infrastructures d'accueil des services publics	-//-	A intégrer dans le Plan d'urbanisme
	OS-3	-réserver dans chaque village au moins 03 hectares pour l'implantation des infrastructures d'utilité publique	Superficie réservée dans chaque village pour l'implantation des infrastructures d'utilité publique	-//-	
	OS-4	Délimiter les aires protégées et notamment les sites archéologiques, la forêt communale, la forêt récréative, les forêts sacrées, les marécages, les zones à risque, etc.	Superficie respectives des aires protégées	-//-	
	OS-5	Réserver les aires destinées à l'implantation des projets et microprojets socioéconomiques publics	Superficie réservées aux microprojets et projets socioéconomiques	-//-	

		et privés en ville et au niveau des villages					
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	Commune de Tonga dotée d'un Plan cadastral à l'horizon 2015	Taux de couverture de l'espace communal par le Plan Répartition de la superficie couverte par utilisation Superficie réservée par utilisation			Plan cadastral Carte de l'espace communal PUGDT	
	<b>R-OS-2</b>	Au moins 10 hectares de terrains réservés dans l'espace urbain et 10 hectares par village aux infrastructures publiques	Superficie réservée dans l'espace urbain pour les infrastructures d'accueil des services publics			-//-	
	<b>R-OS-3</b>	Au moins 03 hectares du patrimoine foncier réservés dans chaque village pour l'implantation des infrastructures d'utilité publique	Superficie réservée dans chaque village pour l'implantation les infrastructures d'utilité publique			-//-	
	<b>R-OS-4</b>	Aires protégées (sites archéologiques, forêt communale, forêt récréative, forêts sacrées, marécages, zones à risque) délimitées	Superficie respectives des aires protégées			-//-	
	<b>R-OS-5</b>	-Aires destinées à l'implantation des projets et microprojets publics et privés réservées	Superficie réservées aux microprojets et projets socioéconomiques			-//-	
<b>Activités</b>	<b>A-OS-1</b>			<b>Moyens</b>	<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>	
		Inscription du POS au budget de la Commune	CM Exécutif	Fournitures	Indemnité de cession	1 250 000	
	<b>A-OS-2</b>	Réalisation du Plan cadastral	Consultant		Rémunér.	25 000 000	
	<b>A-OS-3</b>	-réservation au moins de 10 hectares de terrains pour infrastructures des services publics	-//-		-	-	
	<b>A-OS-4</b>	-réservation dans chaque village au moins 03 hectares pour les infrastructures d'utilité publique	-//-		-	-	
	<b>A-OS-5</b>	-délimitation des aires protégées	-//-		-	-	
		-réservation des zones destinées aux projets productifs	-//-		-	-	
<b>TOTAL DOMAPNES ET AFFAIRES FONCIERES</b>						<b>26 250 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.8.- Cadre Logique du secteur Forêt et Faune

**Problème : Perte de la diversité biologique et notamment régression de la couverture végétale et du règne animal, nonobstant la sous exploitation du potentiel**

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Valoriser et protéger la diversité biologique, forestière, faunique et promouvoir la sylviculture</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>		<b>DOTER LA DAFOF DES RESSOURCES HUMAINES, INFRASTRUCTURELLES ET MATERIELLES APPROPRIEES</b>			
OS-1	<b>OS-1.1.-Affecter 03 Agents d'appui à la DAFOF de Tonga</b>		Nombre d'agents affectés à la DAFOF DE Tonga Nombre d'agents en poste	Notes d'affectation Attestations de présence	
	<b>OS-1.2.-Acquérir les équipements de travail (Tentes, Matelas, Gourdes, Sacs, Torches, matériel roulant (01 véhicule TT, Motos), Parcelle de terrain pour pépinières)</b>		Liste des équipements acquis assortis des utilisations et des destinataires Coûts des équipements	PV de réception Fiches de comptabilité matière	
	<b>OS-1.3.-Construire 04 Postes de contrôle opérationnels (Bandounga, Babitchoua, Nountse, Bitchoua-Nord)</b>		Nombre de postes agricoles construits et opérationnels Coût de construction	PV de réception Rapports des travaux	
	<b>OS-2</b>	Evaluer le potentiel forestier et de la faune de Tonga	Superficie des forêts Volume du potentiel par essence Evaluation du potentiel faunique	Rapports d'évaluation	
<b>OS-3</b>	Poursuivre l'exécution du projet forêt communale et la plantation d'autres espaces dans la perspective de 800 arbres pour 1 000 habitants (norme sectorielle réglementaire)		Superficies plantées Superficies entretenues Liste nominative des espaces plantées Coût des travaux	Rapports des travaux	
<b>OS-4</b>	Réactiver le projet forêt récréative		-/-	-/-	
<b>OS-5</b>	Susciter l'exploitation industrielle des essences forestières		Nombre de scieries Nombre d'exploitants	Fichier des contribuables	
<b>OS-6</b>	Délimiter et immatriculer les forêts naturelles des 26		- nombre de forêts délimitées	-archives MINFOF	

		villages à l'horizon 2035	et immatriculées - superficies de chaque UFA	-rapports des travaux	
	<b>OS-7</b>	Construire un bureau de la DDFOF			
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	<b>DOTATION DE LA DAFOF DES RESSOURCES HUMAINES, INFRASTRUCTURELLES ET MATERIELLES D'APPUI</b>			
		R-OS-1.1.- 03 Agents d'appui affectés à la DAFOF de Tonga	Nombre d'agents affectés à la DAFOF DE Tonga Nombre d'agents en poste	Notes d'affectation Attestations de présence	
		R-OS-1.2.-Équipements de travail (Tentes, Matelas, Gourdes, Sacs, Torches, matériel roulant (01 véhicule TT, Motos), Parcelle de terrain pour pépinières) acquis	Liste des équipements acquis assortis des utilisations et des destinataires Coûts des équipements	PV de réception Fiches de comptabilité matière	
		R-OS-1.3.-04 Postes de contrôleopérationnels (Bandounga, Babitchoua, Nountse, Bitchoua-Nord) construits et opérationnels	Nombre de postes agricoles construits et opérationnels Coût de construction	PV de réception Rapports des travaux	
	<b>R-OS-2</b>	Potentiel forestier et de la faune de Tonga évalué	Superficie des forêts Volume du potentiel par essence Evaluation du potentiel faunique	Rapports d'évaluation	
	<b>R-OS-3</b>	Exécution du projet forêt communaleet plantation d'autres espaces dans la perspective de 800 arbres pour 1 000 habitants (norme sectorielle réglementaire)	Superficies plantées Superficies entretenues Liste des espèces plantées	Rapports des travaux	
	<b>R-OS-4</b>	Projet forêt récréative réactivé	-/-	-/-	
	<b>R-OS-5</b>	Exploitation industrielle des essences forestières mis en œuvre	Nombre d'entreprises de la filière bois implantées à Tonga Nombre d'exploitants	Fichier des contribuables	
	<b>R-OS-6</b>	forêts naturelles des 26 villages délimées et immatriculées	Superficie définie	PV de réception Rapports des travaux	
	<b>R-OS-7</b>	un bureau de la DDFOF construit		PV de réception	
<b>Activités</b>			<b>Moyens</b> <b>Humain</b> <b>Matériel</b> <b>financier</b>	<b>Coût</b> <b>FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>

	<b>A-OS-1</b>	<b>DOTATION DE LA DAFOF DES RESSOURCES HUMAINES, INFRASTRUCTURELLES ET MATERIELLES APPROPRIEES</b>					
	<b>A-OS-1.1.</b> -Plaidoyer auprès du MINFOF pour affectation de 03 Agents d'appui à la DAFOF de Tonga	Exécutif	Fourn.		Coût administratif		
	<b>A-OS-1.2.</b> -Plaidoyer auprès du MINFOF pour acquisition des équipements de travail (Tentes, Matelas, Gourdes, Sacs, Torches, matériel roulant, Parcelle de terrain pour pépinières) par la DAEPIA	Exécutif	Fournitur es		Coût administratif	Inscription au BIP (MINFOF)	
	Acquisition des équipements par la DAFOF	fournisseur		Paiement facture	30 000 000		
	<b>A-OS-1.3.</b> -Plaidoyer auprès du MINFOF pour inscription au BIP de la construction et l'équipement de 04 Postes de contrôle (Bandounga, Babitchoua, Nountse, Bitchoua-Nord)	Exécutif	Fournitur es		Coût administratif	Inscription au BIP (MINFOF)	
	Construction et équipement de 04 postes de contrôle	fournisseur		Paiement facture	20 000 000		
	<b>A-OS-2</b>	Plaidoyer auprès du MINFOF pour évaluation du potentiel faunique et floristique de la Commune à l'horizon 2015	Exécutif	Fournitur es		Coût administratif	Inscription au BIP (MINFOF)
	Inventaire des ressources forestières par village	fournisseur		Paiement facture	3 500 000		
	Délimitation et inventaire de la zone de forêt de Babitchoua	fournisseur		Paiement facture	4 000 000		
	Recensement des vendeurs de viande, des détenteurs d'armes et tenue d'un atelier de sensibilisation	fournisseur		Paiement facture	2 000 000		
	Recensement des exploitants du bois énergie	fournisseur		Paiement facture	3 500 000		
	<b>A-OS-3</b>	Entretien des espaces déjà plantés et plantation d'autres espaces dans la perspective de 800 hectares pour 1 000 habitants (norme sectorielle réglementaire)	fournisseur		Paiement facture	PM	Financement par projet Ville de Paris

	<b>A-OS-4</b>	Approbation par le Conseil municipal de l'inscription du projet forêt récréative au budget	fournisseur		Paiement facture	1 250 000	
		Redémarrage de la plantation des arbres et entretien	fournisseur		Paiement facture	PM	
	<b>A-OS-5</b>	Plaidoyer auprès du MINIMIDT, du MINPMEESA, du MINFOF et du MINEFOP pour organisation des journées de promotion des activités de la filière bois à Tonga	Exécutif	Fournitures		Coût administratif	Inscription au BIP (MINFOF)
	<b>A-06</b>	Délimitation et immatriculation des forêts naturelles des 26 villages	x	x	x	96 000 000	
	<b>A-07</b>	Construction d'un bureau de la DDFOF	x	x	x	30 000 000	
<b>TOTAL FORET ET FAUNE</b>						<b>190 250 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.9- Cadre Logique du secteur Sport et Education Physique

Problème : Difficultés de la pratique du sport

		<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>		<b>Contribuer à l'implantation des infrastructures et à l'encadrement des activités sportives dans la Commune de Tonga</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	Doter la ville de Tonga d'un mini-complexe sportif opérationnel à l'horizon 2012	Périmètre Superficie Capacité d'accueil	PV de réception Rapports des travaux	Disponibilité de sites
	<b>OS-2</b>	Doter les villages à population élevée (Baloua, Babitchoua et Bandounga) respectivement d'un terrain de sport à l'horizon 2015	-//-	-//-	Disponibilité de sites
	<b>OS-3</b>	Doter la ville de Tonga d'un gymnase opérationnel d'ici à 2020	-//-	-//-	Disponibilité de sites
	<b>OS-4</b>	Solliciter 02 encadreurs sportifs (athlétisme et sports collectifs) pour la Commune de Tonga	Ratio Nombre d'encadreurs disponibles pour la Commune sur population totale	Notes d'affectation Attestations de présence	Saisine du MINSEP

	<b>OS-5</b>	Créer une équipe de football compétitive à vocation communale	Nom de l'équipe Nombre de joueurs licenciés Nombre d'encadreurs techniques Lieux d'entraînement	Actes d'affiliation Licences et fiches d'affiliation	Volonté populaire
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	01 mini-complexe sportif fonctionnel à Tonga	Périmètre Superficie Capacité d'accueil	PV de réception Rapports des travaux	Disponibilité de sites
	<b>R-OS-2</b>	Villages Baloua, Babitchoua et Bandounga dotés respectivement d'un terrain de sport à l'horizon 2015	-//-	-//-	Disponibilité de sites
	<b>R-OS-3</b>	01 gymnase fonctionnel dans la ville de Tonga à l'horizon 2020	-//-	-//-	Disponibilité de sites
	<b>R-OS-4</b>	02 encadreurs sportifs (athlétisme et sports collectifs) affectés à Tonga	Ratio Nombre d'encadreurs disponibles pour la Commune sur population totale	Notes d'affectation Attestations de présence	Saisine du MINSEP
	<b>R-OS-5</b>	01 club de football communal opérationnel	Nom de l'équipe Nombre de joueurs licenciés Nombre d'encadreurs techniques Lieux d'entraînement	Actes d'affiliation Licences et fiches d'affiliation	Volonté populaire
<b>Activités</b>	<b>A-OS-1</b>			<b>Moyens</b>	<b>Coût FCFA</b>
		Mobilisation des fonds	Exécutif CM	Fourn.	
		Aménagement d'un mini-complexe sportif opérationnel à l'horizon 2012	Entrepreneur		Rémunération
		Inauguration	Entrepreneur		Rémunération
	<b>A-OS-2</b>	Mobilisation des fonds	Exécutif CM	Fourn.	Coût administratif
		Aménagement des terrains de sport (Baloua, Babitchoua et Bandounga) à l'horizon 2015	Entrepreneur		Rémunération
		Inauguration	Entrepreneur		Rémun

				ération		
<b>A-OS-3</b>	Mobilisation des fonds	Exécutif CM	Fourn.		Coût administratif	
	Construction d'un gymnase opérationnel à Tonga d'ici à 2020	Entrepreneur		Rémunération	40 000 000	
	Inauguration	Entrepreneur		Rémunération	500 000	
<b>A-OS-4</b>	Plaidoyer auprès du MINSEP pour affectation de 02 encadreurs sportifs	Exécutif CM	Fourn.		Coût administratif	
<b>A-OS-5</b>	Plaidoyer auprès des populations pour création d'un club à vocation communale compétitif	Exécutif CM	Fourn.		Coût administratif	
<b>TOTAL SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE</b>					<b>71 800 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.10.- Cadre Logique du secteur Emploi et Formation Professionnelle

Problème : difficultés d'accès aux petits métiers génératrices de revenus

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Œuvrer à la formation et à l'insertion des jeunes aux activités socioéconomiques génératrices de revenus</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	Créer et rendre opérationnel un Centre de Formation Professionnelle (CFP) à Tonga à l'horizon 2013	Capacité d'accueil Coût des travaux Nombre de CFP Nombre de filières de formation Nombre de jeunes opérationnels formés	PV de réception Rapports de formation Attestations de formation	Disponibilité du site
	<b>OS-2</b>	Faciliter l'obtention de l'agrément d'exploitation par le Centre des Métiers de la Filière bois de Tonga	Nombre et Noms des centres de métiers fonctionnels	Rapports annuels de la DDEFOP	
	<b>OS-3</b>	Sensibiliser les populations cibles sur les opportunités de formation et de financement du FNE	Nombre de campagnes de sensibilisation Nombre de participants	Rapports des campagnes Feuilles de présence	

	<b>OS-4</b>	Faciliter le regroupement en association	Nombre de Coop/GIC opérationnels			Fichier des COOP/GIC des DDADER/DDEFOP	
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	Centre de Formation Professionnelle créé et opérationnel à l'horizon 2013	Capacité d'accueil Coût des travaux Nombre de CFP Nombre de filières de formation Nombre de jeunes opérationnels formés			PV de réception Rapports de formation Attestations de formation	Disponibilité du site
	<b>R-02</b>	Agrément d'exploitation délivré au Centre des Métiers de la Filière bois de Tonga	Nombre et Noms des centres de métiers fonctionnels			Rapports annuels de la DDEFOP	
	<b>R-03</b>	Populations sensibilisées sur les modalités d'accès aux prestations du FNE	Nombre de campagnes de sensibilisation Nombre de participants			Rapports des campagnes Feuilles de présence	
	<b>R-04</b>	Populations cibles regroupées en Coop/GIC	Nombre de Coop/GIC opérationnels			Fichier des COOP/GIC des DDADER/DDEFOP	
<b>Activités</b>	<b>A-01</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
			Exécutif CM	Fourn.		Coût administratif	
			Exécutif CM	Fourn.		Coût administratif	
			Entrepreneur		Rémunération	50 000 000	
			Exécutif CM	Fourn.		Coût administratif	
			Entrepreneur		Rémunération	50 000 000	
			Exécutif			Coût administratif	

	affectation du personnel administratif et enseignant	CM				
<b>A-02</b>	Plaidoyer auprès du MINEFOP pour la délivrance de l'agrément d'exploitation au Centre des Métiers de la Filière bois de Tonga	Exécutif CM			Coût administratif	
<b>A-03</b>	Plaidoyer auprès du DG/FNE pour la sensibilisation par ses services des populations de Tonga sur les prestations de son organisme	Exécutif CM			Coût administratif	
<b>A-04</b>	Plaidoyer auprès du MINEFOP et du MINADER pour la sensibilisation des populations cibles sur la nécessité à se constituer en Coop/GIC	Exécutif CM			Coût administratif	
	Réalisation des campagnes de sensibilisation	DDEFOP		Rémunération	10 000 000	
<b>TOTAL EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>					<b>110 000 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.11.- Cadre Logique du secteur Travail et Sécurité Sociale

Problème : prédominance des emplois informels

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Inciter à la transformation de plus de 70% d'emplois informels en emplois formels à l'horizon 2020</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	Régulariser dans le cadre du budget 2012 le recrutement de 02 agents temporaires de la Commune employés continuellement depuis plus de 02 ans	N° du livret CNPS de chaque agent Bulletins de paie Décisions de recrutement	Décisions de recrutement Livrets de souscription à la CNPS	Production des dossiers de recrutement
	<b>OS-2</b>	Transformer 70% des emplois informels des corps de métiers en emplois formels à l'horizon 2020	Ratio nombre d'emplois formels sur nombre d'emplois informels des corps de métiers	-//-	
	<b>OS-3</b>	- porter dans le budget communal 2012 le versement des cotisations CNPS dues pour la période 2006 à 2011 évaluées à 1 643 000 FCFA	Montant reversé à la CNPS	-quittance de versement	

<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	régulariser dans le cadre du budget communal 2012 le recrutement des 02 temporaires concernés sur la base des dossiers administratifs	N° du livret CNPS de chaque agent Bulletins de paie Décisions de recrutement			Décisions de recrutement Livrrets CNPS	Production des dossiers de recrutement
	<b>R-OS-2</b>	70% d'emplois informels des corps de métiers transformés en emplois formels à l'horizon 2020 et souscrits à une assurance sociale	Ratio nombre d'emplois formels sur nombre d'emplois informels des corps de métiers			-//-	
	<b>R-OS-3</b>	- le versement des cotisations CNPS du personnel communal de 2006 à 2011 de 1 643000 dans le budget de 2012	N° du livret CNPS de chaque agent Bulletins de paie Décisions de recrutement			-DDTSS/Ndé -Commune de Tonga	
<b>Activités</b>	<b>A-OS-1</b>		<b>Moyens</b>			<b>Coût</b> <b>FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>financier</b>		
			Exécutif CM		Paie annuelle	-	Voir Commune
			-//-			Coût administratif	Voir Commune
	<b>A-03</b>	reversement des cotisations CNPS dues pour la période 2006 à 2011 évaluées à 1 643 000 FCFA	x	x	x	-	
<b>TOTAL TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE</b>						Coût administratif	

**Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics**

### 5.2.12.- Cadre Logique du secteur Environnement et Protection de la Nature

Problème : carences à la mise en pratique de la réglementation en vigueur sur la protection de l'environnement

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Oeuvrer au respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement par tous</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	Réaliser 02 campagnes de sensibilisation par an sur les pratiques culturelles fiables et les enjeux de la pratique des feux de brousse tardifs et de l'écobuage	Nombre de campagnes de sensibilisation Nombre de participants	Rapports des campagnes Feuilles de présence	
	<b>OS-2</b>	Vulgariser les méthodes de Gestion Durable des Terres (GDT) par 02 campagnes de sensibilisation	Nombre de campagnes de sensibilisation Nombre de participants	-//-	
	<b>OS-3</b>	Augmenter les campagnes sensibilisation sur l'utilisation des foyers améliorés	-rapports des campagnes	-DDEP DDADER et DAADER -rapports CC concernés	
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	02 campagnes de sensibilisation réalisées par an sur les pratiques culturelles fiables et la nécessité d'éradiquer la pratique des feux de brousse tardifs et de l'écobuage	Nombre de campagnes de sensibilisation Nombre de participants	Rapports des campagnes Feuilles de présence	
	<b>R-OS-2</b>	Méthodes de Gestion Durable des Terres (GDT) vulgarisées	Nombre de campagnes de sensibilisation Nombre de participants	-//-	
	<b>R-OS-3</b>	Campagnes de sensibilisation réalisées	Nombre de campagnes de sensibilisation Nombre de participants	Rapports des campagnes Feuilles de présence	
<b>Activités</b>			<b>Moyens</b>	<b>Coût</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			<b>Humain</b>		
	<b>A-OS-1</b>	Plaidoyer auprès de la DDEP pour la réalisation de 03 campagnes de sensibilisation par an sur l'éradication des feux de brousse tardifs et	Agents DDEP/Commune	Frais de déplacement	600 000

		l'écobuage					
	A-OS-2	-Plaidoyer auprès de la DDEP pour la vulgarisation des méthodes de Gestion Durable des Terres	-//-		-//-	200 000	
	A-04	-plaidoyer auprès de la DDEP pour sensibilisation sur l'utilisation des foyers améliorés	x	x	x	CA	
<b>TOTAL ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</b>						<b>800 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.13.- Cadre Logique du secteur Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre

##### (SECTEUR REGALIEN)

#### 5.2.14.- Cadre Logique du secteur Promotion de la Femme et de la Famille

Problème : insuffisance des actions de promotion de la Femme et de la Famille à Tonga

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Renforcer le poids et le rôle de la femme dans la conduite des activités socioéconomiques et le bien être familial</b>			
Objectifs spécifiques	OS-1	Doter la Commune d'un Centre de Promotion de la Femme et de la Famille (CEPROFF)	Superficie bâtie Coût des constructions	PV de réception Schéma descriptif	
	OS-2	Sensibiliser et former 80% des femmes à la création/gestion des AGR (horizon 2020)	Nombre de campagnes de formation Nombre de participants nombre de femmes formées	Rapports des campagnes Feuilles présence	
Résultats	R-OS-1	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille fonctionnel à Tonga	Coût des constructions Superficie bâtie	PV de réception	
	R-OS-2	80% de femmes sensibilisées et formées à la création et à la gestion des AGR à l'horizon 2035	Nombre de campagnes de formation Nombre de participants Ratio nombre de femmes formées sur nombre total de femmes	Comptes rendus des séances feuilles de présence	
Activités			Moyens	Coût FCFA	Conditions préalables de réalisation
			Humain		
			Matériel		
			fin		

	<b>A-OS-1</b>	Plaidoyer auprès du MINPROFF pour inscription au BIP des travaux de construction et l'équipement du CEPROFF	Exécutif CM			Coût administratif	
		Construction et équipement du CEPROFF de Tonga	Entrepreneur		Rémunération	80 000 000	
	<b>A-OS-2</b>	Plaidoyer auprès des services déconcentrés du MINPROFF pour sensibilisation et formation des femmes aux AGR	Exécutif CM			Coût administratif	
<b>TOTAL PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE</b>						<b>80 000 000</b>	

#### 5.2.15.- Cadre Logique du secteur Industrie, Mines et Développement Technologique

Problème : Problème : méconnaissance du potentiel minier et absence quasi-totale d'unités de transformation industrielle à Tonga

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Promouvoir les technopoles à travers la valorisation des ressources naturelles locales</b>			
Objectifs spécifiques	OS-1	-organiser 01 journée de promotion industrielle à Tonga tous les 5 ans	Dates des journées de promotion Nombre de participants	Rapports des journées Feuilles de présence	
	OS-2	-mettre en œuvre la procédure appropriée auprès du MINRESI et du MINIMIDT pour les études relatives à l'évaluation du potentiel minier de la Commune de Tonga à l'horizon 2020	Volume de chaque ressource identifiée et localisation	Rapports d'étude	
Résultats	R-OS-1	01 journée de promotion industrielle tenue à Tonga tous les cinq ans	Dates des journées de promotion Nombre de participants	Rapports Feuilles de présence	
	R-OS-2	MINRESI et MINIMIDT officiellement saisi pour la réalisation des études relatives à l'évaluation du potentiel minier de la Commune	Volume de chaque ressource identifiée et localisation	Rapports d'étude	
Activités			Moyens	Coût FCFA	Conditions préalables de réalisation
			Humain   Matériel   fin		

	<b>A-OS-1</b>	-plaidoyer auprès du MINIMIDT pour l'organisation de 01 journée de promotion industrielle à Tonga tous les cinq ans	Exécutif CM MINIMIDT			Coût administratif	
	<b>A-OS-2</b>	-plaidoyer auprès du MINRESlet du MINIMIDT pour la réalisation des études relatives à l'évaluation du potentiel minier de la Commune	Exécutif CM MINIMIDT			Coût administratif	
<b>TOTAL INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE</b>						<b>Coût administratif</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.16.- Cadre Logique du secteur Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat

Problème : Difficultés d'émergence d'un réseau de PME organisées dans tous les secteurs d'activités ( primaire, secondaire, tertiaire)

		<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>		<b>Promouvoir l'émergence d'un tissu des PME viables</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	Organiser 02 journées de promotion des PMEESA à Tonga en 2012	Nombre de journées tenues	Rapports Listes de présence	
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	02 journées de promotion des PMEESA tenues en 2012	-/-	-/-	
<b>Activités</b>			<b>Moyens</b>	<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			Humain		
	<b>A-OS-1</b>	-plaidoyer auprès du MINPMEESA pour l'organisation de 02 journées de promotion à Tonga en 2012	Exécutif CM		Coût administratif
<b>TOTAL PME, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT</b>				<b>Coût administratif</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.17.- Cadre logique du secteur Transports

Problème : difficultés d'accès aux moyens de transport intra communaux sécurisés et confortabl

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
<b>Objectif global</b>		<b>Sécuriser et faciliter le transport des personnes et des biens à l'intérieur de la Commune de Tonga</b>							
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	Vulgariser les textes en vigueur sur le Secteur des Transport	Nombre de journées tenues			Rapports Listes de présence			
	<b>OS-2</b>	-créer des sociétés de transports mixtes par la mairie et les opérateurs privés	Nombre d'agencezs créées Localtiés desservies			Fichier des contribuables			
	<b>OS-3</b>	Opérationnalité d'une fourrière municipale	Dimension des installations Coût de réalisation			PV de réception			
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	Actions de vulgarisation des textes sur le Transport réalisées	Nombre de journées tenues			Rapports Listes de présence			
	<b>R-OS-2</b>	Des sociétés de transports mixtes créés	Nombre d'agencezs créées Localtiés desservies			Fichier des contribuables			
	<b>R-OS-3</b>	01 fourrière municipale opérationnelle	Dimension des installations Coût de réalisation			PV de réception			
<b>Activités</b>			<b>Moyens</b>			<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>		
			<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>fin</b>				
			Plaidoyer auprès de la DDTRANS pour la vulgarisation des Textes en vigueur en matière de Transport	Exécutif CM		Coût administratif			
			Mobilisation des ressources	Exécutif CM		5 000 000			
			A-02	-création des sociétés de transports mixtes par la mairie et les opérateurs privés		200 000 000			
<b>TOTAL TRANSPORTS</b>			A-03	Création d'une fourrière municipale		10 000 000			
						<b>215 000 000</b>			

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.18.- Cadre Logique du secteur Tourisme

Problème : Difficultés d'émergence des établissements de Tourisme

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation	
<b>Objectif global</b>		<b>Favoriser l'émergence des établissements de tourisme viables</b>						
Objectifs spécifiques	OS-1	Vulgariser les textes en vigueur en ce qui concerne le Secteur des Tourisme	Nombre de journées tenues		Rapports Listes de présence			
Résultats	R-OS-1	Actions de vulgarisation des textes sur le Tourisme réalisées	-/-		-/-			
Activités	A-OS-1		<b>Moyens</b>		<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>		
			Humain	Matériel	fin			
TOTAL TRANSPORTS		Plaidoyer auprès de la DDTOUR pour la vulgarisation des Textes en vigueur en matière de Tourisme	Exécutif CM			Coût administratif		
						<b>Coût administratif</b>		

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.19.- Cadre Logique du secteur Santé (formations sanitaires)

Problème : difficultés d'accès aux soins de santé de qualité à Tonga

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité</b>			
Objectifs spécifiques	OS-1	Construire un logement d'astreinte au CMA de Tonga	Surface bâtie Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux	Inscription au BIP (MINSANTE)
	OS-2	Réhabiliter le bâtiment du CMA existant	-/-	-/-	-/-
	OS-3	Construire une barrière au CMA de Tonga	-/-	-/-	-/-
	OS-4	Construire le CSI de Babitchoua	-/-	-/-	-/-
	OS-5	Construire le CSI de Baloua	Surface bâtie	PV de réception	Inscription au BIP

			Coût des travaux	Devis descriptif des	(MINSANTE)
	<b>OS-6</b>	Renforcer les équipements du CMA de Tonga	Nombre d'équipements par nature	PV de réception	
	<b>OS-7</b>	Renforcer les équipements du CSI de Bandounga	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-8</b>	Renforcer les effectifs du CMA de Tonga	Nombre d'agents affectés au CMA et disponibles par spécialité	Notes d'affectation Attestations de présence	
	<b>OS-9</b>	Renforcer les effectifs du CSI de Bandounga	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-10</b>	Renforcer les effectifs du CSI de Baloua	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-11</b>	sécuriser le domaine foncier du CMA de TONGA	Superficie sécurisée	Titres de propriété	
	<b>OS-12</b>	constructruire de nouveaux bâtiments (service de chirurgie dentaire, service ophtalmologie, service kinésie thérapie service des urgences, service de maternité) pour le CMA de Tonga	Surface bâtie Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux	Inscription au BIP (MINSANTE)
	<b>OS-13</b>	affecter un personnel spécifique (01 deuxième médecin, 01 infirmière anesthésiste réanimateur, 01 infirmière spécialisée en santé de reproduction, 01 kinésithérapeute, 01 croque mort, 02 infirmiers d'état généralistes, 10 aides soignants, 03 techniciens de laboratoires, 03 vigiles, 03 agent d'entretien)	Nombre d'agents affectés au CMA et disponibles par spécialité	Notes d'affectation Attestations de présence	
	<b>OS-14</b>	aménager des espaces verts	Superficies plantées Superficies entretenues Coût des travaux	Rapports des travaux PV de réception	
	<b>OS-15</b>	renforcer la lutte contre l'exercice illégal de la médecine	Fréquence des contrôles	Rapports DDSANTE, DDCOMMERCE	
	<b>OS-16</b>	Créer et opérationnaliser un District de Santé à Tonga	-Acte de création -Coût des travaux de construction -Nombre et qualification du personnel affecté dans la formation (administratif et médical)	-acte de création -PV de réception -notes d'affectation du personnel -attestations de présence du personnel	

			-Equipements		
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	01 logement d'astreinte construit et opérationnel	Surface bâtie Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux	Inscription au BIP (MINSANTE)
	<b>R-OS-2</b>	Bâtiment CMA réhabilité	-//-	-//-	-//-
	<b>R-OS-3</b>	Barrière construite au CMA	-//-	-//-	-//-
	<b>R-OS-4</b>	CSI de Babitchoua construit	-//-	-//-	-//-
	<b>R-OS-5</b>	CSI de Baloua construit	Surface bâtie Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux	Inscription au BIP (MINSANTE)
	<b>R-OS-6</b>	CMA de Tonga équipé avec : -01 Echographe -01 Radio portatif -01 Ordinateur avec imprimante -01 Moto tout terrain -40Lits avec matelas	Nombre d'équipements par nature	PV de réception	
	<b>R-OS-7</b>	CSI de Bandounga équipé avec : -01 Table d'accouchement -07 microscopes -01 Boîte d'accouchement -01 Boîte appendicectomie -01 Boîte laparotomie -01 Boîte de césarienne	-//-	-//-	-//-
	<b>R-OS-8</b>	Personnel du CMA de Tonga renforcé avec : -01 Médecin -04 IDE -02 Techniciens de radio -04 Infirmiers accoucheurs -04 Laborantins -05 Infirmiers brevetés	Nombre d'agents affectés au CMA et disponibles par spécialité	Notes d'affectation Attestations de présence	

	-07 Aide-soignant -04 Agents d'entretien			
<b>R-OS-9</b>	Personnel du CSI de Bandounga renforcé avec : -02 IDE -02 Infirmiers accoucheurs -02 Laborantins -04 Aide-soignant	-//-	-//-	-//-
<b>R-OS-10</b>	Personnel du CSI de Baloua renforcé avec : -02 IDE -02 Infirmiers accoucheurs -02 Laborantins -04 Aide-soignant	-//-	-//-	-//-
<b>R-OS-11</b>	le domaine foncier du CMA de TONGA sécurisé	Superficie sécurisée	Titres de propriété	
<b>R-OS-12</b>	de nouveaux bâtiments (service de chirurgie dentaire, service ophtalmologie, service kinésie thérapie service des urgences, service de maternité) constructruit pour le CMA de Tonga	Surface bâtie Coût des travaux	PV de réception Devis descriptif des travaux	Inscription au BIP (MINSANTE)
<b>R-OS-13</b>	un personnel spécifique (01 deuxième médecin, 01 infirmière anesthésiste réanimateur, 01 infirmière spécialisée en santé de reproduction, 01 kinésithérapeute, 01 croque mort, 02 infirmiers d'état généralistes, 10 aides soignants, 03 techniciens de laboratoires, 03 vigiles, 03 agent d'entretien) affecté au CMA de Tonga	Nombre d'agents affectés au CMA et disponibles par spécialité	Notes d'affectation Attestations de présence	
	Espaces verts aménagés au CMAdé Tonga	Superficies plantées Superficies entretenues Coût des travaux	Rapports des travaux PV de réception	
<b>R-OS-14</b>	renforcer la lutte contre l'exercice illégal de la médecine	Fréquence des contrôles	Rapports DDSANTE, DDCOMMERCE	

	R-OS-15	sécuriser le domaine foncier du CMA de TONGA	Titre foncier disponible		
	R-OS-16	Opérationnalité d'un District de santé à Tonga	-Acte de création -Coût des travaux de construction -Nombre et qualifiction du personnel affecté dans la formation (administratif et médical) -Equipements	-acte de création -PV de réception -notes d'affectation du personnel -attestations de présence du personnel	Inscription au BIP (MINSANTE)
<b>Activités</b>	A-OS-1		<b>Moyens</b>	<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			H      M      F		
		Plaidoyer auprès du MINSANTE pour inscription au BIP d'une dotation pour construction d'un logement d'astreinte au CMA	Exécutif CM		Coût administratif
		Construction d'un logement d'astreinte au CMA de Tonga	Entrepreneur	Rémunération	30 000 000
	A-OS-2	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour inscription au BIP d'une dotation pour réhabilitation du CMA de Tonga	Exécutif CM	Coût administratif	
		Réhabilitation du CMA de Tonga	Entrepreneur	Rémunération	20 000 000
	A-OS-3	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour inscription au BIP d'une dotation pour construction de la barrière du CMA de Tonga	Exécutif CM	Coût administratif	
		Construction de la barrière du CMA de Tonga	Entrepreneur	Rémunération	5 000 000
	A-OS-4	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour inscription au BIP d'une dotation pour construction du CSI de Babibitcoua	Exécutif CM	Coût administratif	
		Construction du CSI de Babitchoua	Entrepreneur	Rémunération	60 000 000
	A-OS-5	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour inscription au	Exécutif	Coût administratif	

	BIP d'une dotation pour construction du CSI de Baloua	CM				
	Construction du CSI de Baloua	Entrepreneur		Rémunération	60 000 000	
<b>A-OS-6</b>	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour inscription au BIP d'une dotation pour équipement du CMA	Exécutif CM			Coût administratif	
	Equipement du CMA de Tonga	fournisseur		Paiement facture	60 000 000	
<b>A-OS-7</b>	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour inscription au BIP d'une dotation pour équipement du CSI de Bandounga	Exécutif CM			Coût administratif	
	Equipement du CSI de Bandounga	fournisseur		Paiement facture	60 000 000	
<b>A-OS-8</b>	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour affectation du personnel au CMA de Tonga	Exécutif CM			Coût administratif	
<b>A-OS-9</b>	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour renforcement des effectifs du personnel au CSI de Bandounga	-/-	-/-	-/-	-/-	
<b>A-OS-10</b>	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour renforcement des effectifs du personnel au CSI de Baloua	-/-	-/-	-/-	-/-	
<b>A-OS-11</b>	sécurisation du domaine foncier du CMA de TONGA			Elaboration d'un titre foncier	Coût administratif	
<b>A-OS-12</b>	construction de nouveaux bâtiments (service de chirurgie dentaire, service ophtalmologie, service kinésie thérapie service des urgences, service de maternité) pour le CMA de Tonga	entrepreneur			24 000 000	
<b>A-OS-13</b>	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour affectation du personnel au CMA de Tonga ( 01 deuxième médecin, 01 infirmière anesthésiste réanimateur, 01	Exécutif CM			Coût administratif	

	infirmière spécialisée en santé de reproduction,01 kinésithérapeute,01 croque mort, 02 infirmiers d'état généralistes, 10 aides soignants, 03 techniciens de laboratoires, 03 vigiles, 03 agent d'entretien) au CMA				
<b>A-OS-14</b>	aménagement des espaces verts au CMA de Tonga			3 000 000	
<b>A-OS-15</b>	-renforcement de la lutte contre l'exercice illégal de la médecine	Exécutif CM		Coût administratif	
<b>A-OS-16</b>	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour création d'un Hôpital de District à Tonga	Exécutif CM		Coût administratif	
	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour inscription au BIP des travaux de construction d'un Hôpital de District	Exécutif CM		Coût administratif	
	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour inscription au BIP de l'équipement d'un Hôpital de District à Tonga	Exécutif CM		Coût administratif	
	Plaidoyer auprès du MINSANTE pour affectation du personnel à l'Hôpital de District à Tonga	Exécutif CM		Coût administratif	
	Construction de l'Hôpital de District de Tonga	Entrepreneur	Rémunération	120 000 000	
	Equipement de l'Hôpital de District de Tonga	-/-	-/-	60 000 000	
	Construction d'un logement d'astreinte à l'Hôpital de District	Entrepreneur	Rémunération	30 000 000	
<b>TOTAL FORMATIONSSANITAIRES</b>				<b>532 000 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.20.- Cadre logique de la stratégie du secteur MST/SIDA

Problème Global : émergence des MST/SIDA

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global		Réduire de 20% par an la contamination des MST/VIH-SIDA dans la commune de Tonga			
Objectifs spécifiques	OS-1	Organiser par an 04 Campagnes de sensibilisation en collaboration avec les partenaires (MINSANTE, GTI, PNDP, FNUAP, UNFPA, OMS, Global Fund et autres)	Nombre de campagnes organisées par an Nombre de participants	Rapports des campagnes Liste des participants	
	OS-2	Organiser par an 04 campagnes de dépistage gratuit des MST/VIH-SIDA avec les partenaires	-/-	-/-	
	OS-3	Renforcer en médicaments les structures de prise en charge des personnes infectées	Nombre de doses de médicaments distribuées Nombre de bénéficiaires	Registre de distribution	
	OS-4	renforcer les capacités des tradi thérapeutes à la prise en charge des personnes vivants avec le VIH/SIDA	Montant alloué aux actions de renforcement des capacités	Bons d'engagement	
	OS-5	Créer une UPEC (unité de prise en charge de personnes vivant avec le VIH/SIDA)	-quantité des médicaments distribuées -nombre de malades pris en charge	Registres de prise en charge	
Résultats	R-OS-1	04 Campagnes de sensibilisation organisées	Nombre de campagnes organisées par an Nombre de participants	Rapports des campagnes Liste des participants	
	R-OS-2	04 Campagnes de dépistage volontaire organisées	-/-	-/-	
	R-OS-3	Structures de prise en charge renforcées en médicaments.	Nombre de doses de médicaments disponibles Nombre de structures Nombre de bénéficiaires	Bordereaux de livraison Registre de distribution	
	R-OS-4	les capacités des tradi thérapeutes à la prise en charge des personnes vivants avec le VIH/SIDA renforcés	Montant alloué aux actions de renforcement	Bons d'engagement	
	R-OS-5	Opérationnalité d'une UPEC à Tonga	-quantité des médicaments distribuées -nombre de malades pris en	Registres de prise en charge	

Activités			charge			Coût FCFA	Conditions préalables de réalisation
			H	M	F		
A-OS-1		Plaidoirie auprès du MINSANTE pour tenue de 04 campagnes de sensibilisation.	Exécutif CM			Coût administratif	
A-OS-2		Plaidoirie auprès du MINSANTE pour la tenue de 04 campagnes de dépistage gratuit	-//-	-//-	-//-	-//-	
A-OS-3		Plaidoirie auprès du MINSANTE pour dotation du CMA d'une structure de prise en charge gratuite des malades			Part de la Commune	750.000	
A-OS-4		Renforcement les capacités des tradi thérapeutes à la prise en charge des personnes vivants avec le VIH/SIDA					
A-OS-5		Création d'une UPEC (unité de prise en charge de personnes vivant avec le VIH/SIDA				5 000 000	
<b>TOTAL MST/VIH-SIDA</b>						<b>5 750 000</b>	

### 5.2.21.- Cadre logique de la stratégie du secteur Hygiène corporelle et assainissement

Problème Global : présence des parasites liés à l'insalubrité et insuffisance des mesures d'assainissement

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global		Faciliter l'accès de plus de 50%de la population locale aux conditions d'hygiène corporelle et d'assainissement de qualité			
Objectifs spécifiques	OS-1				
Objectifs spécifiques	OS-1	Susciter l'aménagement des latrines par la population (augmenter le nombre de fosses sceptique de 50% par rapport à l'existant) à l'horizon 2013.	Nombre de latrines existantes Nombre de latrines aménagées.	Fiches statistiques du service d'hygiène communal	Instauration des fiches de suivi
	OS-2	Organiser des campagnes d'hygiène et salubrité dans les établissements scolaires de la Commune	Nombre de campagnes organisées par an Nombre de participants	Rapports des campagnes Liste des participants	
	OS-3	renforcer le service d'hygiène de la Mairie et intensifier les campagnes d'hygiène	Nombre de campagnes organisées par an	Rapports des campagnes	

				Liste des participants	
Résultats	R-OS-1	Fosses sceptiques aménagées.	Nombre de latrines existantes Nombre de latrines aménagées.	Fiches statistiques du service d'hygiène communal	Instauration des fiches de suivi
	R-OS-2	Règles d'hygiènes corporelles respectées	Nombre de campagnes organisées par an Nombre de participants	Rapports des campagnes Liste des participants	
	R-OS-3	le service d'hygiène de la mairie renforcé - les campagnes d'hygiène intensifier	Nombre de campagnes organisées par an Nombre de participants	Rapports des campagnes Liste des participants	
Activités	A-OS-1		H M F	Coût FCFA	Conditions préalables de réalisation
	A-OS-1	Elaboration et mise en œuvre d'un planning de contrôle et de sensibilisation de la population sur la nécessité d'aménager des latrines	Exécutif CM		Coût administratif
	A-OS-2	Elaboration et mise en œuvre d'un planning de campagnes d'hygiène et salubrité dans les établissements scolaires de la Commune	Agents municipaux	Missions	1 000 000
	A-OS-3	Renforcement du service d'hygiène de la Mairie et intensifier les campagnes d'hygiène	Agents municipaux	Missions	1 000 000
<b>TOTAL HYGIENE CORPORELLE ET ASSAINISSEMENT</b>				<b>2 000 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 4.2.2.22.- Cadre logique de la stratégie du secteur Poste et Télécommunications

Problème Global : timide relai des TIC à Tonga

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable		Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Faciliter l'accès de plus de 40% de la population locale aux TIC et au service postal</b>				
<b>Objectifs spécifiques</b>	OS-1	Doter la Commune du réseau internet en 2012	Nombre d'ordinateurs connectés	PV de réception		
	OS-2	Faciliter l'accès des services publics locaux au réseau internet	Nombre de services publics connectés au réseau internet	PV de réception		
	OS-3	Faciliter l'implantation des points cyber dans les villages	Nombre de points cyber installés dans les villages Nombre de villages couverts	PV de réception	Contrat avec opérateur privé	
	OS-4	Susciter le renforcement des capacités du service CAMPOST local	Désignation et nombre de services additionnels	Rapports de mise en œuvres desdits services		
<b>Résultats</b>	R-OS-1	Réseau internet installé à la Mairie	Nombre d'ordinateurs connectés	PV de réception		
	R-OS-2	Réseau internet installé dans les services déconcentrés locaux	Nombre de services publics connectés au réseau internet	PV de réception		
	R-OS-3	Points cyber à moindre coût installés dans les villages	Nombre de points cyber installés dans les villages Nombre de villages couverts	PV de réception	Contrat avec opérateur privé	
	R-OS-4	Capacités humaines, matérielles du service CMPOST de Tonga renforcées	Désignation et nombre de services additionnels	Rapports de mise en œuvres desdits services		
<b>Activités</b>	A-OS-1				<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			H	M	F	
		Inscription au budget de la Commune de l'installation du réseau internet	Exécutif CM			Coût administratif
		Installation du réseau internet	Entrepreneur		Rémunér	2 000 000
	A-OS-2	Plaidoyer auprès des services publics pour connexion au réseaux internet	Exécutif CM			Coût administratif

	Signature d'un contrat d'implantation des points cyber dans les villages	Exécutif CM			Coût administratif	
A-OS-3	Plaidoyer auprès du DG/CAMPOST pour renforcement des capacités du service de Tonga	-//-		-//-	-//-	
<b>TOTAL POSTES ET TELECOMMUNICATIONS</b>					<b>2 000 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.23.- Cadre logique de la stratégie du secteur Education de base

Problème Global : difficultés d'accès à une éducation de base de qualité

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Faciliter l'accès au niveau local à une éducation de base de qualité à l'horizon 2020</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	Doter sans délai les écoles maternelles et primaires de la Commune respectivement de 08 et 30 enseignants	Nombre d'enseignants additionnels par cycle Ratio nombre d'enseignants additionnels sur besoins exprimés par cycle	Notes d'affectation Attestations de présence	
	<b>OS-2</b>	Acquérir 2 400 table-bancs à l'horizon 2020 pour les écoles primaires (EP)	Nombre de table-bancs additionnelles	PV de réception	
	<b>OS-3</b>	Acquérir 31 petites tables pour les (EM) à l'horizon 2013	-//-	-//-	
	<b>OS-4</b>	Construire 80 salles de classe	Nombre de salles de classe construites	PV de réception	
	<b>OS-5</b>	Construire l'EM Bandounga quartier 9	Nombre de salles de classe construites Coût des travaux	PV de réception	
	<b>OS-6</b>	Construire 07 clôtures (toutes les EM)	Nombre de clôtures construites Coût des travaux	PV de réception	
	<b>OS-7</b>	Réfectionner EP Tonga 1, 2, 3, Maham	Coût par nature des travaux de réfection effectués	PV de réception	
	<b>OS-8</b>	Construire 23 Blocs administratifs	Nombre de blocs administratifs	PV de réception	

		construits Coût des travaux		
<b>OS-9</b>	Construire 23 points d'eau dans les EM et les EP	Nombre de points d'eau construits Coût des travaux	PV de réception	
<b>OS-10</b>	Construire 23 blocs de latrines	Nombre de blocs de latrines construits Coût des travaux	PV de réception	
<b>OS-11</b>	Construire 23 clôtures	Nombre de clôtures construites Coût des travaux	PV de réception	
<b>OS-12</b>	Construire 23 fosses à ordures	Nombre de fosses à ordures construites Coût des travaux	PV de réception	
<b>OS-13</b>	Acquérir 300 tables bancs pour les écoles maternelles à l'horizon 2013	Noùmbre de tables bancs acquis	PV de réception	
<b>OS-14</b>	créer 03 écoles maternelles dans les quartiers (15, 03, et 14)	03 écoles maternelles créées	Arrété de création	
<b>OS-15</b>	Créer 01 école bilingue à Mbeuna	01 école billingué créée	Arrété de création	
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	08 et 30 enseignants affectés à Tonga	-actes d'affectation	-MINEDUB -Commune
	<b>R-OS-2</b>	2 400 table-bancs acquises et distribuées	-PV de réception	_MINEDUB -Commune -MINTP, MINDUH, etc.
	<b>R-OS-3</b>	31 petites tables acquises et distribuées	Nombre d'enseignants additionnels par cycle Ratio nombre d'enseignants additionnels sur besoins exprimés par cycle	Notes d'affectation Attestations de présence
	<b>R-OS-4</b>	80 salles de classe construites	Nombre de table-bancs additionnelles	PV de réception

	R-OS-5	EM Bandounga quartier 9 construite	-//-	-//-	
	R-OS-6	07 clôtures (toutes les EM) construites	Nombre de salles de classe construites Coût des travaux	PV de réception	
	R-OS-7	EP Tonga 1, 2, 3, Maham 2 réfectionnées	Nombre de salles de classe construites Coût des travaux	PV de réception	
	R-OS-8	Blocs administratifs construites	Nombre de clôtures construites Coût des travaux	PV de réception	
	R-OS-9	23 points d'eau dans les EM et les EP construits	Coût par nature des travaux de réfection effectués	PV de réception	
	R-OS-10	23 blocs de latrines construits	Nombre de blocs administratifs construits Coût des travaux	PV de réception	
	R-OS-11	23 clôtures construites	Nombre de points d'eau Coût des travaux	PV de réception	
	R-OS-12	23 fosses à ordures construites	Nombre de blocs de latrines Coût des travaux	PV de réception	
	R-OS-13	Les 300 tables bancs pour les écoles maternelles à l'horizon 2013 Acquis	Tables bancs disponibles	PV de réception	
	R-OS-14	03 écoles maternelles dans les quartiers (15, 03, et 14) opérationnelles		Arrêté de création	
	R-OS-15	01 école bilingue à Mbeuna opérationnelle		Arrêté de création	
Activités			Moyens	Coût FCFA	Conditions préalables de réalisation
	A-OS-1	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour affectation à Tonga de 08 enseignants de la maternelle et de 30 du primaire	H Exécutif CM	M F	
	A-OS-2	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP	Exécutif		

	de l'acquisition de 2 400 table-bancs pour les EP de Tonga	CM			administratif	
	Acquisition et distribution de 2 400 table-bancs aux EP (existant)	Entrepreneur		Rémun.	48 000 000	
<b>A-OS-3</b>	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de l'acquisition de 31 petites tables pour les EM	Exécutif CM			Coût administratif	
	Acquisition et distribution de 31 petites tables aux EM	Entrepreneur		Rémun.	465 000	
<b>A-OS-4</b>	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction de 80 salles de classe pour les EM /EP (existant)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction de 80 salles de classe pour les EM/EP	Entrepreneur		Rémun.	640 000 000	
<b>A-OS-5</b>	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction de l'EM de Bandounga 9	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction de l'EM de Bandounga 9	Entrepreneur		Rémun.	16 000 000	
<b>A-OS-6</b>	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction de 07 clôtures (toutes les EM) (existant)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction de 07 clôtures (toutes les EM) (existant)	Entrepreneur		Rémun.	70 000 000	
<b>A-OS-7</b>	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la réfection EP Tonga 1, 2, 3, Maham 2	Exécutif CM			Coût administratif	
	Réfection EP Tonga 1, 2, 3, Maham 2	Entrepreneur		Rémun.	20 000 000	
<b>A-OS-8</b>	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction de 23 Blocs administratifs (existant)	Exécutif CM			Coût administratif	
	construction de 23 Blocs administratifs	Entrepreneur		Rémun.	575 000 000	
<b>A-OS-9</b>	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction de 23 points d'eau dans les EM et les EP (existant)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction de 23 points d'eau dans les EM et les EP	Entrepreneur		Rémun.	184 000 000	
<b>A-OS-10</b>	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction de 23 blocs de latrines (existant)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction de 23 blocs de latrines (existant)	Entrepreneur		Rémun.	103 500 000	
<b>A-OS-11</b>	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP	Exécutif			Coût	

	de la construction de 16 clôtures (existant)	CM			administratif	
	Construction de 16 clôtures (existant)	Entrepreneur		Rémun.	320 000 000	
A-OS-12	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de l'aménagement de 23 fosses à ordures (existant)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Aménagement de 23 fosses à ordures (existant)	Entrepreneur		Rémun.	6 900 000	
A-OS-13	<b>Acquisition de 300 tables bancs pour les écoles maternelles à l'horizon 2013</b>					
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de l'acquisition de 300 tables bancs pour les écoles maternelles de Tonga à l'horizon 2013	Exécutif CM			Coût administratif	
	Acquisition de 300 tables bancs pour les écoles maternelles de Tonga à l'horizon 2013	Exécutif CM IAEB Tonga		Rémun.	8 000 000	
A-OS-14	<b>Création de 03 écoles maternelles dans les quartiers 15, 03, et 14</b>					
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP des travaux de construction de 03 écoles maternelles dans les quartiers (15, 03, et 14)	Exécutif CM IAEB Tonga			Coût administratif	
	Construction de 03 écoles maternelles dans les quartiers (15, 03, et 14)	Entrepreneur		Rémun.	24 000 000	
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction des clôtures (03 écoles maternelles des quartiers 15, 03, et 14)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction de clôtures (03 écoles maternelles des quartiers 15, 03, et 14)			Rémun.	30 000 000	
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction des Blocs administratifs (03 écoles maternelles des quartiers 15, 03, et 14)	Exécutif CM			Coût administratif	
	construction des Blocs administratifs (03 écoles maternelles des quartiers 15, 03, et 14)	Entrepreneur		Rémun.	75 000 000	
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction des points d'eau (03 écoles maternelles des quartiers 15, 03, et 14)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction des points d'eau (03 écoles maternelles des quartiers 15, 03, et 14)	Entrepreneur		Rémun.	24 000 000	

	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction des blocs de latrines (03 écoles maternelles des quartiers 15, 03, et 14)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction de blocs de latrines (03 écoles maternelles des quartiers 15, 03, et 14)	Entrepreneur		Rémun.	12 500 000	
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction des clôtures (03 écoles maternelles des quartiers 15, 03, et 14)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction des clôtures (03 écoles maternelles des quartiers 15, 03, et 14)	Entrepreneur		Rémun.	30 000 000	
<b>A-OS-15- Crédation de 01 école bilingue à Mbeuna</b>						
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP des travaux de construction de 01 école bilingue à Mbeuna	Exécutif CM IAEB Tonga			Coût administratif	
	Construction de 01 école bilingue à Mbeuna	Entrepreneur		Rémun.	32 000 000	
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction d'une clôture (01 école bilingue à Mbeuna)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction d'une clôture (01 école bilingue à Mbeuna)				30 000 000	
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction d'un Bloc administratif (01 école bilingue à Mbeuna)	Exécutif CM			Coût administratif	
	construction d'un Bloc administratif (01 école bilingue à Mbeuna)	Entrepreneur		Rémun.	25 000 000	
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction d'un point d'eau (01 école bilingue à Mbeuna)	Exécutif CM			Coût administratif	
	Construction d'un point d'eau (01 école bilingue à Mbeuna)	Entrepreneur		Rémun.	24 000 000	
	Plaidoyer auprès du MINEDUB pour inscription au BIP de la construction d'un bloc de latrines (01 école bilingue à Mbeuna)	Exécutif CM			Coût administratif	

		Construction d'un bloc de latrines (01 école bilingue à Mbeuna)	Entrepreneur		Rémun.	4 500 000	
<b>TOTAL EDUCATION DE BASE</b>						<b>2 305 865 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.24.- Cadre logique de la stratégie du secteur Enseignements Secondaires

Problème Global : difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Faciliter l'accès au niveau local aux enseignements secondaires de qualité à l'horizon 2020</b>			
Objectifs spécifiques	OS-1	Doter les établissements d'enseignement secondaires de 50 enseignants qualifiés (03 établissements existants)	Nombre d'enseignants additionnels par établissement Ratio nombre d'enseignants additionnels sur besoins	Notes d'affectation Attestations de présence	
	OS-2	Acquérir 300 table-bancs (03 établissements existants)	Nombre de table-bancs additionnelles acquises avec indication de l'établissement	PV de réception	
	OS-3	Construire 02 ateliers (Lycée Technique) et de 05 salles info (03 établissements)	Nombre d'ateliers et de salles informatique construits avec indication de l'établissement	PV de réception	
	OS-4	Aménager 03 points d'eau (03 établissements existants)	Nombre de points d'eau aménagés avec indication de l'établissement Coût des travaux	PV de réception	
	OS-5	Aménager 03 fosses à ordures (03 établissements existants)	Nombre de fosses à ordures aménagées avec indication de l'établissement Coût des travaux	PV de réception	
	OS-6	Construire 03 clôtures (03 établissements existants)	Nombre de clôtures construites avec indication de l'établissement Coût des travaux	PV de réception	

	<b>OS-7</b>	Aménager 03 terrains de sport (03 établissements existants)	Nombre de terrains de sport aménagés avec indication de l'établissement Coût des travaux	PV de réception	
	<b>OS-8</b>	Acquérir les titres de propriété des terrains des établissements secondaires existants (Lycée Technique, Lycée Bilingue, CES de Bandounga)	Nombre de titres fncier disponibles		
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	50 enseignants affectés à Tonga	Ratio nombre d'enseignants additionnels sur besoins exprimés par cycle	Notes d'affectation Attestations de présence	
	<b>R-OS-2</b>	300 table-bancs acquises et distribuées	Nombre de table-bancs additionnelles acquises avec indication de l'établissement	PV de réception	
	<b>R-OS-3</b>	Ateliers (Lycée Technique) et de 05 salles info (03 établissements) construites	Nombre d'ateliers et de salles informatique construits par établissement	PV de réception	
	<b>R-OS-4</b>	03 points d'eau construits	Nombre de points d'eau aménagés par établissement Coût des travaux	PV de réception	
	<b>R-OS-5</b>	03 fosses à ordures construites	Nombre de fosses à ordures aménagées avec indication de l'établissement Coût des travaux	PV de réception	
	<b>R-OS-6</b>	03 clôtures construites	Nombre de clôtures construites avec indication de l'établissement Coût des travaux	PV de réception	
	<b>R-OS-7</b>	03 terrains de sport construits	Nombre de terrains de sport aménagés avec indication de l'établissement Coût des travaux	PV de réception	

	R-OS-7	les terrains des établissements secondaires existants titrés	Titres fonciers disponibles			-PV de bornage -JO	
Activités			<b>Moyens</b>			<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			H	M	F		
	A-OS-1	Plaidoyer auprès du MINESEC pour affectation à Tonga de 50 enseignants qualifiés	Exécutif CM			Coût administratif	
	A-OS-2	Plaidoyer auprès du MINESEC pour inscription au BIP de l'acquisition de 300 table-bancs	Exécutif CM			Coût administratif	
		Acquisition et distribution de 300 table-bancs	Entrepreneur		Rémun.	6 000 000	
	A-OS-3	Plaidoyer auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction de 02 ateliers (Lycée Techn) et de 05 salles info (03 établissements)	Exécutif CM			Coût administratif	
		Construction de 02 ateliers (Lycée Techn) et de 05 salles info (03 établissements)	Entrepreneur		Rémun.	100 000 000	
	A-OS-4	Plaidoyer auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction de 03 points d'eau (03 établ)	Exécutif CM			Coût administratif	
		construction de 03 points d'eau (03 établ)	Entrepreneur		Rémun.	24 000 000	
	A-OS-5	Plaidoyer auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction de l'EM de 03 fosses à ordures	Exécutif CM			Coût administratif	
		construction de 03 fosses à ordures	Entrepreneur		Rémun.	1 500 000	
	A-OS-6	Plaidoyer auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction de 03 clôtures 503 établissements)	Exécutif CM			Coût administratif	
		construction de 03 clôtures	Entrepreneur		Rémun.	60 000 000	
	A-OS-7	Plaidoyer auprès du MINESEC pour inscription au BIP de la construction de 03 terrains de sport	Exécutif CM			Coût administratif	
		Construction de 03 terrains de sport	Entrepreneur		Rémun.	10 000 000	
	A-OS-8	Obtention des titres de propriété des terrains des établissements secondaires existants					
<b>Total</b>						<b>201 500 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.25.- Cadre logique de la stratégie du secteur Enseignement Supérieur

**Problème Global : Insuffisance des actions d'orientation des élèves des classes Terminales vers les filières porteuses de l'enseignement supérieur**

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Susciter l'orientation des élèves des classes Terminales vers les filières porteuses de l'enseignement supérieur</b>			
Objectifs spécifiques	OS-1	Faciliter chaque année la tenue des tests d'orientation universitaire à l'intention des élèves des classes Terminales	Nombre d'élèves des classes de Terminale ayant subi le test par rapport à l'ensemble des élèves de cette classe	Résultats des tests	
	OS-2	Faciliter l'accès à des formations à distances au sein des universités publiques et privées	-fiches d'inscription -diplômes reconnus	-les élèves concernés -les évaluateurs -MINESUP -universités concernées	Avoir le diplôme requis
	OS-3	Promouvoir l'assistance aux étudiants par la Commune et les élites dans le cadre de leur scolarité	-désignation et montant de l'assistance -nombre d'étudiants bénéficiaires par année	-rapports des cérémonies d'assistance -fiches d'émargement	
Résultats	R-OS-1	-tests d'orientation réalisés		-rapport d'orientation -résultat individuel	
	R-OS-2	-inscriptions réalisées pour le suivi des formations à distance dans les universités nationales et diplômes obtenus	-nombre d'inscriptions par an -taux de réussite	-fiches d'inscription -diplômes	
	R-OS-2	Assistance aux étudiants par la Commune et les élites dans le cadre de leur scolarité	-désignation et montant de l'assistance -nombre d'étudiants bénéficiaires par année	-rapports des cérémonies d'assistance -fiches	

Activités						d'émargement	Conditions préalables de réalisation	
			H	M	F	Coût FCFA		
A-OS-1		Plaidoyer auprès du MINESUP pour l'orientation des élèves des classes Terminales de Tonga vers les filières de l'enseignement supérieur porteuses	Exécutif CM			Coût administratif		
		Tenue séance d'orientation	Consultant		Accomm	1 000 000		
A-OS-2		Plaidoyer auprès du MINESUP pour l'accès à des formations à distances au sein des universités publiques et privées par les personnes remplissant les conditions requises	-//-		-//-	-//-		
		orientation à travers les actions des élites vers le renforcement des appuis aux étudiants						
<b>TOTAL ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>						<b>1 000 000</b>		

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.25.- Cadre logique de la stratégie du secteur Recherche Scientifique et Innovation

Problème Global : - Eloignement des structures de recherche appliquée et d'appui au développement de l'agriculture et du secteur minier

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Faciliter l'accès aux innovations susceptibles d'induire une Valeur Ajoutée significative</b>			
Objectifs spécifiques	OS-1	Mise en place d'une Antenne IRAD opérationnelle à Tonga	Local abritant l'antenne IRAD Date de lancement des activités de l'Antenne	Acte de création Titre d'occupation des lieux Rapport de lancement des activités	
	OS-2	Réaliser les études sur le potentiel minier de la Commune de Tonga	Volume de chaque ressource identifiée et localisation	Rapports d'étude	Confère Industrie et Mines

<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	Antenne IRAD opérationnelle à Tonga	Local abritant l'antenne IRAD Date de lancement des activités	Acte de création Titre d'occupation des lieux Rapport de lancement des activités	
	<b>R-OS-2</b>	Rapport sur le potentiel minier de la Commune de Tonga disponible et rendu public	Volume de chaque ressource identifiée et localisation	Rapports d'étude	
<b>Activités</b>			<b>Moyens</b>		
	<b>A-OS-1</b>	Plaidoyer auprès du MINRESI pour la présence effective des services de l'IRAD à Tonga	H Exécutif CM	M	F
	<b>A-OS-2</b>	Plaidoyer auprès du MINRESI pour réalisation des études sur le potentiel minier de la Commune de Tonga	-//-	-//-	-//-
<b>TOTAL A-OS-1 à A-OS-2</b>					<b>Coût administratif</b>

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.26.- Cadre logique de la stratégie du secteur Commerce

Problème Global : Insuffisances des infrastructures et d'organisation des acteurs du secteur Commerce

		<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>		<b>Faciliter le fonctionnement harmonieux du secteur commercial</b>			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>OS-1</b>	Organiser en association et syndiquer les différents corps des métiers	Nombre de COOP/GIC Nombre d'entreprises ayant souscrit à un syndicat	Registre des COOP/GIC Actes d'affiliation aux syndicats	
	<b>OS-2</b>	Construire et équiper le marché de Tonga centre et les marchés de Bandounga, Mbeuna, Nkopta, Baloua,	Désignation du marché construit	PV de réception	

		Baloua Ndjindo à l'horizon 2017	Coût des travaux Date de réception		
	<b>OS-3</b>	Organiser les circuits de commercialisation des filières cacao et café	Nombre d'acheteurs enregistrés Nombre et désignation des points de collecte	Attestation de déclaration d'existence Fichier de la DDCOMMERCE	
	<b>OS-4</b>	Susciter et susciter l'implantation des banques et assurances	Nombre de banques commerciales présentes à Tonga Nombre d'assurances implantées	Fichier des établissements de crédit et des assurances	
<b>Résultats</b>	<b>R-OS-1</b>	Opérateurs économiques organisés en associations et syndiqués	Nombre de COOP/GIC Nombre d'entreprises ayant souscrit à un syndicat	Registre des COOP/GIC Actes d'affiliation aux syndicats	
	<b>R-OS-2</b>	marché de Tonga centre marchés de Bandounga, Mbeuna, Nkopta, Baloua, Baloua Ndjindo fonctionnels	Désignation du marché construit Coût des travaux Date de réception	PV de réception	
	<b>R-OS-3</b>	Circuits de commercialisation des filières cacao et café organisés	Nombre d'acheteurs enregistrés Nombre et désignation des points de collecte	Attestation de déclaration d'existence Fichier de la DDCOMMERCE	
	<b>R-OS-4</b>	Banques et assurances implantés et opérationnels	Nombre de banques commerciales présentes à Tonga Nombre d'assurances implantées	Fichier des établissements de crédit et des assurances	
<b>Activités</b>		Plaidoyer auprès de la DDCOMMERCE, des	<b>Moyens</b>		<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			H	M	
	<b>A-OS-1</b>	Plaidoyer auprès de la DDCOMMERCE, des	Exécutif		Coût administratif

	DDEFOP/DDTSS et de la DDADER pour l'organisation en association et syndiquer les corps des métiers	CM				
<b>A-OS-2</b>	Mobilisation des fonds	Exécutif CM			Coût administratif	
	Réalisation des études techniques	Consultant		Rémunér.	19 000 000	
	Construction du marché de Tonga centre	-//-		-//-	150 000 000	
	Construction des marchés de Bandounga, Mbeuna, Nkopta, Baloua, Baloua Ndjindo	-//-		-//-	40 000 000	
<b>A-OS-3</b>	Plaidoyer auprès de la DDCOMMERCE et de la DDADER pour organisation de la filière cacao-café locale	Exécutif CM			Coût administratif	
<b>A-OS-4</b>	Plaidoyer auprès du MINFI pour facilitation de l'implantation à Tonga des banque et assurance	Exécutif CM			Coût administratif	
	Plaidoyer auprès des établissements bancaires et d'assurance pour implantation des succursales à Tonga	Exécutif CM			Coût administratif	
<b>TOTAL COMMERCE</b>					<b>209 400 000</b>	

Source : résultat des diagnostics participatifs et de l'atelier de planification communale

### 5.2.27.- Cadre logique de la stratégie du secteur Travaux Publics

Problème Global : insuffisance des infrastructures pour le déplacement des personnes et des biens

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Faciliter la mise en place des infrastructures favorables au déplacement intra communal des personnes et des biens</b>			
<b>Objectifs spécifiques Résultats</b>	<b>OS-1</b>	Entretenir le tronçon bitumé Pont du Ndé-Maham	Longueur du tronçon Coût d'entretien	PV de livraison	Inscription au BIP (MINTP)
	<b>OS-2</b>	Entretenir le tronçon bitumé Pont du Ndé-Poste de Gendarmerie de Tonga (02 km)	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-3</b>	Entretenir le tronçon bitumé Centre urbain (07 km)	-//-	-//-	Inscription au BIP (MINDUH)
	<b>OS-4</b>	Entretenir la route en terre prioritaire Tonga-Bazou	-//-	-//-	Inscription au

	(D 62-02 km)			BIP (MINTP)
<b>OS-5</b>	Entretenir la route rurale classée Bantoum 3-Sawki Sangwa (N4-35 km)	-//-	-//-	-//-
<b>OS-6</b>	Entretenir la route rurale classée Bassamba-Bandounga (10 km)	-//-	-//-	-//-
<b>OS-7</b>	Entretenir la route rurale classée Tonga-Babitchoua-Baloua (26 km)	-//-	-//-	-//-
<b>OS-8</b>	Entretenir la route rurale non classée Fagno-Babitchoua (12 km)	-//-	-//-	-//-
<b>OS-9</b>	Entretenir la route rurale non classée Bandounga-Baloua (10 km)	-//-	-//-	Inscription au BIP (MINTP)
<b>OS-10</b>	Entretenir la route rurale non classée Tonga-Bitchoua Nord (12km)	-//-	-//-	-//-
<b>OS-11</b>	Entretenir la route rurale non classée Tonga-Babitchoua (6.5 km)	-//-	-//-	-//-
<b>OS-12</b>	Entretenir la route rurale non classée Babitchoua-Baloua-Nounts (8.5 km)	-//-	-//-	-//-
<b>OS-13</b>	Entretenir la route rurale non classée Bandounga Chefferie-Chefferie Babouleng Telegwa (10 km)	Longueur du tronçon Coût d'entretien	PV de livraison	Inscription au BIP (MINTP)
<b>OS-14</b>	Construire la route en terre programmée Tonga-Bitchoua Nord par Kontsa	-//-	-//-	-//-
<b>OS-15</b>	Construire la route en terre programmée Bandounga-Bassamba par Mbondi	-//-	-//-	-//-
<b>OS-16</b>	Construire la route en terre programmée Tonga-Babitchoua-Baloua	-//-	-//-	-//-
<b>OS-17</b>	Construire la route non programmée Bandounga-Boditcha	-//-	-//-	-//-
<b>OS-18</b>	Construire la route non programmée à destination de Ndémou	-//-	-//-	-//-
<b>OS-19</b>	Construire la route non programmée à destination de Boko	-//-	-//-	-//-
<b>OS-20</b>	Construire la route non programmée à destination de Blensa	-//-	-//-	-//-
<b>OS-21</b>	Construire la route non programmée à destination de Keyebo	-//-	-//-	-//-
<b>OS-22</b>	Réfectionner l'ouvrage d'art-PK O+900. 22.339.416 FCFA TTC	-//-	-//-	-//-
<b>OS-23</b>	Réfectionner l'ouvrage d'art-PK 8+800. 20.671.783 FCFA TTC au 4/8/2010	-//-	-//-	-//-
<b>OS-24</b>	Réfectionner l'ouvrage d'art-PK 1+900. 20.671.793 FCFA TTC	-//-	-//-	-//-
<b>OS-25</b>	Réfectionner l'ouvrage d'art-PK 4+00. 17.527.101 FCFA TTC	-//-	-//-	-//-

<b>Résultats</b>	<b>OS-1</b>	Entretien du tronçon bitumé Pont du Ndé-Maham	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-2</b>	Entretien du tronçon bitumé Pont du Ndé-Poste de Gendarmerie de Tonga (02 km)	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-3</b>	Entretien du tronçon bitumé Centre urbain (07 km)	-//-	-//-	Inscription au BIP (MINDUH)
	<b>OS-4</b>	Entretien route en terre prioritaire Tonga-Bazou (D 62-02 km)	-//-	-//-	Inscription au BIP (MINTP)
	<b>OS-5</b>	Entretien route rurale classée Bantoum 3-Sawki Sangwa (N4-35 km)	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-6</b>	Entretien route rurale classée Bassamba-Bandounga (10 km)	Longueur du tronçon Coût d'entretien	PV de livraison	Inscription au BIP (MINTP)
	<b>OS-7</b>	Entretien route rurale classée Tonga-Babitchoua-Baloua (26 km)	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-8</b>	Entretien route rurale non classée Fagno-Babitchoua (12 km)	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-9</b>	Entretien route rurale non classée Bandounga-Baloua (10 km)	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-10</b>	Entretien route rurale non classée Tonga-Bitchoua Nord (12km)	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-11</b>	Entretien route rurale non classée Tonga-Babitchoua (6.5 km)	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-12</b>	Entretien route rurale non classée Babitchoua-Baloua-Nountse (8.5 km)	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-13</b>	Entretien route rurale non classée Bandounga Chefferie-Chefferie Babouleng Telegwa (10 km)	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-14</b>	Construction route en terre programmée Tonga-Bitchoua Nord par Kontsa	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-15</b>	Construction route en terre programmée Bandounga-Bassamba par Mbondi	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-16</b>	Construction route en terre programmée Tonga-Babitchoua-Baloua	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-17</b>	Construction route non programmée Bandounga-Boditcha	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-18</b>	Construction route non programmée à destination de Ndemou	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-19</b>	Construction route non programmée à destination de Boko	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-20</b>	Construction route non programmée à destination de Blensa	-//-	-//-	-//-

	<b>OS-21</b>	Construction route non programmée à destination de Keyebo	-/-	-/-	-/-		
	<b>OS-22</b>	Réfection ouvrage d'art-PK O+900	-/-	-/-	-/-		
	<b>OS-23</b>	Réfection ouvrage d'art-PK 8+800	-/-	-/-	Inscription au BIP (MINTP)		
	<b>OS-24</b>	Réfection ouvrage d'art-PK 1+900.	Longueur du tronçon Coût d'entretien	PV de livraison			
	<b>OS-25</b>	Réfection ouvrage d'art-PK 4+00.	-/-	-/-	-/-		
<b>Activités</b>			<b>Moyens</b>		<b>Coût FCFA</b>		
			H	M			
	<b>OS-1</b>	Entretien du tronçon bitumé Pont du Ndé-Maham	Entrepreneur		Rémunération	PM	Mobilisation des ressources
	<b>OS-2</b>	Entretien du tronçon bitumé Pont du Ndé-Poste de Gendarmerie de Tonga (02 km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
	<b>OS-3</b>	Entretien du tronçon bitumé Centre urbain (07 km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
	<b>OS-4</b>	Entretien route en terre prioritaire Tonga-Bazou (D 62-02 km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
	<b>OS-5</b>	Entretien route rurale classée Bantoum 3-Sawki Sangwa (N4-35 km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
	<b>OS-6</b>	Entretien route rurale classée Bassamba-Bandounga (10 km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
	<b>OS-7</b>	Entretien route rurale classée Tonga-Babitchoua-Baloua (26 km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
	<b>OS-8</b>	Entretien route rurale non classée Fagno-Babitchoua (12 km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
	<b>OS-9</b>	Entretien route rurale non classée Bandounga-Baloua (10 km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
	<b>OS-10</b>	Entretien route rurale non classée Tonga-Bitchoua Nord (12km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
	<b>OS-11</b>	Entretien route rurale non classée Tonga-Babitchoua (6.5 km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-
	<b>OS-12</b>	Entretien route rurale non classée Babitchoua-Baloua-Nountse (8.5 km)	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-

	<b>OS-13</b>	Entretien route rurale non classée Bandounga Chefferie-Chefferie Babouleng Telegwa (10 km)	Entrepreneur		Rémunération	PM	
	<b>OS-14</b>	Construction route en terre programmée Tonga-Bitchoua Nord par Kontsa	Entrepreneur		Rémunération	PM	Mobilisation des ressources
	<b>OS-15</b>	Construction route en terre programmée Bandounga-Bassamba par Mbondi	-//-	-//-	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-16</b>	Construction route en terre programmée Tonga-Babitchoua-Baloua	-//-	-//-	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-17</b>	Construction route non programmée Bandounga-Boditcha	-//-	-//-	-//-	-//-	Mobilisation des ressources
	<b>OS-18</b>	Construction route non programmée à destination de Ndemou	-//-	-//-	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-19</b>	Construction route non programmée à destination de Boko	-//-	-//-	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-20</b>	Construction route non programmée à destination de Blensa	-//-	-//-	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-21</b>	Construction route non programmée à destination de Keyebo	-//-	-//-	-//-	-//-	-//-
	<b>OS-22</b>	Réfection ouvrage d'art-PK O+900.	-//-	-//-	-//-	22.339.416	-//-
	<b>OS-23</b>	Réfection ouvrage d'art-PK 8+800.	-//-	-//-	-//-	20.671.783	-//-
	<b>OS-24</b>	Réfection ouvrage d'art -PK 1+900.	-//-	-//-	-//-	20.671.793	-//-
	<b>OS-25</b>	Réfection ouvrage d'art-PK 4+00.	-//-	-//-	-//-	17.527.101	-//-
<b>TOTAL TRAVAUX PUBLICS (OUVRAGES D'ART UNIQUEMENT)</b>						<b>81 210 083</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.28.- Cadre logique de la stratégie du secteur Agriculture et Développement Rural

Problème Global : Faible rendement agricole

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global		<b>Augmenter les rendements et les superficies cultivées</b>			
Objectifs spécifiques	OS-1	Construire, équiper et doter en personnel 04 postes agricoles (Babitchoua, Nountse, Nkopta, Bitchoua Nord) à l'horizon 2014	Coût des travaux Date de réception	PV de réception	Inscription au BIP (MINADER)
	OS-2	Créer, construire, équiper et doter en personnel 22 postes agricoles à l'horizon 2020	-//-	-//-	-//-
	OS-3	Créer, construire, équiper et doter en personnel 26 Brigades Phytosanitaires à l'horizon 2020	-//-	-//-	-//-
	OS-4	Organiser 02 formations des Chefs de postes Agricoles par an	Nombre de formations organisées par an Dates de chaque formation Nombre de participants	Rapports des formations Liste des participants Attestations de formation	
	OS-5	-organiser 02 séminaires de formation des formateurs locaux (Responsables Coop/GIC, UGIC)	-//-	-//-	-//-
	OS-6	Susciter l'implantation des magasins spécialisés de vente des intrants et d'une Antenne IRAD	Nombre de magasins d'intrants agricoles Local abritant l'antenne IRAD Date de lancement des activités de l'Antenne	Fichier des contribuables Acte de création Titre d'occupation des lieux Rapport de lancement des activités	
Résultats	R-OS-1	Postes agricoles de Babitchoua, Nountse, Nkopta, Bitchoua Nord construits et opérationnels	Désignation du Poste Agricole construit Coût des travaux Date de réception	PV de réception	Inscription au BIP (MINADER)

	<b>R-OS-2</b>	-22 autres postes agricoles opérationnels en 2020	-//-	-//-	-//-
	<b>R-OS-3</b>	26 Brigades Phytosanitaires fonctionnelles dans la Commune à l'horizon 2020	-//-	-//-	-//-
	<b>R-OS-4</b>	02 formations des Chefs de Postes agricoles organisées par an	Nombre de formations organisées par an Dates de chaque formation Nombre de participants	Rapports des formations Liste des participants Attestations de formation	
	<b>R-OS-5</b>	02 formations des formateurs organisées par an	-//-	-//-	-//-
	<b>R-OS-6</b>	coût des intrants agricoles réduits de 50% à l'horizon 2013	Nombre de magasins d'intrants agricoles Date de lancement des activités de l'Antenne	Fichier des contribuables	
<b>Activités</b>	<b>A-OS-1</b>	Plaidoyer auprès du MINADER pour inscription au BIP des travaux de construction des Postes agricoles de Babitchoua, Nountse, Nkopta, Bitchoua Nord	<b>Moyens</b>	<b>Coût FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			H		
			M		
			F		
		Construction, équipement et dotation en personnel des 04 PA	Entrepreneur		Rémun.
		Plaidoyer auprès du MINADER pour achat de 04 Yamaha 125 aux Chefs des 04 Postes agricoles	Exécutif CM		Coût administratif
		Achat et distribution des 04 Yamaha aux 04 Chefs des PA	Entrepreneur		Rémun.
					14 000 000
	<b>A-OS-2</b>	Plaidoyer auprès du MINADER pour inscription au BIP des travaux de construction de 22 Postes agricoles dans les autres villages à l'horizon 2020	Exécutif CM		Coût administratif
		Construction, équipement et dotation en personnel des 22 PA	Entrepreneur		Rémun.
		Plaidoyer auprès du MINADER pour achat de 22 Yamaha 125 aux Chefs des 22 Postes agricoles	Exécutif CM		Coût administratif

		Achat et distribution des 22 Yamaha aux 22 Chefs des PA	Entrepreneur		Rémun.	77 000 000	
<b>A-OS-3</b>	Plaidoyer auprès du MINADER pour inscription au BIP des travaux de construction de 26 Brigades Phytosanitaires dans les villages à l'horizon 2020	Exécutif CM			Coût administratif		
	Construction, équipement et dotation en personnel des 22 PA	Entrepreneur		Rémun.	520 000 000		
	Plaidoyer auprès du MINADER pour achat de 22 Yamaha 125 aux Chefs des 22 Postes agricoles	Exécutif CM			Coût administratif		
	Achat et distribution des 22 Yamaha aux 22 Chefs des PA	Entrepreneur		Rémun.	91 000 000		
<b>A-OS-4</b>	Plaidoyer auprès de la DDADER pour organisation de 02 formations des Chefs de postes agricoles par an	Exécutif CM			Coût administratif		
<b>A-OS-5</b>	Plaidoyer auprès de la DDADER pour organisation de 02 formations des formateurs par an - organisation de 02 formations des formateurs par an	Exécutif CM			Coût administratif		
<b>A-OS-6</b>	Plaidoyer auprès Du MINADER pour réduction de 50% à l'horizon 2013 du coût des intrants agricoles	Entrepreneur	Rémun		1 000 000	Coût administratif	Solution nationale
<b>TOTAL AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL</b>					<b>1 223 000 000</b>		

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.29.- Cadre logique de la stratégie du secteur Communication

Problème Global : Difficultés d'implantation de médias au niveau local

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif général		Faciliter l'implantation des médias au niveau local			
Objectifs spécifiques	OS-1	Tenir une réunion de mobilisation des opérateurs des secteurs public, privé et de la société civile pour l'implantation des médias locaux	Nombre de médias implantés	Fichier de médias du MINCOM	Respect de la réglementation

Résultats	R-OS-1	Médias effectivement implantés	-//-			-//-	
Activités	A-OS-1	Plaidoyer auprès des secteurs public, privé et de la société civile pour l'implantation des médias au niveau local	Moyens			Coût FCFA	
			H	M	F		
<b>TOTAL COMMUNICATION</b>						Coût administratif	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

#### 5.2.30.- Cadre logique de la stratégie du secteur Eau et Energie (Electricité)

Problème Global : Difficultés d'accès à une énergie électrique viable

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global		Pallier les insuffisances structurelles			
Objectifs spécifiques	OS-1	Renforcer la puissance de la capacité installée (capacité actuelle 1000 KVA)	Capacité additionnelle Coût des travaux	Rapports exécutifs Transformateurs	
	OS-2	Etendre réseau électrique haute et basse tension dans l'ensemble des villages de la Commune à l'horizon 2025	Désignation des villages électrifiés Nombre des villages électrifiés	-//-	
	OS-3	Valoriser les sources d'énergie renouvelable (énergie solaire)	Nature, nombre et capacité des sources renouvelables implantées Coût des travaux	Rapports exécutifs Equipements installés	
Résultats	R-OS-1	Puissance installée renforcée et permettant une extension du réseau électrique dans l'ensemble de la Commune	Capacité additionnelle installée Coût des travaux	Rapports exécutifs Transformateurs	
	R-OS-2	Réseau électrique de haute et basse tension étendu aux 26 villages à l'horizon 2025.	Désignation des villages électrifiés Nombre des villages	-//-	

			électrifiés			
	R-OS-3	Energie renouvelable valorisée à l'horizon 2020.	Nombre et capacité des sources renouvelables Coût des travaux	Rapports exécutifs Equipements installés		
Activités	A-OS-1		<b>Moyens</b>		<b>Coût FCFA</b>	
			H	M		
		Plaidoyer auprès du MINEE pour inscription au BIP du financement du renforcement de la capacité installée	Exécutif CM		Coût administratif	
		Mobilisation des ressources	-//-	Missions	PM	
		Saisine AES SONEL/AER	-//-		Coût administratif	
		Extension du réseau électrique dans les villages	-//-		-//-	
		Lutte contre les réseaux pirates ou toiles d'araignées dans l'espace urbain et les villages	-//-		-//-	
A-OS-3	Implantation des sources d'énergie renouvelables	-//-		-//-		
<b>TOTAL EAU ET ENERGIE (ELECTRICITE)</b>					<b>PM</b>	

Source : résultats de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.2.31.- Cadre logique de la stratégie du secteur Eau et Energie (Eau)

Problème Global : Difficultés d'accès à l'eau potable

		Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>		<b>Pallier les insuffisances structurelles</b>			
Objectifs spécifiques	OS-1	Doter la ville de Tonga d'une adduction d'eau	-PV de réception	-Commune/DDEE	
	OS-2	Equiper les 22 villages non pourvus de points d'eau (2025)	-PV de réception	-Commune/DDEE	
	OS-3	Initier au quotidien les populations aux processus de traitement de l'eau et d'entretien des points d'eau	-dépliants et manuels des processus	-Commune - DDEE, DDAS, DDPROFF, DDSANTE	
Résultats	R-OS-1	Ville de Tonga dotée d'un réseau d'adduction d'eau potable	-PV de réception	-Commune/DDEE	

	R-OS-2	22 villages pourvus de points d'eau potable	-PV de réception	-Commune/DDEE	
	R-OS-3	Populations initiées au quotidien aux processus de traitement de l'eau et d'entretien des points d'eau	-dépliants et manuels des processus		
<b>Activités</b>	A-OS-1		<b>Moens</b>	<b>Coûts FCFA</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
			H		
			M		
			F		
	Mobilisation des ressources auprès des partenaires	Exécutif		2 000 000	
		Exécutif/CM		Coût administratif	
		Entrepreneur	Rémun.	10 000 000	
		Entrepren.	Rémun.	1 150 000 000	
	A-OS-2	Plaidoyer auprès du MINEE pour inscription au BIP	x	Coût administratif	
		Réalisations de l'adduction d'eau	Entrepreneur	Rémun.	176 000 000
	A-OS-3	Plaidoyer auprès des DDEE, DDAS, DDPREOFF, DDSANTE pour élaboration des dépliants et manuels des processus d'entretien des points d'eau	Exécutif CM	Coût administratif	
		Production et large diffusion des dépliants	Entrepreneur	Rémun.	2 000 000 X
<b>TOTAL A-OS-1 à A-OS-3</b>				<b>1 340 000 000</b>	

Source : résultats du COMES, de l'atelier de planification et des diagnostics

### 5.3.- COUT ESTIMATIF DU PCD DE LA COMMUNE DE TONGA

Tableau n° 32 : coût estimatif du PCD de Tonga

<b>N°</b>	<b>Secteur</b>	<b>Cout (FCFA)</b>
<b>01</b>	Commune	470 750 984
<b>02</b>	Affaires sociales (y compris populations défavorisées)	168 000 000
<b>03</b>	Jeunesse	204 000 000
<b>04</b>	Elevage, Pêche et Industries Animales	170 000 000
<b>05</b>	Culture	6 250 000
<b>06</b>	Développement Urbain et Habitat	2 242 750000
<b>07</b>	Domaines et Affaires Foncières	26 250 000
<b>08</b>	Forêt et Faune	190 250 000
<b>09</b>	Sport et Education Physique	71 800 000
<b>10</b>	Emploi et Formation Professionnelle	110 000 000
<b>11</b>	Travail et Sécurité Sociale	210 000 000
<b>12</b>	Environnement et Protection de la Nature	800 000
<b>13</b>	Administration Territoriale, Décentralisation et Maintien de l'Ordre	-
<b>14</b>	Promotion de la Femme et de la Famille	80 000 000
<b>15</b>	Industrie, Mines et Développement Technologique	-
<b>16</b>	Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	-
<b>17</b>	Transport	215 000 000
<b>18</b>	Tourisme	-
<b>19</b>	Santé (formations sanitaires)	532 000 000
	Santé MST/SIDA	5 750 000
	Santé Hygiène corporelle et assainissement	2 000 000
<b>21</b>	<b>Postes et Télécommunications</b>	<b>2 000 000</b>
<b>22</b>	<b>Education de base</b>	<b>2 305 865</b>
<b>23</b>	<b>Enseignements secondaires</b>	<b>201 600 000</b>
<b>24</b>	<b>Enseignement supérieur</b>	<b>1 000 000</b>
<b>25</b>	<b>Recherche Scientifique et Innovation</b>	<b>-</b>
<b>26</b>	<b>Commerce</b>	<b>209 400 000</b>
<b>27</b>	<b>Travaux Publics</b>	<b>81 210 083</b>
	<b>Communication</b>	-
<b>28</b>	<b>Agriculture et Développement Rural</b>	<b>1 223 000 000</b>
<b>29</b>	<b>Eau et Energie (Electricité)</b>	<b>-</b>
	<b>Eau et Energie (Eau)</b>	<b>1 340 000 000</b>
	<b>Total</b>	<b>7 775 866 932</b>

Source : résultats des cadres logiques

### 5.4.- PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DURABLE DES TERRES (PUGDT)

Matrice du PUGDT

Caractéristiques	Utilisations	Potentiels	Contraintes	Actions à mener	Accès et contrôle
<b>-zones rurales avec faible densité de la Population - Mosaïque forestière -plaines</b>	-Verger -petit élevage familial -Construction des habitations -Jardins	-Terrains pour construction -Main d'œuvre disponible -Carrière latérite/pierres	-Absence de réseau de communication téléphonique -Pistes impraticables	-Electrification -Mobilisation de la population -Aménagement des pistes -valorisation du potentiel	Accès facile mais suivi par les chefs traditionnels
<b>Marécages,</b>	-Culture, riz,	-sable	-faible	-Drainage des	Accès facile

Caractéristiques	Utilisations	Potentiels	Contraintes	Actions à mener	Accès et contrôle
<b>cours d'eau et zones inondables, Végétation constituée de raphia, joncs, rotins et chaume</b>	plantes maraîchères, plantes de contre saison -Extraction du sable fin Récolte de PFNL	-ressources halieutiques -agriculture	exploitation du potentiel -Pénibilité du travail -inondations	eaux -Elaboration d'un plan d'aménagement des bas fonds -valorisation du potentiel	mais suivi par les chefs traditionnels
<b>Collines et montagnes</b>	Cultures de riz, pérennes et de rente	Fertilité des sols -pierreries	-montées -escarpements -accès difficile	-aménager les voies d'accès -valorisation du potentiel	-/-
<b>Flancs des collines</b>	Cultures pérennes et de rente	Carrières de pierres	-// -érosion	-//	-/-
<b>-Savane arbustive (Chaume, arbustes, Rônier ou Agona) -Sol brun</b>	-Cultures vivrières et plantation cacaoyères -Chasse artisanale -Coupe paille	-Sols fertiles et disponible, -Richesse faunique, -Bois de chauffage, -Carrière latéritique.	-Feux de brousse -écoubage -Présence des rongeurs -Absence de pistes de déserte.	-Limitation feux brousse/écoubage -Pose de piège - encadrement /organisation des producteurs,	-/-
<b>- Végétation de forêt (Ayous, Iroko, Pachis, Bété), palmiers à huile, PFNL, Plantation cacaoyère ; -Sol ferralitiques</b>	-Récolte du bois d'œuvre et des PFNL, -Création des cacaoyères et cultures vivrières -Pratique chasse et pêche artisanales	-Variété d'essences forestières -sol fertile et disponible -Richesse faunique et halieutique -pâturages	-Présence d'animaux dévastateurs, -Prolifération des maladies et insectes nuisibles -Exploitation illicite du bois d'œuvre	-Limitation des feux de brousse, et de la coupe du bois -création des voies -valorisation du potentiel	-/-
<b>Forêts et savanes inhabités des villages jadis abandonnés</b>	-exploitation illicite de la flore et de la faune -culture par les riverains	-essences forestières -PFNL -faune abondante -pâturages -terres fertiles	-ressources non évaluées -coupe anarchique de bois -pas d'accès -populations délocalisées	-création des voies d'accès -valorisation du potentiel	-/-
<b>Forêts sacrées</b>	Rites	'essences forestières -richesse culturelle	-sites protégés		Lieu sacré contrôle des chefs traditionnels
<b>Zone urbaine non nantie d'un Plan d'Occupation des Sols (POS)</b>	-habitations -locaux administratifs -infrastructures socioéconomiques	Disponibilité des espaces inoccupés	-aménagement de la voirie urbaine -réaliser des lotissements	Réalisation d'un POS	Suivi par la Commune

Source : données consolidées des unités de paysage (UP) et des diagnostics

## **VI.- CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT)**

## VI.- CADRE DE DEPENSE A MOYEN TERME (CDMT)

### 6.1.- CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME DES PROJETS PRIORITAIRES Y COMPRIS POPULATIONS MARGINALES)

**Tableau 33:** Programmation stratégique des solutions retenues

Objectif général	Résultats	Activités	Responsables	Partenaires	Période			Moyens		Coût FCFA	Indicateurs	Hypothèse/ Observations							
					A 1	A 2	A 3	M	F										
<b>INSTITUTION COMMUNALE</b>																			
<b>Problème général : Optimiser le fonctionnement de l'institution communale</b>																			
<b>Optimiser le fonctionnement de l'institution communale à l'horizon 2025</b>	<b>Barème de salaires mensuels pour l'Exécutif communal adopté et appliqué</b>	Adoption et mise en œuvre d'un barème de salaires mensuels pour l'Exécutif communal	Exécutif communal -Conseil Municipal (CM)					X	X	PM	Montant des salaires mensuels	- Inscription au Budget du MINATD							
	<b>Autres agents recrutés et affectés</b>	-Recrutement et affectations des personnels	-//-	-				x	x	30 000 000	-Ratio agents recrutés sur postes de travail	Inscription au Budget communal							
	<b>Formation réalisée</b>	-Formation en Comptabilité publique	-//-	consultant				x	x	2 000 000	Nombre de personnes formées	-//-							
	<b>Formation réalisée</b>	- Formation en Elaboration des DAO	-//-	-//-				x	x	2 000 000	-//-	-//-							
	<b>Formation réalisée</b>	-Formation en informatique	-//-	-//-				x	x	2 000 000	-//-	-//-							

	<b>Atelier réalisé</b>	-Atelier sur la décentralisation	-//-	-//-		x	x	2 000 000	-//-	-//-
	<b>Arriérés d'indemnités d'avancement et de fonction payés</b>	Paiement des arriérés d'indemnités d'avancement et de fonction	Exécutif CM		x	x	3 857 984	Ratio montant payé sur montant dû	Inscription au Budget communal	
	<b>Les 02 Temporaires en activité depuis plus de 02 ans titularisés</b>	Titularisation des 02 Temporaires en activité depuis plus de 02 ans	Exécutif CM				5 000 000	Nombre d'agents temporaires titularisés	Inscription au Budget communal	
	<b>Arriérés des cotisations CNPS payés</b>	Reversement des cotisations CNPS dues pour la période 2006 à 2011					1 643 000			
	<b>Complexe agropastoral opérationnel</b>	Construction d'un complexe agropastoral	Exécutif CM				61 500 000	Ressources mobilisées Revenus générés	Mobilisation des ressources	
	<b>Toilettes du marché de Tonga centre opérationnelles</b>	Construction des toilettes opérationnelles au marché de Tonga centre	Exécutif CM				8 000 000	Coût de réalisation Recettes d'exploitation	Mobilisation des ressources	
	<b>Hangars des marchés de Bandounga et de Bitchoua</b>	Construction des Hangars aux marchés de Bandounga	Exécutif CM				16 000 000	Coût de réalisation Recettes d'exploitation	Mobilisation des ressources	

	<b>Nord fonctionnels</b>	et de Bitchoua Nord							n	
	<b>Gare pour motos de Tonga fonctionnelle</b>	Aménagement gare pour motos	Exécutif CM					2 000 000	-//-	Mobilisation des ressources
	<b>Equipements de voirie acquis</b>	Equipements de voirie	Exécutif CM					15 000 000	-//-	Mobilisation des ressources
	<b>Réunions périodiques tenues</b>	instauration des réunions de l'Exécutif communal	Exécutif CM					100 000	Nombre de réunions tenues par mois	Inscription au Budget communal
	<b>Réunions périodiques tenues</b>	tenue des réunions hebdomadaires d'évaluation des activités par service	Exécutif CM					500 000	Nombre de réunions tenues par mois	Inscription au Budget communal
	<b>Réunions périodiques tenues</b>	Tenue des réunions périodiques entre l'Exécutif communal et le personnel	Exécutif CM					400 000	Nombre de réunions tenues par an	Inscription au Budget communal
	<b>Réunions périodiques tenues</b>	tenue des réunions de concertation avec services déconcentrés	Exécutif CM					500 000	Nombre de réunions tenues par an	Inscription au Budget communal
	<b>Activités sportives engagées</b>	Promotion des activités sportives	Exécutif CM					1 000 000	Nombre de pratiquants	Inscription au Budget communal
<b>TOTAL COMMUNE</b>								<b>153 500 984</b>		
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>										
<b>Problème : insuffisance d'encadrement des populations vulnérables</b>										

<b>Assurer la prise en charge et la protection sociale de 80% des personnes cibles à l'horizon 2020</b>	<b>Recensement réalisé</b>	Recensement des populations vulnérables	Commune -DDAS	MINAS			X	X	<b>3 000 000</b>	Effectifs par nature	Inscription au budget du MINAS
	<b>Scolarisation de 50 OEV assurée</b>	-Soutien à la scolarisation de 50 OEV	Commune -DDAS	-MINJUSTIC.			X	x	3 000 000		Inscription au budget du MINAS
<b>TOTAL ASS</b>									<b>6 000 000</b>		
<b>JEUNESSE</b> Problème : Insuffisance des infrastructures et des structures d'encadrement et d'appui aux AGR de la jeunesse locale											
<b>Faciliter l'insertion socioéconomique de plus de 50% de jeunes de Tonga à l'horizon 2020</b>	<b>insertion des jeunes assurée</b>	- , insertion socioéconomique et financement des microprojets de 25 jeunes par an à raison de 1 000 000 FCFA par microprojet réalisés	-MINJEUN - Commune	MINEFOP MINTSS			X	x	<b>25 000 000</b>	-rapports de formation -contrats d'assistance	Inscription au budget du MINJEUN
<b>TOTAL MINJEUN</b>									<b>25 000 000</b>		
<b>ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES</b> Problème : très faible production du secteur Elevage, Pêche et Industries Animales											
<b>Réduire la dépendance de la Commune vis à vis des autres localités et dégager des excédents à</b>	<b>Populations formées sur techniques d'élevage et de pêche</b>	'Implantation de 02 centres expérimentaux d'alevinage à Tonga et à Bandounga	-//-				X	X	<b>10 000 000</b>	-rapports	Mobilisation des fonds
	<b>CPC appuyés</b>	Appui aux (CPC) :	-//-			X	X		<b>100 000 000</b>	Montant débloqué	BIP 2011

l'horizon 2020	Financement du GIC AECOT assuré			-COMMUNE -GIC/ AECOT -DAEPIA					1 000 000	-rapport exécutif	BIP 2011
<b>TOTAL EPIA</b>									<b>113 500 000</b>		
<b>DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT</b>											
<b>Problème : absence d'un cadre institutionnel de référence pour l'occupation de l'espace physique de la Commune de Tonga (POS)</b>											
Faire de la ville de Tonga un espace viable et agréable	-Commune de Tonga dotée d'un POS	Doter la Commune de Tonga d'un POS	- Commune -MINDAF	MINDAF			x	x	26 500 000	Répartition de la superficie couverte par le POS	Mobilisation des ressources
<b>TOTAL DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT</b>									<b>26 500 000</b>		
<b>FORET ET FAUNE</b>											
<b>Problème : perte de la diversité biologique et notamment régression de la couverture végétale et du règne animal</b>											
	Zone de forêt de Babitchoua délimitée	-délimitation et inventaire de la zone de forêt de Babitchoua	-Exécutif -Conseil Municipal -DAFOF	MINFOF			x	x	2 000 000	volume de chaque essence	
<b>TOTAL FORETS ET FAUNE</b>									<b>2 000 000</b>		
<b>SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE</b>											
<b>Problème : Difficultés de la pratique du sport</b>											
Contribuer à l'implantation des infrastructures et à l'encadrement des activités sportives	Mini complexe sportif opérationnel	-construction d'un mini-complexe sportif à Tonga	- Commune -PNDP	PNDP -MINSEP			x	x	15 000 000	Périmètre Superficie	
<b>TOTAL SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE</b>									<b>15 000 000</b>		
<b>TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE</b>											
<b>Problème : prédominance des emplois informels dans la Commune de Tonga</b>											
Inciter à la	Les 02	-régularisation du	-	MINTSS			X	X	Voir	Catégorie	

transformation de plus de 70% d'emplois informels en emplois formels à l'horizon 2020	temporaire s en activité depuis plus de 02 ans titularisés	recrutement par la Commune de 02 agents temporaires	Commune -MITSS						Commune	de chacun des 02 agents agent N° du livret CNPS de chaque agent	
<b>TOTAL TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE</b>									-		
<b>ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</b>											
<b>Problème : carences à la mise en pratique de la réglementation en vigueur sur la protection de l'environnement</b>											
<b>Œuvrer au respect de la réglementation en vigueur en matière de protection de l'environnement par tous</b>											
-02 séances de formation réalisées par an	-plaider auprès de la DDEP pour la réalisation de 02 séances de formation sur les pratiques culturelles fiables par an	- Commune -MINEP	MINEP			X	X	400 000	-rapports	800 000	
<b>TOTAL ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</b>											
<b>SANTE (FORMATIONS SANITAIRES)</b>											
<b>Problème : difficultés d'accès aux soins de santé de qualité à Tonga</b>											
Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité	Equipement du CMA de Tonga	- Commune DR/MINS ANTE/OU - SSD	MINSANTE			X	X	60 000 000	Surface bâtie Coût des travaux	Inscription au BIP (MINSANTE)	
	Construction d'un logement d'astreinte au CMA de Tonga	-//-	-//-					30 000 000	-//-	-//-	
<b>TOTAL SANTE (FORMATIONS SANITAIRES)</b>											
<b>MST/SIDA</b>											
<b>Problème Global : émergence des MST/SIDA</b>											

Réduire de 20% par an la contamination des MST/VIH-SIDA dans la commune de Tonga	CMA doté d'une structure de prise en charge gratuite	Appui Communal à la dotation du CMA de Tonga à la prise en charge gratuite	- Commune DR/MINS ANTE/OU - SSD	MINSANTE			X	X	750 000	Montant des frais de missions versés	
<b>TOTAL MST/VIH</b>									<b>750 000</b>		
<b>Hygiène corporelle et assainissement</b>											
<b>Problème Global : présence des parasites liés à l'insalubrité et absence des mesures d'assainissement acceptables</b>											
Améliorer conditions d'hygiène/assainissement	Rencontres éducatives planifiées et organisées	Mise en œuvre d'un planning de rencontres éducatives	- Commune DR/MINS ANTE/OU - SSD	MINSANTE			X	X	1 000 000	Nombre de campagnes Nombre de participants	
<b>TOTAL HYGIENE CORPORELLE ET ASSAINISSEMENT</b>									<b>1 000 000</b>		
<b>Education de base</b>											
<b>Problème Global : difficultés d'accès à une éducation de base de qualité</b>											
Faciliter l'accès au niveau local à une éducation de base de qualité à l'horizon 2020	31 petites tables bancs distribuées	Acquisition et distribution de 31 petites tables aux EM	Commune MINEDUB	MINEDUB					465 000	-PV de réception	
	04 salles construites	construction de 80 salles de classe pour les EM/EP	Commune MINEDUB	MINEDUB					32 000 000		Sur 640 000 000
	EM Bandounga 9 construite	construction de l'EM de Bandounga 9	Commune MINEDUB	MINEDUB					8 000 000		Sur 16 000 000
	01 clôture construite	construction de 07 clôtures (toutes les EM)	Commune MINEDUB	MINEDUB					10 000 000		Sur 70 000 000
	EP réfectionnées	réfection EP Tonga 1, 2, 3,	Commune MINEDUB	MINEDUB					6 000 000		Sur 20 000 000

		Maham 2									
	<b>Tables bancs acquises à EP Fagno</b>	-équipement en tables bancs de l'école publique de Fagno	Commune MINEDUB	MINEDUB					1 800 000	BIP	
	<b>Bureau des maîtres de l'EP Fagno équipés</b>	-équipement en bureaux des maîtres de l'école publique de Fagno	Commune MINEDUB	MINEDUB					250 000	BIP	
	<b>02 salles construites à l'EP Fagno</b>	-construction de 02 salles de classes à l'école publique de Fagno	Commune MINEDUB	MINEDUB					16 000 000	BIP	
<b>TOTAL EDUCATION DE BASE</b>									<b>74 515 000</b>		1 983 400 000
<b>ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES</b>											
<b>Problème Global : difficultés d'accès aux enseignements secondaires de qualité</b>											
<b>Faciliter l'accès au niveau local aux enseignements secondaires de qualité à l'horizon 2020</b>	<b>300 table-bancs distribuées</b>	Acquisition et distribution de 300 table-bancs	-//-	-//-			x	x	667 000	Nombre de table-bancs distribuées	6 000 000
	<b>03 points d'eau opérationnels dans les 03 établissements existants</b>	construction de 03 points d'eau (03 établissements)	-//-	-//-			x	x	8 000 000	-PV de réception	24 000 000
	<b>construit</b>	-construction de 02 salles de classes au LT de Tonga		-MINESEC - COMMUNE					18 000 000	Ratio Nombre de salles de classes construites Sur demande	
<b>TOTAL ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES</b>									<b>26 667 000</b>		<b>201 500 000</b>

TRAVAUX PUBLICS										
Problème Global : insuffisance des infrastructures pour le déplacement des personnes et des biens										
Faciliter la mise en place des infrastructures favorables au déplacement intra communal	Ouvrages d'art opérationnels	Construction d'ouvrages d'art -PK O+900. -PK 8+800. -PK 1+900. -PK 4+00.	Commune MINTP	MINTP/FEIC OM/PARTENAIRE		x	x	81 210 083	Coût de réalisation	
	Route opérationnelle	Construction route Tonga-Babitchoua-Baloua	MINTP Commune	Partenaires		x	x	PM	Longueur du tronçon Coût d'entretien	
	-//-	- construction de voies et ouvrages à destination des villages inoccupés	MINTP Commune	Partenaires		x	x	PM	-//-	
TOTAL TP								81 210 083		
AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL										
Problème Global : Faible rendement agricole										
Augmenter les rendements et les superficies cultivées	04 postes agricoles opérationnels	Construction et opérationnalité de 04 PA				x	x	20 000 000	PV de réception	80 000 000
		Achat et distribution des 04 Yamaha aux 04 Chefs des PA						4 700 000		14 000 000
		-réfection DAADER Tonga		-DAADER -COMMUNE -MINADER				4 500 000	- PV de réception	BIP
		-promotion de la culture du maïs		-DAADER -COMMUNE - GIC / PAYSANS				PM	- rapport exécutif	Fonds du projet
		-promotion	- // -					20 000 000	- rapport	programme

		riziculture								exécutif	
		-promotion de la filière cacao-café		- //-					PM	- rapport exécutif	Fonds du programme
<b>TOTAL AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL</b>									<b>49 200 000</b>		
<b>Culture</b>											
<b>Problème : très faible niveau de mise en valeur du potentiel culturel local</b>											
		Adoption d'une journée culturelle locale							1 250 000		
<b>TOTAL CULTURE</b>									<b>1 250 000</b>		
<b>Eau et Energie (Electricité)</b>											
<b>Problème Global : Difficultés d'accès à une énergie électrique viable</b>											
Pallier les insuffisances structurelles		-saisine AES SONEL/AER pour renforcement de la capacité installée					X	X			
		-extension du réseau électrique dans les villages				X	X	PM			
<b>TOTAL EE</b>									PM		
<b>Eau et Energie (Eau)</b>											
<b>Problème Global : Difficultés d'accès à l'eau potable</b>											
Pallier les insuffisances structurelles	Ressources mobilisées	<b>Adduction d'eau potable à Tonga</b> -mobilisation des ressources	Commune	Partenaires			X	X	1 000 000	Rapport	2 000 000
	Adduction d'eau réalisée	Adduction d'eau réalisée	Commune	Partenaires			X	X	1 150 000 000	PV de réception	50 000 000
	<b>Réalisation des points d'eaux à Baloua Bambou et Mbeuna</b>	Point d'eau réalisé	Commune	Partenaires					16 000 000	PV de réception	
	<b>-construction</b>	Point d'eau réalisé	Commune	-COMMUNE					8 000 000	-PV de	

	<b>d'un forage équipé au marché du centre de Tonga</b>			-DDEE						réception	
	<b>Construction d'un forage avec pompe à immersion à Bandounga</b>	Point d'eau réalisé	Commune	-COMMUNE -FEICOM -DDEE				PM	PV de réception		
	<b>Construction d'un forage avec pompe à immersion au CMA</b>	Point d'eau réalisé	Commune	-COMMUNE -FEICOM -DDEE				PM	PV de réception		
<b>TOTAL EE</b>								<b>75 000 000</b>			
<b>TOTAL CDMT</b>								<b>736 693 067</b>			

## **6.2.- CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT**

### **6.2.1.- Principaux impacts environnementaux potentiels.**

#### **6.2.1.1.- Sur le plan géophysique**

Bien que fertiles avec un faible taux d'occupation des terres cultivables (15 à 20%), l'existence de nombreux pâturages inexploités et des villages inoccupés, les sols de la Commune de Tonga sont sujets à l'érosion en raison du relief escarpé et de la pluviométrie abondante.

En dehors d'importants gisements de sable et de pierres apparents dont l'exploitation résiduelle ne suscite pas encore d'inquiétudes sur le plan de la gestion de l'environnement, le potentiel minier reste inconnu.

En ce qui concerne le système foncier, les terres dont l'héritage se fait par voie dynastique sont la propriété des chefs de famille. En milieu urbain, certaines personnes (autochtones) disposent des titres fonciers. Aujourd'hui, les droits de propriétés sont quasi inexistantes en milieu rural où les Chefs traditionnels jouent un rôle de premier ordre dans la distribution des terres qui sont utilisées pour les activités agropastorales et la construction de l'habitat.

#### **6.2.1.2.- Sur le plan économique**

- l'agriculture à très faible intensité d'utilisation des engrains chimiques et caractérisée par la pratique des jachères et de la polyculture est un facteur limitant à la dégradation de l'équilibre du sol. Toutefois, l'augmentation prévisible des activités en raison de l'accueil au quotidien des populations en provenance des autres localités pourrait entraîner l'utilisation intensive des intrants chimiques qui fragilisent cet équilibre du sol;
- l'activité industrielle est inexistante pour l'instant et le plan triennal n'en prévoit pas ; il ne se pose par conséquent que très peu le problème de l'impact des nuisances industrielles à court et moyen terme ;
- on déplore pour l'accompagnement des corps de métiers recensés dans l'espace urbain l'absence des toilettes publiques et un réseau de distribution d'électricité caractérisé par des baisses de tension et des coupures récurrentes ; ce dernier cas limite l'émergence d'un tissu de PME/PMI viables ;
- le secteur du Tourisme, bien qu'embryonnaire, est caractérisé par l'existence de 03 établissements hôteliers fonctionnant en marge de la réglementation en vigueur ;
- la précarité des routes est le principal frein à la mobilité des personnes et des biens et partant, de l'activité commerciale.
- les diversités culturelles (funérailles, intronisation des chefs, etc.) et la valorisation des sites existants à l'instar des chutes d'eau de Fagno, des lacs et des sites archéologiques pourraient changer de manière significative le paysage économique de la Commune ;
- l'absence des établissements de microfinance d'accompagnement, constituent un frein à l'émergence des activités génératrices de valeur ajoutée significative.

#### **6.2.1.3.- Sur le plan institutionnel**

On ne le dira jamais assez, la bonne gouvernance est la garantie de tout développement socio-économique durable et dans ce cadre, les populations ne sont pas encore suffisamment imprégnées des textes qui régissent la vie publique en raison entre autres des carences liées au fonctionnement de bon nombre des services publics déconcentrés au niveau de la Commune.

#### **6.2.1.4.- Sur le plan social**

Il y a lieu de noter :

- des carences en infrastructures de base en ce qui concerne l'accès à une éducation et aux soins de santé de qualité ;
- un décalage dans le système éducationnel entre les ruraux et les urbains au regard de la des TIC insuffisamment relayées sur le plan local et pourtant indispensables à l'encrage à la mondialisation ;
- la précarité de l'eau qui est un problème critique et conduit les populations et les animaux à se ravitailler ou à s'abreuver dans des sources non conventionnelles. Ceci est à l'origine de nombreuses maladies hydriques ;
- l'absence de suivi des populations vulnérables à l'origine de la dégradation des conditions de vie de ce groupe de personnes pourtant protégées par les dispositions pertinentes de la Constitution et particulièrement des grabataires dans le cadre des accords de Madrid qui stipulent entre autres les échanges intergénérationnels.
- l'absence d'esprit d'entrepreneuriat de la jeunesse camerounaise en général et celle de TONGA en particulier. Bien que des sources de financements existent à l'instar de celles mises à disposition par les programmes PACA, ACEFA, PNAFM, PSCC, PPVCC, PNDRT etc., la jeunesse de la Commune de TONGA ne semble pas explorer les opportunités qu'offrent cet environnement et notamment ces voies qui donnent accès aux Activités Génératrices de Revenus (AGR).

#### **6.2.2.- Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables**

L'approche participative utilisée dans le processus d'élaboration du PCD de la Commune de TONGA a fait ressortir à chaque étape des diagnostics (DIC, DEUC, DSV), les axes à mettre en œuvre en vue de palier les carences observées. Ces différentes mesures sont consolidées dans le tableau de planification Triennale dont les ajustements et/ou corrections se font annuellement.

Le succès du plan triennal de la Commune de Tonga reste largement assis sur la manifestation d'une volonté sans faille de l'Exécutif communal à réussir dans cette voie. Ceci suppose une refondation de son propre fonctionnement, une participation active des conseillers municipaux, une reconsideration de la gestion des relations de l'Institution communale et l'adoption d'un plan de communication permettant d'atteindre au mieux les ambitions légitimes des populations.

La transversalité des problèmes environnementaux présentés dans le Plan Sommaire de Gestion de l'Environnement mérite une attention particulière.. elle interpelle tous les acteurs au développement de la Commune qui devraient intégrer toutefois que les circonstances l'exigent, le respect des dispositions de la loi n° 96/12 du 05/08/1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement, complétée par le décret n° 2005/577/ PM du 23 février 2005 fixant les modalités de réalisation des EIE et l'arrêté n° 0070/ MINEP du 22 avril 2005 fixant les différentes catégories d'opérations dont la réalisation est soumise à une étude d'impact environnemental.

#### **6.2.3.- Plan sommaire de gestion de l'environnement**

Tableau N°34 ; PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

<b><i>Mesures environnementales</i></b>	<b><i>Tâches</i></b>	<b><i>Acteurs de mise en œuvre</i></b>	<b><i>Période</i></b>	<b><i>Acteurs de suivi</i></b>	<b><i>Coûts</i></b>	<b><i>Observations</i></b>
<b>MICROPROJETS DE CONSTRUCTION</b>						
Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	-Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix -Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP	AVANT LE PROJET	- Comité communal de suivi -sectoriels impliqués	CA	Coût administratif
Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site.	-Informer les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées et touchées conformément aux dispositions du PDIR	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -sectoriel technique impliqué. -MINATD -Forces de l'ordre.		- CCSE -MINATD	2 500 000	Réaliser une évaluation ex-ante en rapport avec les personnes affectées
Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	-mettre en place un comité de gestion du MP incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP		- CCSE - CC, CDV	300 000	Indemnités de cession des membres du comité de gestion
Impacts divers liés aux choix de site	-Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau,	-Commune -MINDUH -MINDAF -MINEP -DDEP		- CCSE - CC, CDV, -Autorités traditionnelles	300 000	Frais de déplacement

	parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ;					
Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	-Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) -Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP	<b>PENDANT LES TRAVAUX</b>	- CCSE - CC, CDV	CA	Coût administratif
Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	-Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	-Commune -DDTP -DDEP		- CCSE -DDTP -CC, CDV	2 000 000	
Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) -Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP		- CCSE - CC, CDV	5 000 000	
Risques d'accident dus aux travaux	-Mettre les panneaux de signalisation du chantier; -Observer les règles élémentaires de sécurité (port des tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) -Sécuriser le site	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP		- CCSE	2 000 000	

Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	-Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; -Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.		- CCSE	CA	Coût administratif
Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	-Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) -Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	-Commune -Maître d'œuvre		- CCSE -CC, CDV -DDEP	2 000 000	
Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé	-Commune -Maître d'œuvre.	APRES LES TRAVAUX	- CCSE -CC, CDV -DDEP	1 500 000	
Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses	Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés	-Commune -Maître d'œuvre -DDEP		- CCSE -CC, CDV -DDEP	1 500 000	
<b>MICROPROJETS HYDRAULIQUES</b>						
Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	-Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix -Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP	AVANT LE PROJET	- Comité communal de suivi -sectoriels impliqués	CA	Coût administratif

Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site.	-Informer les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -sectoriel technique impliqué. -MINATD -Forces de l'ordre.	<b>PENDANT LES TRAVAUX</b>	- CCSE -MINATD	PM	Réaliser une évaluation ex-ante en rapport avec les personnes affectées
Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	-mettre en place un comité de gestion du MP incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien	-Commune -CC, CDV -Autorités traditionnelles -DDEP		- CCSE - CC, CDV	300 000	Indemnités de cession des membres du comité de gestion
Impacts divers liés aux choix de site	-Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ;	-Commune -MINDUH -MINDAF -MINEP -DDEP	<b>PENDANT LES TRAVAUX</b>	- CCSE - CC, CDV, -Autorités traditionnelles	300 000	Frais de déplacement
Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	-Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) -Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP		- CCSE - CC, CDV	2 000 000	
Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	-Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	-Commune -DDTP -DDEP	<b>PENDANT LES TRAVAUX</b>	- CCSE -DDTP -CC, CDV	5 000 000	
Pollution de l'air par	-Respecter les règles de	-Commune		- CCSE	1 500 000	

les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	sécurité au chantier (port de masques, bottes,) -Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	-Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP		- CC, CDV		
Risques d'accident dus aux travaux	-Mettre les panneaux de signalisation du chantier; -Observer les règles élémentaires de sécurité (port détenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) -Sécuriser le site	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné. -DDEP		- CCSE	2 000 000	
Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	-Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; -Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ;	-Commune -Maître d'œuvre sélectionné.		- CCSE	CA	Coût administratif
Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	-Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) -Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	-Commune -Maître d'œuvre		- CCSE -CC, CDV -DDEP	2 000 000	
Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé	-Commune -Maître d'œuvre.	APRES LES TRAVAUX	- CCSE -CC, CDV -DDEP	500 000	
Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses	Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnes	-Commune -Maître d'œuvre -DDEP		- CCSE -CC, CDV -DDEP	2 000 000	

Source : résultat des analyses

Tableau N°35 : PRINCIPAUX IMPACTS ET MESURES ENVISAGEABLES

<i>Type de microprojet et localisation</i>	<i>Principaux impacts sociaux ou environnementaux</i>	<i>Principales mesures envisageables</i>
<b>MICROPROJETS DE CONSTRUCTION EN MILIEU URBAIN ET RURAL:</b> -salles de classe ; - mini marché de gros ; -cases communautaires ; -bibliothèques ; -blocs de latrines ; -Fosses à ordures ; -ateliers de formation dans les établissements secondaires ; -complexe multifonctionnel pour personnes vulnérables ; -centres d'accueil pour personnes vulnérables ; -logements sociaux ; -centres zootechniques ; -parc vaccinogène ; -centre d'alevinage ; -parcs d'attraction ; -hôtel municipal ; -villages de vacances ; -centres de collectes -Services déconcentrés d'arrondissement -marché artisanal de la culture ; -postes agricoles ; -brigade phytosanitaire et section statistique; -gare routière ; -abattoir municipal ; -boucherie moderne ; -chambre froide ; -Infrastructures sportives ; -télé-centre communautaire ; -fosses sceptiques ; -centres de formation professionnelle. -BTP	Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet  Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site  Conflits liés à l'utilisation et, à la non pérennisation de l'ouvrage  Impacts divers liés aux choix de site  Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet  Impacts liés à la pollution des huiles de vidange  Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins  Perte de plantes médicinales liée au dégagement du site  Risques d'accident liés aux déplacements divers, et aux travaux	-Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix -Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site  -Informer les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR  -Mettre en place un comité de gestion du MP incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien  -Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs, etc. ;  -Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; -Engazonner les zones affectées  -Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées  -Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)  -Reboiser les alentours de l'ouvrage  -Respecter les emprises routières. -Mettre les panneaux de signalisation -observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) -Sécuriser le site

<i>Type de microprojet et localisation</i>	<i>Principaux impacts sociaux ou environnementaux</i>	<i>Principales mesures envisageables</i>
	Augmenter les revenus dans la zone de microprojet	-Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; -Privilégier le recrutement des locaux ainsi que la technique HIMO
	Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux	-Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau) -Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
	Impacts liés aux déchets solides générés du fait de l'exploitation de l'ouvrage	- Prévoir des bacs de récupération des déchets solides, qui seront acheminés à la décharge ; - Voir disposition annexe 6 pour les déchets de marchés - Voir disposition annexe 5 pour les déchets des hôpitaux
	Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	-Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée
	Amélioration de l'accès aux services de base	-Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage
<b>MICROPROJETS HYDRAULIQUES EN MILIEU URBAIN ET RURAL</b> <b>-Puits ;</b> <b>-forage ;</b> <b>-sources aménagées</b> <b>-réseau d'adduction d'eau</b>	Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	-Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix -Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
	Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site.	-Informer les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	-mettre en place un comité de gestion du MP incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
	Impacts divers liés aux choix de site	-Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ;
	Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	-Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres) -Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
	Impacts liés à la pollution des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées	-Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres -Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées

Type de microprojet et localisation	Principaux impacts sociaux ou environnementaux	Principales mesures envisageables
	l'engin d'exhaure	
	Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) -Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
	Risques d'accident dus aux travaux	-Mettre les panneaux de signalisation du chantier; -Observer les règles élémentaires de sécurité (port détenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) -Sécuriser le site
	Augmentation des revenus dans la zone du microprojet	-Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ; -Recruter le personnel sur une base concurrence et transparente ;
	Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	-Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) -Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
	Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé
	Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses	Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés

Source : résultat des analyses

### 6.3.- PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA)

#### 6.3.1.- Ressources mobilisables et échéances

Tableau n°36 : ressources mobilisables et échéance

Désignation	Ressources mobilisables	Echéances
Budget communal	46 357 984	2011
BIP	41 000 000	2011
FEICOM	PM	2013
PNDP	98 000 000	2012
<b>TOTAL</b>	<b>185 650 000</b>	

Source : résultats des diagnostics et de l'atelier de planification communal

#### 6.3.2.- Programmation annuelle des projets prioritaires (PIA)

Tableau n°37 : Plan d'Investissement Annuel (PIA)

INSTITUTION COMMUNALE												
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période						Coût	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S	O	N			
01	<b>Complexe agropastoral</b> -élaboration des TDR	-document des TDR	COMMUNE PNDP DAADER							500 000	PNDP	Tonga
	-lancement de l'appel d'offre et sélection d'un consultant	-PV de la CPM	COMMUNE PNDP DAADER							1 000 000	PNDP	Tonga
	construction et mise en fonctionnement	-PV de réception	COMMUNE PNDP/DAADER							60 000 000	PNDP	Tonga
02	Encouragement à l'excellence féminine	- Rapport exécutif	COMMUNE							1 000 000	BUDGET COMMUNAL 2011	Tonga
03	Acquisition du matériel d'enlèvement des ordures ménagères	PV de réception	COMMUNE							1 500 000	-/-	Tonga
04	Reprofilage des rues du centre urbain	PV de réception	COMMUNE DDTP							21 100 000	-/-	Tonga
<b>TOTAL COMMUNE</b>										<b>75 100 000</b>		
<b>AFFAIRES SOCIALES</b>												
<b>Problème : Absence quasi-totale d'encadrement des populations vulnérables</b>												
05	-recensement des populations cibles	-rapport exécutif	-COMMUNE -MINAS							3 000 000	MINAS COMMUNE	Toutes localité
<b>TOTAL AS</b>										<b>3 000 000</b>		
<b>FORET ET FAUNE</b>												

		<b>Problème : perte de la diversité biologique et notamment régression de la couverture végétale et du règne animal</b>								
06	-redémarrage de l'entretien de la forêt communale	-rapports	-COMMUNE -VILLE DE PARIS -DAFOF					PM	Ville de Paris	Tonga
	<b>TOTAL FOF</b>									
	<b>EDUCATION DE BASE</b>									
0	-équipement en tables bancs de l'école publique de Fagno	- PV de réception	-MINEDUB - COMMUNE					1 800 000	BIP	Fago
0	-équipement en bureaux des maîtres de l'école publique de Fagno	- PV de réception	-MINEDUB - COMMUNE					250 000	BIP	Fago
1	-construction de 02 salles de classes à l'école publique de Fagno	- PV de réception	-MINEDUB - COMMUNE					16 000 000	BIP	Fago
	<b>TOTAL DUB</b>							<b>21 050 000</b>		
	<b>ENSEIGNEMENT SECONDAIRE</b>									
1	-construction de 02 salles de classes au LT de Tonga	- PV de réception	-MINESEC - COMMUNE					18 000 000	BIP	Tonga
	<b>TOTAL ESEC</b>							<b>18 000 000</b>		
	<b>AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL</b>									
1	-réfection DAADER Tonga	- PV de réception	-DAADER - COMMUNE -MINADER					4 500 000	BIP	Tonga
1	-promotion de la culture du maïs	- rapport exécutif	-DAADER - COMMUNE - GIC / PAYSANS					PM	Fonds du projet	Toutes localités
1	-promotion riziculture	- rapport exécutif	- // -					20 000 000	programme	Toutes localités
1	-promotion de la filière cacao-café	- rapport exécutif	- // -					PM	Fonds du programme	Toutes localités
	<b>TOTAL ADER</b>							<b>24 500 000</b>		
	<b>ELEVAGE ET INDUSTRIE ANIMALE</b>									

<b>1</b>	Financement du GIC AECOT	-rapport exécutif	-COMMUNE -GIC/ AECOT -DAEPIA							1 000 000	BIP	Tonga
	<b>TOTAL EPIA</b>									<b>1 000 000</b>		
<b>EAU ET ENERGIE</b>												
<b>1</b>	-construction d'un forage équipé au marché du centre de Tonga	-PV de réception	-COMMUNE -DDEE							8 000 000	BIP	Tonga
<b>1</b>	Construction d'un forage avec pompe à immersion à Bandounga	PV de réception	-COMMUNE -FEICOM -DDEE							PM	FEICOM	Bandoung a
<b>1</b>	Construction d'un forage avec pompe à immersion au CMA	PV de réception	-COMMUNE -FEICOM/DDEE							PM	FEICOM	Tonga
<b>2 0</b>	Construction d'un forage dans un village	PV de réception	Commune PNDP							8 000 000	PNDP	A détermine r
	<b>TOTAL EE</b>									<b>16 000 000</b>		Tonga
<b>SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE</b>												
<b>2</b>	Mini complexe sportif -élaboration des TDR	-document des TDR	COMMUNE PNDP DDSEP/DDJEUN							500 000	PNDP	Tonga
	-lancement de l'appel d'offre et sélection d'un consultant	-PV de la CPM	COMMUNE PNDP DDSEP/DDJEUN							500 000	PNDP	Tonga
	construction et mise en fonctionnement du mini complexe sportif	-PV de réception	COMMUNE PNDP DDSEP/DDJEUN							14 000 000	PNDP	Tonga
	<b>TOTAL SEP</b>									<b>15 000 000</b>		
<b>2</b>	Commerce: construction des toilettes au marché de Tonga Centre	PV de réception	Commune PNDP							<b>15 000 000</b>		Tonga
<b>TOTAL PIA 2011</b>										<b>185 650 000</b>		

### **6.3.3.- Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables**

#### **6.3.3.1.- Caractérisation des populations vulnérables**

Il n'existe pas de phénomène d'enfants de la rue en raison du caractère semi-rural de la localité et des populations autochtones. Par contre, il ya lieu de souligner :

#### **1. Les catégories des Enfants ayant Besoin des Mesures Spéciales de Protection (EBMSP)**

Dans cette catégorie figurent les Orphelins et Enfants Vulnérables (**OEV**) dont la caractérisation sera établie à l'issue du recensement qui est déjà en préparation au niveau du Service Départemental des Affaires Sociales du Ndé. Dans la plupart des cas, il s'agit des enfants sans acte de naissance et vulnérables dans le contexte du VIH/SIDA. Les aides apportées à ces enfants en 2010 par le MINAS dans le Département du Ndé ne se sont pas étendues à Tonga.

#### **2. L'emploi des jeunes enfants**

Il existe le problème des jeunes enfants employés pour la vente à la sauvette des denrées de consommation courante pendant les week-ends et les congés sous prétexte d'accompagnement des parents à la prise en charge de leurs scolarités. Il s'agit d'ailleurs d'un problème d'envergure nationale compte tenu de son ampleur.

#### **3. La petite enfance abandonnée**

Le phénomène de la petite enfance abandonnée résultant des unions libres est fréquent dans le Département du Ndé. Il s'agit de porter assistance à ces enfants en matière de nutrition et de soins de santé.

#### **4. Les personnes handicapées**

Le nombre des personnes handicapées est évalué à 24. En l'absence d'un centre social à Tonga et d'une association de ces personnes, il n'est pas facile de leur venir en aide. Toutefois, il est suggéré que les quelques employeurs de cette localité procèdent à leur recrutement dans le cadre de la Constitution de 1996 qui consacre entre autres la protection des minorités.

#### **5. Les albinos**

Les albinos existent dans le cadre des populations marginalisées et leur recensement permettrait de les caractériser. Ils ne sont pas organisés.

#### **6. Les personnes âgées**

Évaluées à près de 200, les personnes âgées font partie des couches de populations marginalisées en raison de leur inactivité. L'un des palliatifs à cet isolement consiste à les valoriser au regard du plan d'action de Madrid qui prescrit les échanges intergénérationnels. Le second problème est celui d'accès aux examens médicaux et aux soins des maladies de sénilité dont les coûts sont élevés. Il s'agit dans ce cadre :

- d'arriver à des subventions de l'Etat ;
- d'organiser des campagnes de soins (avec l'appui des collectivités).
- et, d'assurer la survie des grabataires en leur apportant une hygiène corporelle et celle de leur environnement immédiat.

### 6.3.3.2.- Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables de Tonga

Tableau n°38 : Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables de Tonga

POPULATIONS VULNERABLES										
N°	Activités à réaliser	Indicateur de résultat	Responsables et partenaires	Période				Coût	Source de financement	Observations/ Localisation
				J	J	A	S			
01	-plaidoyer auprès du MINAS pour inscription au BIP des travaux de construction du CSA de Tonga	CSA de Tonga opérationnel	-DDAS COMMUNE MINTP					CA	BIP	Tonga
02	-recensement des populations cibles	Populations vulnérables de Tonga recensées	-DDAS COMMUNE					3 000 000	-DDAS COMMUNE	Tout l'espace communal
03	-plaidoyer auprès du MINAS pour création des OSC de prise en charge des populations cibles	OSC opérationnels	-DDAS COMMUNE					CA		Tout l'espace communal
04	- plaidoyer auprès du MINAS pour reconstitution des actes de naissance des enfants non enregistrés à la naissance reconstitués chaque année	actes de naissance des enfants non enregistrés à la naissance reconstitués chaque année	-DDAS COMMUNE MINJUSTICE					CA		Tout l'espace communal
05	Plaidoyer auprès du MINAS soutien de la scolarisation des OEV par an	Scolarisation des OEV prise en charge chaque année à Tonga	-DDAS COMMUNE					CA		Tout l'espace communal
06	Plaidoyer auprès du MINAS pour prise en charge de l'alimentation des grabataires par an	Prise en charge de l'alimentation des grabataires assurée chaque année à Tonga	-DDAS COMMUNE					CA		Tout l'espace communal
07	Plaidoyer auprès du MINAS pour appui à la réalisation des AGR par les indigents et nécessiteux	appui à la réalisation des AGR par les indigents et nécessiteux assuré chaque année	-DDAS COMMUNE					CA		Tout l'espace communal
<b>TOTAL</b>								<b>3 000 000</b>		

#### 6.4.- PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA

N°	Désignation du projet	Saisine CPM	Examen DAO	Lancement de l'AONO	Signature Maire	Dépouillement offres (date limite de dépôt à 12 h)	Analyse des offres	Proposition Attribution au Maire	Signature Communiqué par le Maire	Publication des résultats	Examen projet marché	Signature marché	Notification Ordre de Service de démarrage	Notification Ordre de Service	Date de démarrage	Date prévisionnelle réception provisoire	Date prévisionnelle définitive
01	<b>complexe agropastoral</b>	25/07/11	27/07/11	1er/08/11	09/08/11	08/09/11	Du 09/09/11 au 30/09/11	05/10/11	06/10/11	13/10/11	17/10/11	19/10/11	19/10/11	19/10/11	31/10/11	31/04/12	31/05/12
02	<b>Mini complexe sportif</b>	25/07/11	27/07/11	1er/08/11	09/08/11	08/09/11	Du 09/09/11 au 30/09/11	05/10/11	06/10/11	13/10/11	17/10/11	19/10/11	19/10/11	19/10/11	31/10/11	31/04/12	31/05/12
03	<b>Construction des toilettes au marché de Tonga</b>	25/07/11	27/07/11	1er/08/11	09/08/11	08/09/11	Du 09/09/11 au 30/09/11	05/10/11	06/10/11	13/10/11	17/10/11	19/10/11	19/10/11	19/10/11	31/10/11	31/04/12	31/05/12
04	<b>Point d'eau à Baboulen g Telegwa</b>	25/07/11	27/07/11	1er/08/11	09/08/11	08/09/11	09/09/11 au 30/09/11	05/10/11	06/10/11	13/10/11	17/10/11	19/10/11	19/10/11	19/10/11	31/10/11	31/04/12	31/05/12

## **VI.- MECANISMES DE SUIVI EVALUATION**

## VII. - MECANISMES DE SUIVI EVALUATION

### 7.1.- COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI EVALUATION DU PCD

#### 7.1.1.- Composition

**Tableau n°39 : composition du Comité de Pilotage du PCD (CP/PCD)**

N°	Désignation	fonction
01	FORNOU François	Président
02	DD/MINEPAT/NDE	Vice-président
03	Agent Technique recruté avec l'appui du PNDP pour le suivi du PCD	Rapporteur
04	TCHOUNKOUÉ Bernard	Conseiller
05	01 Représentant de la Commune	Membre
06	01 Représentant du Sous-préfet	Membre
07	DA/MINADER	Membre
08	DA/MINEPIA	Membre
09	DA/MINFOF	Membre
10	I/EDUB	Membre
11	DD/MINEP	Membre
12	CHEH DISTRICT SANTE/Bangangté	Membre
13	Les 26 Présidents des CC des différents villages siège chacun lorsqu'il est concerné	Membre
14	02 Représentants de la société civile	Membre

Source : désignation consensuelle au cours de l'atelier de planification communal

#### 7.1.2.- Attributions

L'Arrêté Municipal portant désignation des membres ci-dessus cités précisera les attributions du Comité de Suivi évaluation du PCD de la Commune de Tonga et de chacun des membres. Toutefois, ledit Comité agit sous l'autorité du Maire et lui rend compte de la mission qui lui sera assignée essentiellement dans le cadre du suivi et de l'évaluation des activités liées à la mise en œuvre du PCD de la Commune de Tonga. Ce Comité ne saurait en aucun cas se substituer aux organes institutionnels mis en place par les pouvoirs publics dans le cadre du contrôle et/ou du suivi des projets.

### 7.2.- INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION PAR RAPPORT AU PIA

**Tableau n°40 : indicateurs de suivi et d'évaluation par rapport au PIA**

N°	Activités à réaliser	Indicateurs de suivi évaluation
01	Réalisation d'un complexe agropastoral à Tonga	-rapport d'attribution et de mise à disponibilité du terrain -copie du marché -date de démarrage -durée -rapports d'étapes -lieu de réalisation
02	Encouragement à l'excellence féminine	- Rapport exécutif
03	Acquisition du matériel d'enlèvement des ordures ménagères	-copie du marché

N°	Activités à réaliser	Indicateurs de suivi évaluation
		-date de démarrage -durée -rapports d'étapes -lieu de réalisation
04	Reprofilage des rues du centre urbain	PV de réception
05	-recensement des populations cibles	-rapport exécutif
06	-redémarrage de l'entretien de la forêt communale	-rapports
07	-plaidoyer auprès du MINSANTE pour inscription au BIP de la construction logement d'astreinte au CMA	-lettre de saisine
08	-équipement en tables bancs de l'école publique de Fagno	-copie du marché -date de démarrage -durée -rapports d'étapes -lieu de réalisation
09	-équipement en bureaux des maîtres de l'école publique de Fagno	-//-
10	-construction de 02 salles de classes à l'école publique de Fagno	-//-
12	-réfection DAADER Tonga	-//-
12	-réfection DAADER Tonga	-//-
13	-promotion de la culture du maïs	- rapport exécutif
14	-promotion riziculture	- rapport exécutif
15	-promotion de la filière cacao-café	- rapport exécutif
16	Financement du GIC AECOT	-rapport exécutif
17	-construction d'un forage équipé au marché du centre de Tonga	-copie du marché -date de démarrage -durée -rapports d'étapes -lieu de réalisation
18	Construction d'un forage avec pompe à immersion à Bandounga	-//-
19	Construction d'un forage avec pompe à immersion au CMA	-//-
20	Construction d'un forage à Babouleng Telegwa	-//-
21	Mini complexe sportif à Tonga	-//-
22	Commerce: construction des toilettes au marché de Tonga Centre	-//-

Source : résultat des analyses

Tableau n° 41: modèle de tableau de suivi du PCD

Actions engagées dans l'année	Acteurs	% de réalisation	Sommes engagées	Commentaire

Source : Guide Méthodologique de Planification Régionale et Locale

### 7.3.- DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DU REPORTING

Tableau n°42 : dispositif, outils et fréquence du reporting

Niveau	Responsabilités	Outils	Acteurs	Périodicité du reporting	Contenu du Rapport
<b>Villages</b>	-collecte des données -programmation des séances de concertation et de sensibilisation -suivi de l'exécution des activités locales -évaluation des impacts socioéconomiques et socio environnementaux	-cartographie village -fiches de suivi du processus de planification -tableau de suivi des actions planifiées -calendrier des réunions -tableau de perception du bien être	-Comité de Concertation (CC) -Agent Communal de Développement (ACD) -OAL	Trimestriel	Rend compte des activités programmées
				Semestriel	Présente et rend compte de l'exécution des activités et des informations issues des 02 trimestres correspondants
				Annuel	Bilan des activités annuelles
<b>Communal</b>	-collecte des données -programmation des séances de concertation et de sensibilisation -suivi de l'exécution des activités locales -évaluation des impacts socioéconomiques et socio environnementaux	cartographie village -fiches de suivi du processus de planification -tableau de suivi des actions planifiées -calendrier des réunions -tableau de perception du bien être	-Maire -reste de l'Exécutif -ACD -Comité de suivi du PCD -OAL et prestataires impliqués dans la mise en œuvre du PCD -Conseil Municipal	Trimestriel	Rend compte des activités programmées
				Semestriel	Présente et rend compte de l'exécution des activités et des informations issues des 02 trimestres correspondants
				Annuel	Bilan des activités annuelles

Source : données de l'atelier de formation (PNDP, Edéa, juin 2011)

## 7.4.- MECANISMES DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD

### Encadré: Exemples de critères pour la programmation des activités

<i>Cas d'une programmation triennale (CDMT)</i>
<p><b>Quelques critères pour la sélection des projets à inclure dans la première année du programme</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Critères d'urgence :<ul style="list-style-type: none"><li>➤ les urgences qui nécessitent une action impérative ;</li></ul></li><li>- Critères de continuité :<ul style="list-style-type: none"><li>➤ l'achèvement des projets en cours dans la zone de planification ;</li></ul></li><li>- Critères d'autonomie :<ul style="list-style-type: none"><li>➤ les projets qui peuvent se réaliser sans appui financier extérieur ;</li></ul></li><li>- Critères de participation :<ul style="list-style-type: none"><li>➤ les projets dont la participation des populations locales est assurée ;</li></ul></li><li>- Critères de complexité :<ul style="list-style-type: none"><li>➤ les projets dont les réalisations soutiennent celles des autres à venir ;</li><li>➤ les projets ou microprojets qui seront exécutés tout le long de la durée du plan ;</li><li>➤ les projets qui nécessitent des études préalables.</li></ul></li></ul>
<p><b>Quelques critères pour la sélection des projets à inclure dans la deuxième année du programme</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Critères de continuité :<ul style="list-style-type: none"><li>➤ les projets en cours de réalisation ;</li><li>➤ les projets dont les études sont réalisées ;</li></ul></li><li>- Critères de complexité :<ul style="list-style-type: none"><li>➤ les projets qui aideront à pérenniser et à améliorer les acquis de la première année : projets productifs ou projets à effet d'entraînement (exemple de la construction d'un centre de santé en première année et l'équipement de ce centre de santé en deuxième année) ;</li><li>➤ les projets à haute intensité de capital (humain, matériel, financier, etc.).</li></ul></li></ul>
<p><b>Quelques critères pour la sélection des projets à inclure dans la troisième année du programme</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Critères d'urgence :<ul style="list-style-type: none"><li>➤ les projets qui sont considérés comme prioritaires au niveau de la zone de planification ou par l'autorité nationale ;</li></ul></li><li>- Critères de continuité :<ul style="list-style-type: none"><li>➤ les projets qui consolident et améliorent les réalisations des deux premières années du plan ;</li></ul></li><li>- Critères de complexité :<ul style="list-style-type: none"><li>➤ les projets qui nécessitent des appuis techniques de haut niveau.</li></ul></li></ul>

Source : Guide Méthodologique de Planification Régionale et Locale

## **VII.- PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD**

## **VIII.- PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD**

### **8.1.- OBJECTIFS**

Le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD de la Commune de Tonga vise les objectifs ci-après :

- Mobiliser l'opinion autour des activités visées par le PDC ;
- Impliquer tous les acteurs à la mise en œuvre desdites activités ;
- Susciter l'adhésion des populations bénéficiaires.

### **8.2.- PRESENTATION DES VOLETS DU PLAN DE COMMUNICATION**

Le plan de communication comporte un volet média et un volet hors-média.

#### **8.2.1.- Volet média du plan de communication**

Il s'agirait d'assurer par voie de médias la mise en œuvre d'un plan de communication dont l'un des aspects porterait sur la publicité des activités du PCD qui constitue en soi un véritable instrument de promotion des projets ciblés ; cette publicité pourrait se faire entre autres par voie d'internet et/ou moyennant une revue circonstanciée. Egalement les médias publics et privés à large spectre de diffusion seraient utilisés

#### **8.2.2.- Volet hors-média du plan de communication**

##### **8.2.2.1.- Missions de prospection**

Les missions de prospections devraient être envisagées auprès de tous les partenaires techniques et financiers, réels et potentiels, pour susciter leur appui effectif à la mise en œuvre des activités programmées. Ces acteurs sont :

- politiques (élus locaux) ;
- techniciens (spécialistes et autres) ;
- institutionnels (représentants de l'État, partenaires techniques et financiers) ;
- ou prestataires de services (opérateurs privés locaux) ;
- les populations afin d'assurer leur participation.

Cet aspect cadre parfaitement avec la stratégie de mobilisation des ressources du Maire qui consacre l'année 2012 année d'offensive auprès de tous les partenaires.

##### **8.2.2.2.- Refondation de la gestion des relations de l'Institution communale**

Dans ce cadre, la communication consistera :

- à organiser des table-rondes des partenaires tels que les bailleurs de fonds, les projets de développement, les ONG, les opérateurs économiques, les ambassades, les agences nationales et internationales de développement, les migrants, la diaspora, les associations, etc. sur la mobilisation des ressources et les appuis-conseil ;
- et à élargir à tous ces partenaires, le débat contradictoire sur la vie de la Commune ; cet aspect est largement pris en compte dans la programmation des activités.

## **CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

## **CONCLUSION**

Véritable instrument de mise en œuvre en toute lisibilité et visibilité au niveau local de la décentralisation aujourd’hui irréversible, le PCD de la commune de TONGA traduit au regard de la méthodologie participative qui le soutend, l’expression de l’ensemble des acteurs au développement de cette Communauté Territoriale décentralisée (CTD) à faire de l’espace communal de Tonga un pôle autonome émergent et viable à l’horizon 2035. A ce titre, il représente :

- au niveau méthodologique de son élaboration, un document à large spectre qui, dans sa réalisation a tenu compte des préoccupations de toutes les composantes de la société : jeunes, femmes, hommes, vieillards, couches vulnérables.
- un document dialectique qui met en exergue les forces et les faiblesses de la commune d’une part et d’autre part, ses atouts et contraintes.
- un document révolutionnaire qui vient battre en brèche les pratiques de gestion tatillonnes du passé pour prôner une approche de gestion participative de tous les acteurs de la vie socioéconomique de la commune.
- un document de référence pour toutes les équipes dirigeantes de l’exécutif communal susceptible de se succéder jusqu’en 2035.

Vu sous cet angle institutionnel, le PCD consacre la volonté du discours politique d’un désengagement progressif des compétences de l’Etat en faveur des communes, nouveaux pôles de développement économique et social.

## **RECOMMANDATIONS**

La mise en œuvre harmonieuse de ce PCD nécessite de la part de l’appareil dirigeant de la commune :

- l’internalisation des avis de toutes les parties prenantes dans la gestion de la cité ;
- l’instauration permanente d’un débat contradictoire ;
- l’observation scrupuleuse des principes de bonne gouvernance ;
- un monitoring permanent des différentes activités ;
- la pro-activité et un sens plus élevé du lobbying dans la recherche de partenariats tous azimuts.

Le maître d’œuvre (ADI) de cet important ouvrage suggère que les potentiels bénéficiaires de ce document en leur qualité de maître d’ouvrage s’inspirent des enseignements édictés de manière participative et consensuelle pour une gestion toujours plus efficiente de la Commune de TONGA, concourant en celà à la concrétisation des multiples efforts consentis par les communautés villageoises, les sectoriels, la société civile, les opérateurs économiques, bref, tous les partenaires techniques, financiers et socioéconomiques au développement de la Commune.

# **ANNEXES**

## ANNEXES

### 1-Fiche signalétique : Microprojet portant mise en place d'un Complexe agropastoral à Tonga

	<b>Date :</b> août 2011
<b>N° de référence</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Projet de mise en place d'un Complexe agropastoral à Tonga
<b>Région : Ouest</b>	
<b>Département : NDE</b>	
<b>Commune de Tonga</b>	
<b>Communautés :</b> Toutes les communautés de la Commune	<b>Domaine d'intervention :</b> Agropastoral : Activités génératrices de revenus (AGR)
<b>Maître d'ouvrage :</b> Maire de la Commune de Tonga	
<b>Maître d'ouvrage délégué :</b> Comité de Suivi Communal	
<b>Maître d'œuvre :</b> A désigner	
<b>Objectifs du micro projet</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diversifier les sources de revenu de la Commune et des populations locales</li> <li>- Assurer l'insertion socioéconomique des populations locales et notamment les jeunes et les femmes</li> <li>- Assurer la formation des populations locales et la vulgarisation des activités des secteurs agricole, élevage et piscicole (EPIA)</li> <li>- Assurer la distribution, voire la production des intrants du secteur EPIA à moindre coût</li> <li>- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations dans la Commune</li> </ul>
<b>Coût total estimé de la 1<sup>ère</sup> phase du micro projet :</b> 51 500 000 FCFA	<b>Subvention du PNDP pour la 1<sup>ère</sup> phase:</b> 51 500 000 FCFA
<b>Coût total du projet :</b> à déterminer par les études de faisabilité	<b>Contributions de la Commune pour les phases suivantes :</b> à déterminer par les études de faisabilité
<b>Description du micro projet</b>	<p>Le projet consiste à implanter à Tonga sur la base d'un phasage bien déterminé un Complexe agropastoral dans le cadre de la promotion des activités génératrices de revenus pour la Commune et pour les populations locales. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i</i>) l'élaboration des TDR, <i>ii</i>) l'élaboration des études de faisabilité et <i>iii</i>) la mise en œuvre</p> <p>L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINADER et du MINEPIA et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement de la 1<sup>ère</sup> phase</p>
<b>Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du microprojet</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site</li> <li>• Obtenir un acte de donation foncière</li> <li>• Compenser les personnes affectées touchées</li> <li>• Privilégier le recrutement des locaux</li> <li>• Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau</li> <li>• Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée</li> <li>• Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage</li> </ul>	
<b>n.b.</b> : un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
<b>Durée prévisionnelle des travaux de la 1<sup>ère</sup> phase :</b> 10 mois	<b>Date de démarrage :</b> Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

**3-Fiche signalétique : Micro projet portant aménagement d'un mini-complexe sportif à Tonga**

	<b>Date :</b> août 2011
<b>N° de référence</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Projet d'aménagement d'un mini-complexe sportif à Tonga
<b>Région : Ouest</b>	<b>Domaine d'intervention :</b> Sport et Education Physique : Contribuer à l'implantation des infrastructures et à l'encadrement des activités sportives
<b>Département : NDE</b>	
<b>Commune de Tonga</b>	
<b>Communautés :</b> Toutes les populations de la Commune	
<b>Maître d'ouvrage :</b> Maire de la Commune de Tonga	
<b>Maître d'ouvrage délégué :</b> Comité de Suivi Communal	
<b>Maître d'œuvre :</b> A désigner	
<b>Objectifs du micro projet</b>	
• Contribuer à l'implantation des infrastructures et à l'encadrement des activités sportives à Tonga	
<b>Coût total estimé du micropotjet :</b> 16 000 000 FCFA	<b>Subvention du PNDP:</b> 16 000 000 FCFA <b>Contributions de la Commune aux travaux d'entretien :</b> à déterminer par les études de faisabilité
<b>Description du micro projet</b>	
Le projet consiste à planter à Tonga un mini-complexe sportif propice au développement des sports collectifs et à l'athlétisme pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> l'élaboration des études de faisabilité et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet	
L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINSEP et du MINJEUN et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement	
<b>Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du micropotjet</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site</li> <li>– Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site</li> <li>– Compenser les personnes affectées touchées</li> <li>– Privilégier le recrutement locaux</li> <li>– Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau</li> <li>– Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)</li> <li>– Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée</li> <li>– Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage</li> </ul>	
<b>n.b. :</b> un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
<b>Durée prévisionnelle des travaux :</b> 04 mois	<b>Date de démarrage :</b> Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

**4-Fiche signalétique : Micro projet portant construction des toilettes au marché de Tonga Centre**

<b>Date :</b> août 2011	
<b>N° de référence</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> construction des toilettes au marché de Tonga Centre
<b>Région : Ouest</b>	
<b>Département : NDE</b>	
<b>Commune de Tonga</b>	<b>Domaine d'intervention :</b> Commerce/Travaux Publics
<b>Communautés :</b> Toutes les populations de la Commune	
<b>Maître d'ouvrage :</b> Maire de la Commune de Tonga	
<b>Maître d'ouvrage délégué :</b> Comité de Suivi Communal	
<b>Maître d'œuvre :</b> A désigner	
<b>Objectifs du micro projet</b>	
• <b>Implanter les infrastructures d'hygiène et salubrité au marché de Tonga Centre</b>	
<b>Coût total estimé du micropotjet :</b> 15 000 000 FCFA	<b>Subvention du PNDP:</b> 15 000 000 FCFA <b>Contributions de la Commune aux travaux d'entretien :</b> à déterminer par les études de faisabilité
<b>Description du micro projet</b>	
Le projet consiste à construire des toilettes au marché de Tonga Centre pour pallier la carence actuelle. Trois volets sont envisagés à savoir <i>i)</i> l'élaboration des TDR, <i>ii)</i> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <i>iii)</i> la mise en œuvre du projet	
L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement	
<b>Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du micropotjet</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Mettre en place un comité de gestion des toilettes incluant les commerçants du marché de Tonga Centre et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien</li> <li>– Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau</li> <li>– Prévoir un point d'eau pour améliorer l'utilisation de l'ouvrage</li> <li>– Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux usées et des déchets, y compris leur évacuation</li> <li>– Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage</li> </ul>	
<b>n.b. :</b> un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
<b>Durée prévisionnelle des travaux:</b> 04 mois	<b>Date de démarrage :</b> Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

#### 4-Fiche signalétique : Micro projet portant aménagement d'un forage dans un village

<b>N° de référence</b>	Date : août 2011
<b>Région : Ouest</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Projet d'aménagement d'un forage dans un village
<b>Département : NDE</b>	<b>Domaine d'intervention : Eau et Energie</b>
<b>Commune de Tonga</b>	
<b>Communautés :</b> Toutes les populations de la Commune	
<b>Maître d'ouvrage :</b> Maire de la Commune de Tonga	
<b>Maître d'ouvrage délégué :</b> Comité de Suivi Communal et CC	
<b>Maître d'œuvre :</b> A désigner	
<b>Objectifs du micro projet</b>	
• Doter les populations villageoises des infrastructures d'eau potable	
<b>Coût total estimé du micropot</b> : 8 000 000 FCFA	<b>Subvention du PNDP:</b> 8 000 000 FCFA <b>Contributions de la Communauté villageoise concernée aux travaux d'entretien :</b> PM
<b>Description du micro projet</b>	<p>Le projet consiste à aménager un point d'eau potable à Babouleng Telegwa. Trois volets sont envisagés à savoir <b>i)</b> l'élaboration des TDR, <b>ii)</b> la sélection d'un entrepreneur sur la base des offres techniques et financières et <b>iii)</b> la mise en œuvre du projet</p> <p>L'exécution des travaux sera suivie par le Comité de Suivi Communal et le CC en rapport avec les services techniques de la Commune, les techniciens des délégations départementales et d'arrondissement du MINCOMMERCE et du MINTP et, le PNDP qui aura mis à disposition le financement</p>
<b>Prise en compte des aspects liés à la gestion de l'environnement dans la réalisation du micropot</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur les enjeux liés au choix du site</li> <li>- Obtenir un acte de donation foncière, signé du ou des Chefs des villages concernés et du ou des propriétaires du site</li> <li>- Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnées</li> <li>- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé</li> <li>- Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau</li> <li>- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (au moins 300 mètres)</li> <li>- Eviter systématiquement d'implanter l'ouvrage dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc. ;</li> <li>- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)</li> <li>- Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage</li> </ul>
<b>n.b. :</b> un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et annexé au dossier projet	
<b>Durée prévisionnelle des travaux :</b> 04 mois	<b>Date de démarrage :</b> Dès la notification de l'ordre de service de commencer au maître d'œuvre

## **ANNEXES : PHOTOS**



Pont sur le Ndé (route Babitchoua)



Pont de singe (vers Baloua)



Route carrossable (entre Babitchoua et Baloua)



Rond point Bernard (Tonga



Un point d'eau au centre urbain de Tonga



Bande semencière de palmiers à huile à Fagno



Une cacaoyère en milieu rural



Une zone de forêt protégée (forêt sacrée)



Savane (NtôNga)



Pratique de l'écobuage



Coupe illicite de bois



Habitat moderne en milieu rural



Habitat spontané à Tonga centre



chefferie traditionnelle



Un foyer culturel



CMA de Tonga



Mission catholique de Tonga



Un aperçu du marché de Tonga



Une activité génératrice de revenus



Un étal du marché de l'axe lourd de Tonga